

**Laboratoire Social de Recherche-Action dans la Cité**  
**- LASRAC -**

Programme de recherche de la Région Bretagne  
ASOSC 2013-2015  
(Appropriation SOciale des SCiences)

**DES FABRIQUES DU SOCIAL**  
**AUX NOUVELLES FABRIQUES DU**  
**SOCIOLOGUE**

*La consolidation du Laboratoire Social de Recherche-Action  
dans la Cité (LASRAC)*

∞ **Rapport Final** ∞

**JUILLET 2015**

**Projet déposé par le Collège Coopératif en Bretagne (Nadine Souchard)  
en collaboration avec le laboratoire ESO-Rennes 2 (Yves Bonny),  
en partenariat avec la MJC Antipode,  
l'association Tout Atout et l'IUT Carrières Sociales**



## Sommaire

<b>Introduction</b> .....	1
<b>Chapitre 1 : Des fabriques du social au laboratoire social de recherche-action dans la cité (LASRAC)</b> .....	8
<b>1-1 Agir le commun : des collectifs engagés dans l'institution de la société</b> .....	9
<i>Les communs, une forme d'activation de la société à bas bruit</i> .....	9
<i>Des laboratoires du social (des rapports sociaux, de la question sociale...)</i> .....	12
<i>La réflexivité de la société civile et la recherche académique : ouvrir le référentiel de la recherche</i> .....	13
<b>1-2 La recherche-action coopérative : une voie pour penser dialectiquement symétrie des positions et différenciation des contributions dans l'acteur-chercheur collectif</b> .....	15
<i>Logiques d'action des communs et espace de mutualité dans l'acteur-chercheur collectif</i> .....	15
<i>La recherche-action coopérative comme dispositif singulier</i> .....	20
<b>Chapitre 2 De nouvelles fabriques du sociologue pour prolonger les enquêtes du public</b> .....	23
<b>2-1 Introduction</b> .....	23
<b>2-2 L'installation du Laboratoire dans la cité : une étape délicate mais fondatrice</b> .....	25
<i>Dépasser le partenariat, aller à la rencontre des collectifs</i> .....	27
<i>Une familiarité des lieux, des objets, des acteurs en trompe-l'œil ?</i> .....	29
<i>Trouver preneur : une autre manière de faire de la recherche qui déroute</i> .....	33
<i>S'impliquer et s'inscrire dans la temporalité des cercles de réflexion : une autre grammaire de la recherche</i> .....	38
<b>2-3 Une sociologie de l'action initiatrice d'une autre grammaire de la recherche : l'exemple de l'acteur-chercheur collectif Courrouze AA</b> .....	48
<b>2-3-1 L'approfondissement de la trame publique de la démarche au sein de l'acteur-chercheur collectif à travers la mise en récit</b> .....	51
<i>Ce qui s'écrit : le récit du commun</i> .....	51
<i>Ce qui se décrit : le récit, comme performance de l'action ?</i> .....	60
<i>Une mise en récit politique ? Implication ou engagement dans l'acteur-chercheur collectif</i> .....	62
<b>2-3-2 Tensions identitaires au sein de l'acteur-chercheur collectif : artistes, architectes, chercheurs, habitants... tous chercheurs ?</b> .....	65
<i>Composer avec l'incertitude des attachements</i> .....	65
<i>L'atténuation des identités dans l'acteur-chercheur collectif</i> .....	66

<i>Recherche en coopération et pratiques de leadership</i> .....	68
<i>Tensions et affirmation identitaire</i> .....	70
<b>2-3-3 Prolonger les enquêtes du public : l'expérimentation d'outils et de dispositifs coopératifs au sein de l'acteur-chercheur collectif</b> .....	71
<i>Les enquêtes du public dans le commun : pratiques et significations</i> .....	71
<i>Les fabriques en mouvement des sociologues</i> .....	74
<i>Des politiques d'écriture pour explorer les voies d'une réflexivité partagée</i> .....	77
<i>Investir des pratiques d'éducation populaire pour soutenir le collectif dans ses enquêtes ?</i> .....	81
<i>Soutenir la puissance d'agir des acteurs en co-construisant des dispositifs d'enquête mobilisateurs</i> .....	85
<b>Conclusion</b> .....	89
<b>Bibliographie</b> .....	91
<b>Annexes</b> .....	96

## Introduction

### **Pourquoi initier un laboratoire social de recherche-action dans la cité ?**

Le LASRAC, Laboratoire social de recherche-action dans la cité, est une proposition de recherche-action coopérative circonscrite par la temporalité du programme ASOSC, mais qui explore ainsi plus largement une nouvelle orientation programmatique pour renouveler les approches entre recherche académique et société civile. Il nous faut donc revenir sur ces deux dimensions pour bien saisir la problématique qui fut la nôtre et qui n'est d'ailleurs pas au sens académique une problématique de recherche mais plutôt l'approfondissement d'une orientation épistémologique, méthodologique et politique qui prend ici la forme d'un laboratoire in situ au cœur des mobilisations citoyennes.

La coordination de deux projets successifs du programme ASOSC (LFS et le LASRAC) et l'implication dans deux autres projets (Artviv et Périscope) nous ont permis de soutenir et réinterroger une pratique de recherche impliquée qui s'ancre, notamment au Collège coopératif en Bretagne conventionné avec l'Université Rennes 2, dans une double tradition de formation et d'accompagnement par la recherche-action de collectifs d'acteurs engagés dans une démarche de réflexion et de transformation sociale. A l'instar des ARUC au Québec et des PICRI en région Ile de France, le programme ASOSC constitue donc une opportunité pour essayer de réfléchir la nature des relations partenariales qui peuvent être développées entre des chercheurs et la société civile. Soulignons aussi notre contribution sur ce thème auprès du Gis CRESEB en région Bretagne (Souchard, Banovich, 2013).

Notre proposition dans le cadre du LASRAC s'appuie donc sur ce capital de réflexions qui nous conduit à récuser à la racine la distinction entre science et société, en posant d'un côté que la science est une composante intrinsèque de la société et, de l'autre, que ce que l'on appelle la société civile est porteuse de recherches et de savoirs autonomes qui demandent à être reconnus et valorisés. Cette orientation, nous l'avons affichée et débattue à l'occasion d'un forum de réflexion partagée acteurs-chercheurs à l'automne 2012 qui a clôturé la précédente recherche, « La Fabrique du Social », et suscité

l'expression d'attentes relativement fortes. Comme nous l'écrivions dans le texte de présentation du forum, celui-ci entendait mettre l'accent sur le fait que les collectifs d'acteurs porteurs d'innovation produisent, par leur réflexivité, une activité de recherche. D'où l'orientation suivante qui a configuré le programme des deux jours :

*Ce constat suppose bien évidemment de rompre avec les traditions académiques de la recherche suivant lesquelles la vérité s'incarnerait nécessairement dans les savoirs théoriques produits par des chercheurs professionnels. Il ne s'agit plus dès lors d'opposer les savoirs théoriques des chercheurs aux savoirs d'expérience et d'action des acteurs mais d'envisager autrement de stimulantes complémentarités en reconnaissant le caractère proprement créatif des mobilisations citoyennes et l'ensemble des pratiques de recherche qui les alimentent. Cela nous oblige à reconsidérer tant l'apport original des collectifs d'acteurs que les apports singuliers de la recherche académique dans une nouvelle répartition non pas des savoirs mais des contributions.*

La proposition du LASRAC est donc née, entre autres, des interpellations que portent les mobilisations citoyennes contemporaines dans leur fabrique du social. Il est apparu nécessaire que, en miroir, les sociologues engagent de nouvelles fabriques, en rupture avec le modèle de la neutralité axiologique qui structure le champ académique, pour se situer plus précisément dans un registre contributif. Pour autant, cela ne signifie pas, nous concernant, un rejet du référentiel scientifique et de son capital de réflexion. Mais il nous apparaît essentiel de réfléchir en parallèle à des modalités de recherche ouvertes sur d'autres référentiels qui possèdent également un capital de réflexivité. C'est à cette condition que nous pouvons expérimenter des valorisations sociales de la recherche qui ne soient pas réduites à de simples fonctions instrumentales et marchandes, comme nous y invitent parfois les politiques contemporaines de la recherche.

### **Les orientations programmatiques du LASRAC**

En posant comme axiome *a priori* du projet LASRAC la notion de collectif hybride d'acteurs-chercheurs, nous cherchons à remettre en cause l'idée d'une partition *a priori* entre acteurs et chercheurs. Nous mobilisons dans cette perspective **trois acceptions**

**de la notion de recherche : être en recherche, se mettre en recherche, faire de la recherche** (Bonny, 2014 et 2015).

Notre objectif est d'abord de substituer à une épistémologie de la rupture entre recherche académique et sens commun une épistémologie de la distanciation, et par là à l'idée d'une coupure radicale entre « chercheurs » et « praticiens » l'idée d'un continuum de positions et du coup d'une pluralité de manières de se mettre en recherche, mobilisant à des degrés variés le référentiel scientifique. Nous établissons également un continuum entre « se mettre en recherche » et « être en recherche », dès lors que nous postulons, en nous appuyant en particulier sur l'œuvre de John Dewey (2010), que les acteurs porteurs d'initiatives associatives sont de façon tout à fait ordinaire, dans les démarches qu'ils engagent, des « enquêteurs », en quête de réponses aux questions qu'ils se posent et aux problèmes qu'ils rencontrent, pouvant dans des circonstances spécifiques « se mettre en recherche », c'est-à-dire s'engager dans une démarche plus formalisée de clarification de cette quête et de mise en œuvre de méthodes d'enquête pour y apporter des réponses qui leur paraîtront satisfaisantes pour les besoins de l'action.

En second lieu, nous cherchons justement à promouvoir et à penser une articulation intrinsèque entre recherche et action en lieu et place de la dissociation introduite dans le cadre de la recherche académique classique. Nous appuyant en particulier sur le travail de Hans Joas autour de la créativité de l'agir (1999), nous visons à inscrire la recherche, sous les trois formes indiquées ci-dessus, au cœur de l'agir, en proposant à des collectifs d'acteurs « en recherche » de « se mettre en recherche » avec nous, c'est-à-dire avec des acteurs qui ont notamment la particularité d'avoir développé les compétences de la recherche académique (« faire de la recherche »), en l'occurrence à partir de la sociologie. Mais dans l'autre sens, et en symétrie, nous leur proposons de « nous mettre en action » avec eux, c'est-à-dire de nous situer dans une perspective de **sociologie impliquée et contributive** (Herreros, 2001 et 2009 ; Uhalde, 2008), en situation d'expérimentation (Nicolas-Le Strat, 2013).

La déclinaison de nos propositions, au sein de ce que nous nommons un laboratoire social, active de ce point de vue l'analogie mais aussi le contraste avec le modèle institué

du laboratoire universitaire. Ce ne sont pas simplement des chercheurs qui initient des recherches en plein air pour accéder à une compréhension de la société (Latour, 2006), mais nous considérons que les collectifs réflexifs auxquels nous nous associons ont cette fonction de laboratoire de nouvelles productions sociales.

La **recherche-action coopérative** que nous cherchons ainsi à engager nous oblige à approfondir un certain nombre de questions centrales :

- comment penser la constitution du collectif d'acteurs-chercheurs et notre inscription dedans ?
- comment penser simultanément la symétrie des positions et la différenciation des contributions au sein du collectif d'acteurs-chercheurs ?
- comment penser notre contribution spécifique au sein du collectif d'acteurs-chercheurs ?
- quel poids et quelle place accorder au référentiel scientifique dans le collectif d'acteurs-chercheurs ? quels autres référentiels de la recherche ou de l'action sont en jeu et comment penser leur articulation ?
- comment tenir ensemble une exigence de distanciation, appelée par le référentiel scientifique, et une exigence d'implication, appelée par le souci d'une sociologie contributive s'inscrivant au milieu des autres acteurs ? quelles sont les implications éthiques et politiques d'une telle orientation et comment prendre en compte les tensions qu'elle génère ?

### **Sa déclinaison dans la temporalité du programme ASOSC**

Le déroulement du projet LASRAC nous a confrontés d'une certaine façon à l'ensemble de ces questions. A cet égard, les difficultés que nous avons rencontrées du point de vue de la constitution mais aussi de l'évolution des collectifs d'acteurs-chercheurs sont tout aussi éclairantes pour apporter des éléments de réponses que les dynamiques qui ont pu s'amorcer, sous des formes parfois fragiles. Les chercheurs doivent ainsi apprendre à faire avec les incertitudes des collectifs réflexifs car les tâtonnements et bricolages composent aussi les processus expérimentaux du laboratoire social.

D'une certaine façon nous pouvons considérer que la première année a mis à l'épreuve cette idée généreuse de l'installation d'un laboratoire social auprès d'une diversité d'acteurs mais qui ne formaient pas ensemble cet acteur-chercheur collectif dont nous voulions faire la commune expérience parce qu'ils étaient pris chacun dans des logiques d'action et des temporalités réflexives variées. A contrario la deuxième année du programme a permis d'amorcer une forme de consolidation de cette nouvelle grammaire de la recherche en nous associant plus explicitement au collectif Courrouze AA et en déployant des dispositifs supports à nos contributions.

Aussi notre rapport s'organise autour **de deux temps**.

### **1- Des fabriques du social au Laboratoire Social de Recherche-Action dans la Cité (LASRAC)**

Dans un premier temps, il nous semblait essentiel de bien restituer les enjeux du déploiement du laboratoire social de recherche-action en symétrie aux fabriques contemporaines du social mais aussi aux enjeux de société afférents. Dans la littérature contemporaine, ces mobilisations citoyennes sont aujourd'hui analysées à travers le prisme de l'innovation sociale (Klein, Harrisson, 2007 ; Souchard, 2014), des communs (Dardot, Laval, 2014 ; Nicolas-Le Strat, 2013 et 2014) des micro-espaces publics de coopération (Bélanger, 2007), des collectifs réflexifs (Callon, 1999 ; Caillé, 1999). L'engagement d'acteurs dans l'institution de la société contraste avec la faible reconnaissance de leur contribution à l'action publique, particulièrement en France où notre démocratie représentative peine à donner toute sa place aux corps intermédiaires. Alors que les thèses du déclin démocratique se déploient, la recherche se doit aussi de réfléchir aux lieux et aux objets qu'elle investit. Considérant que la science ne doit pas être pensée hors de la société (comme une science hors sol) mais dans la société (plutôt sur le modèle du plein air), nous estimons qu'elle est aussi mise en situation d'imaginer, à côté de la recherche académique, des dispositifs soutenant une science en action en miroir de la texture sociale des communs. La proposition d'un dispositif de recherche-action coopérative est ainsi déployée en référence à une sociologie impliquée, contributive et critique.



## **2- De nouvelles fabriques du sociologue pour prolonger les enquêtes du public**

La proposition d'un laboratoire ouvert aux sollicitations et aux productions de la société civile suppose d'installer et de consolider une autre grammaire de la recherche. C'est autour de cette orientation programmatique centrale que s'organise la deuxième partie du rapport. Elle donne à voir le caractère tâtonnant, expérimental de la démarche de plein air qui fut la nôtre mais aussi, a contrario, elle livre un certain nombre d'enseignements sur deux orientations centrales du dispositif de recherche-action coopérative développé dans les collectifs : le principe de symétrie de position au sein de l'acteur-chercheur collectif, comme fondement de la coopération entre les différentes parties prenantes, et les propositions contributives des sociologues comme modalité de soutien aux enquêtes des publics (Dewey, 2005).

Ainsi la référence à l'éthique d'égalité des intelligences (Rancière, 2012), la reconnaissance d'une dimension réflexive au sein des communs, d'une recherche d'horizontalité dans leurs dynamiques relationnelles soutiennent notre principe de symétrie des positions au sein de l'acteur-chercheur collectif. Mais ne reste-t-il pas référé à un nouvel idéaltype communautaire (Dardot, Laval, 2014) qui doit cependant composer avec la figure singulière du sujet et les tensions qui le traversent (identités plurielles, diversité des logiques d'action...) ? En cela le principe de symétrie soulève un certain nombre de questions que peuvent difficilement éluder les chercheurs impliqués dans ces collectifs car ce qui motive et justifie aussi leur présence c'est précisément cet enjeu d'activation du commun (Nicolas-Le Strat, 2013, 2014) qui intègre deux dimensions dont la conciliation s'avère complexe. Elle doit ainsi trouver des modalités d'articulation singulières entre agir en commun (coopération collégialité, autonomie) et agir le commun (capacitation collective, dynamique instituante, pouvoir constituant).

Se situant dans une perspective radicalement différente d'une recherche académique qui constituerait les communs en objet d'étude et en terrain, la réflexion sur les contributions des chercheurs impliqués dans ces démarches est conduite à se situer dans une logique d'hybridation des savoirs et des référentiels (de la recherche académique, de l'éducation populaire, de l'économie solidaire...) et des dispositifs. Ainsi

les propositions contributives des sociologues sont conçues centralement comme des modalités de soutien aux enquêtes des publics (Dewey, 2005). Mais dans l'orientation de J. Dewey à laquelle nous nous référons, enquête et activation de la démocratie sont étroitement imbriquées. Au sein de l'acteur-chercheur collectif, cette orientation peut poser de redoutables questions et met les chercheurs au défi non seulement de mobiliser mais aussi d'imaginer des dispositifs visant le renforcement de la réflexivité des acteurs, le questionnement partagé des visées démocratiques des débats publics (internes ou externes), le soutien et la mobilisation de la puissance d'agir du collectif. Pour les chercheurs impliqués dans cette science en action, leur capacité d'auto-analyse ressort comme une exigence particulièrement centrale qui doit trouver des modalités d'activation (travail en binôme, pratique de journaux de terrain...).

## **Chapitre 1 : Des fabriques du social au laboratoire social de recherche-action dans la cité (LASRAC)**

Dans cette première partie, il nous est apparu essentiel de restituer la proposition de l'installation du LASRAC en miroir du laboratoire des mobilisations citoyennes. On ne peut en effet comprendre notre proposition d'ouverture du référentiel de la recherche académique dans les nouvelles coopérations d'une science en action qu'après les avoir explicitement situées dans la dynamique de transformation des rapports sociaux qui les anime. Les institutions publiques, mais aussi parfois le champ institué de l'ESS (les CRESS, Chambres Régionales de l'Economie Sociale et Solidaire), peinent en effet à les appréhender dans cette perspective et les confinent trop souvent dans des conceptions purement instrumentales. Les innovations sociales incarneraient de nouveaux services et constitueraient possiblement un nouveau gisement d'emplois. D'une certaine façon il en va de même du débat sur la participation, trop souvent englué dans l'étayage de la démocratie représentative, et qui peine à reconnaître ces mobilisations citoyennes comme l'émergence de publics vivifiant la démocratie.

Dans un premier temps, nous souhaitons donc revenir sur ces fabriques du social, non pas en les déclinant en nouveaux services et produits, mais en soulignant combien et en quoi ces collectifs sont engagés dans l'institution de la société et constituent à ce titre des laboratoires, non seulement du social – au sens où nous nous sommes intéressés plus précisément à la façon dont ils réfléchissent des problématiques sociales –, mais plus largement de la société au sens où ils expérimentent des modalités de ré-encastrement des rapports sociaux. C'est d'ailleurs en cela qu'ils sont possiblement porteurs d'une vision et d'une visée de transformation sociale.

C'est à partir de ce retour sur ce que sont les fabriques du social que l'orientation programmatique d'un laboratoire de recherche-action dans la cité prend, dans un second temps, tout son sens. La proposition d'un dispositif de recherche-action coopérative est en effet argumentée en symétrie aux orientations et pratiques déclinées par la société civile. L'installation de coopérations entre cette dernière et les chercheurs, que soutient le programme ASOSC, suppose en effet l'émergence d'espaces de mutualité

qu'il convient de penser, interrogeant en cela fortement les postures et positionnements de la recherche académique mais aussi de certaines formes de recherche-action. Ainsi, dans notre proposition, c'est tout à la fois la dimension critique, impliquée et contributive de la recherche qu'il nous faut penser pour asseoir dialectiquement aux productions de communs un réel espace de mutualité.

### **1-1 Agir le commun : des collectifs engagés dans l'institution de la société**

Trois axes de réflexion, développés dans le cadre du précédent projet ASOSC « La Fabrique du Social » (LFS), constituent l'arrière-plan du LASRAC. Il y a en effet, dans notre conception, une relation dialectique entre la nature et les formes de mobilisations citoyennes, que nous avons pu observer et décrire précédemment, et les propositions collaboratives que peut élaborer la recherche. Avant donc de préciser ces dernières il nous paraît extrêmement important de restituer au lecteur la dimension processuelle de notre réflexion pour en partager la lecture et les enjeux. Dans un premier temps, nous souhaitons ancrer notre réflexion en référence aux enjeux démocratiques qu'exacerbe en quelque sorte la production de communs (Dardot, Laval, 2014) alors que le débat participatif à la française s'étirole dans des dispositifs labellisés. Il a là une première source d'interpellation de la recherche sur les lieux, les objets, les concepts dont elle se saisit et qui doit nourrir un débat critique. Nous souhaitons ensuite insister sur les formes de production sociale dans lesquelles sont engagés les collectifs. Qu'est ce qui s'expérimente et tente de s'instituer dans les mobilisations citoyennes ? Quelles sont ces productions de la société civile ? Il y a là une seconde source d'interpellation pour la recherche qui doit aussi réfléchir aux conditions d'émergence et de consolidation d'un espace de mutualité entre chercheurs et acteurs. Enfin ces communs constituent de véritables petits laboratoires de recherche de plein air, au sens où la réflexivité des acteurs constitue une modalité d'interpellation centrale de l'enfermement académique du référentiel de la recherche.

*Les communs, une forme d'activation de la société à bas bruit*

Si la participation est régulièrement convoquée dans le débat sur la rénovation de notre démocratie, elle reste grevée par le référentiel de la représentation qui en stérilise

largement la possible portée novatrice et instituante (Blatrix, 2009). La question de la participation citoyenne est en effet largement entrée dans la grammaire des politiques publiques, ce faisant elle a été en quelque sorte phagocytée par ces dernières : elles tendent à la réduire à des scènes estampillées participatives qui ont fleuri autour de différents thèmes. Leurs dérives technocratiques et/ou injonctives ont été largement décrites par la recherche, et plus particulièrement dans le cadre de la politique de la ville (Carrel, 2013), de même que les asymétries entre les acteurs. Relevons que dans un souci de restauration d'un espace public jugé désormais affaibli, la mobilisation de référentiels de transformation sociale issus de l'éducation populaire est aujourd'hui fortement valorisée (Bacqué, Mehmache, 2013). Indépendamment des arguments que l'on peut avancer pour douter d'une transformation majeure à l'œuvre (Kirszbaum, 2013), pouvons-nous adhérer à une vision du « prendre part » qui passerait exclusivement par le filtre des politiques publiques ? Nous partons au contraire du principe que les acteurs du champ politique n'ont pas le monopole de l'émergence des espaces publics et plus largement de l'action publique. Des activités contribuant à sa production sont largement à l'œuvre, portées par des collectifs réflexifs, mais qui restent souvent invisibilisées, voire perçues comme illégitimes ou réduites à une dimension opérationnelle (« de nouveaux services »), comme c'est le cas des mobilisations citoyennes qualifiées aujourd'hui d'innovations sociales. Rarement ces initiatives sont-elles accueillies et réfléchies par les pouvoirs publics pour leur fondement, à savoir le désir, l'envie de citoyens de vivifier autour de différents objets la démocratie et alors même que ces dimensions les agitent centralement (Souchard, 2013, tome 1, chapitre 3).

Plusieurs enjeux en matière de recherche ressortent de ce premier point. Si le chercheur ne doit pas abandonner le terrain des « dispositifs participatifs », tout en s'interrogeant sur les échelles d'appréhension, sur son positionnement par rapport aux dits dispositifs, sur les concepts qu'il mobilise pour soutenir une nécessaire distanciation, il ne peut pas réfléchir par ce filtre exclusif les formes sociales contemporaines de la citoyenneté. L'enfermement sémantique et conceptuel du registre de l'action publique, trop souvent rabattu sur celui des politiques publiques, doit être interrogé. Il y a un enjeu théorique à prendre pour objet d'étude ces collectifs et un enjeu politique à les soutenir et les valoriser.

Aussi, c'est à une autre grammaire du politique qu'il faut se référer si l'on souhaite dépasser les registres du dévoilement (des asymétries, de l'instrumentation ...) qui sont fréquemment mobilisés autour de ces questions et soutenir, par la recherche, des collectifs engagés dans l'institution de la société, à l'ombre donc des dispositifs participatifs. Ce déplacement est au cœur de notre propos et peut être déployé à partir du concept du commun. Au-delà de sa polysémie (ou à cause de cette dernière précisément), il vient interroger frontalement tout à la fois la nature des expériences et processus dans lesquels sont engagés des citoyens et parallèlement leur signification politique. C'est en cela que Pascal Nicolas-Le Strat (2014) souligne combien « *agir et penser en termes de commun opère une rupture radicale des équilibres passés* ». Les travaux sur ce concept sont notamment redevables à la pensée du philosophe A. Negri qui, tout en soulignant l'emprise du biopouvoir dans nos sociétés, argumente que cette forme de contrôle total porte également en germe des espaces de libération qui s'appuient sur les possibles du commun : « *Nous avons pensé pendant presque trois siècles la démocratie comme administration de la chose publique, c'est-à-dire comme institutionnalisation de l'appropriation étatique du commun. Aujourd'hui, la démocratie ne peut plus se penser que dans des termes radicalement différents : comme gestion commune du commun. Cette gestion implique à son tour une redéfinition de l'espace — cosmopolitique — ; et une redéfinition de la temporalité — constituante —. Il ne s'agit plus de définir une forme de contrat qui fasse que tout, étant de tous, n'appartienne pourtant à personne. Non : tout, étant produit par tous, appartient à tous* » (Negri et Revel, 2007, p. 7). Il oppose ainsi la transcendance de l'intérêt général à l'immanence de nos pratiques : « "Nous" : *ce n'est pas une position ou une essence, une « chose » dont on a tôt fait de déclarer qu'elle était publique. Notre commun, ce n'est pas notre fondement, c'est notre production, notre invention sans cesse recommencée* » (Ibid., p. 6).

A travers la référence au commun sont donc impliquées des idées de mutualisation (de projets, de ressources, etc..) et de coopération qui font resurgir sous des formes non traditionnelles la notion de communauté. Il y a aussi un enjeu d'appropriation collective pour déjouer les confiscations et donner un sens partagé, un esprit public à un lieu, un espace, une ressource... La dimension subversive est contenue dans le processus et la dynamique même du commun qui invite à reprendre part à l'institution de la société (Dardot, Laval, 2014). C'est précisément autour de ce travail d'activation du commun

que se mettent en réflexion et se mobilisent aujourd'hui des acteurs de la société civile, forts précisément de leurs convictions démocratiques.

*Des laboratoires du social (des rapports sociaux, de la question sociale...)*

Ces collectifs peuvent être considérés comme le siège de petits laboratoires de plein air, développant une activité critique, mus par leur réflexivité, constituant des milieux d'innovation sociale. Ils cherchent, dans le bricolage et le tâtonnement, à expérimenter et proposer de nouvelles orientations et propositions pour résoudre les questions à caractère social qu'ils identifient (Souchard coord., 2013, tome 2). Développant une lecture critique des pratiques segmentées du champ institué du social (le secteur social), ils affichent une ambition de décloisonnement et d'hybridation des pratiques, des questionnements, des champs... Ainsi ils sont pris dans une dialectique instituant/institué, au sens où leur critique des « institutions » est aussi nourrie par l'ambition de faire expérience pour instituer d'autres rapports sociaux ; ils réfutent souvent le soutien équivoque au titre de l'expérimentation qui circonscrit et interdit en quelque sorte de penser la transformation sociale.

L'incertitude, le tâtonnement, la dimension expérimentale des processus initiés intègrent donc aussi les dynamiques relationnelles des collectifs dans une mise en tension singulière : la forte personnalisation des rapports sociaux soutient les processus de leadership repérés dans ces initiatives (Souchard coord., 2013), lesquels, de façon apparemment paradoxale, s'accompagnent parallèlement d'une recherche de symétrisation dans les pratiques relationnelles non seulement au sein des collectifs mais également dans la mise en relation avec les « publics » mobilisés. C'est en ce sens que la référence à la communauté se trouve aussi réactualisée mais dans un système de valeurs où la recherche de nouvelles formes de solidarité tente de composer avec la figure du sujet (Klein, Lavielle, Moulaert, 2014).

Nous avons ainsi suivi sur le territoire rennais, à l'aune de ce qui se développe comme le souligne le rapport Bacqué-Mechmache à l'échelle nationale, le développement de petits collectifs d'acteurs unis par des convictions démocratiques et développant à partir de leurs espaces professionnels, associatifs, personnels des réflexions sur les enjeux d'agir

le commun et sur de possibles mises en œuvre, utilisant (sans que cela soit exclusif) pour certains des leviers artistiques, pour d'autres des démarches architecturales alternatives, ou encore la référence à la force émancipatrice de l'éducation populaire. Ils ont développé un regard critique sur l'aménagement urbain, sur les scènes instituées de la participation. Ils constatent (et contestent) le fonctionnalisme excessif de l'urbanisation, le faible esprit public des espaces dédiés et leur confiscation sécuritaire. Entretenant une distance critique à l'égard des institutions, ils sont mus par des dynamiques d'actions qu'ils inscrivent dans une forte réflexivité : action et réflexion sont en permanence étroitement imbriquées.

*La réflexivité de la société civile et la recherche académique : ouvrir le référentiel de la recherche*

Ces collectifs sont engagés dans un processus expérientiel et réflexif qui vise à stimuler, à favoriser l'émergence d'enquêtes sociales au sens de Dewey (2010). L'enquête vise, pour reprendre les propos de J. Zask (2008), à « restaurer le continuum de leurs expériences quand celui-ci est interrompu. Elle désigne la phase volontaire de l'expérience. Faire une expérience signifie connecter un cours d'action à quelque chose qui nous affecte. Une enquête n'est pas réductible à une méthode » (p. 180). Elle soutient ainsi que « La justification de l'enquête comme expérience et celle de la démocratie comme communauté d'expérience ne font qu'une. De même qu'il n'y a pas de démocratie sans la participation active des membres des publics à la fixation de leurs conditions personnelles d'existence » (p. 188).

Leurs rapports avec la recherche académique sont complexes, au sens où ces acteurs peuvent être considérés comme étant en recherche (de sens, d'idées, de pratiques innovantes...) et comme se mettant en recherche par eux-mêmes. Ils n'attendent pas de la recherche académique qu'elle leur livre un prêt-à-penser de leurs dynamiques, qui mêlent résistance et initiatives. Les rencontres avec ces collectifs, car rencontre il doit y avoir, posent souvent frontalement la question de l'adhésion du chercheur à ces engagements. Ils soulèvent d'autre part l'enjeu de mettre en actes dans le dispositif de recherche un principe d'égalité des intelligences, prenant notamment en compte les formes de réflexivité et de recherche endogènes qu'ils mobilisent en permanence, dans



le cadre d'une sociologie qui de notre point de vue ne peut là que se situer du côté d'une implication, mais d'une implication réfléchie, conscientisée.

C'est dans ce contexte que nous avons été amenés à examiner de façon critique le référentiel académique de la recherche et la manière dont il est la plupart du temps mis en œuvre de façon non réfléchie dans les recherches partenariales, alors même qu'elles se revendiquent de démarches participatives (Bonny, 2015). La question de savoir ce que chercher veut dire constitue en effet une dimension de la recherche partenariale qui est rarement thématisée et approfondie, alors même qu'elle nous paraît tout à fait fondamentale. Cette faible thématisation s'explique aisément, dans la mesure où elle renvoie en général à une forme d'évidence qui fait écran, à savoir que le référentiel scientifique est le seul référentiel légitime de ce que l'on appelle une recherche. Ceci a des conséquences importantes quant à la manière de penser les partenariats de recherche. L'on postule en effet la plupart du temps comme un a priori indiscutable que le partenariat met en relation des « chercheurs » et des « praticiens », un « milieu de recherche » et un « milieu de pratique ». L'articulation entre recherche et action est alors pensée fondamentalement sur le mode de la « lumière » apportée par la connaissance scientifique sur des questions et enjeux pertinents pour le milieu de pratique, qu'il s'agit de transmettre aux praticiens afin qu'ils se l'approprient et en tirent directement ou indirectement des implications en termes de décisions et d'orientations. Or cette évidence doit être interrogée dès l'instant où l'on s'inscrit dans des démarches participatives, car elle véhicule avec elle un ensemble de présupposés et de positionnements épistémologiques qui sont loin d'aller de soi et qui conditionnent pourtant toute la dynamique partenariale.

Afin de questionner cette évidence, nous proposons de distinguer les trois expressions suivantes : « être en recherche », « se mettre en recherche » et « faire de la recherche ». La première désigne une attitude ordinaire d'acteur lorsque celui-ci ne se satisfait pas des routines constitutives de sa pratique et de son univers d'expérience et les interroge sur la base de certaines aspirations. La seconde expression implique une démarche plus systématique d'investigation, telle qu'on peut par exemple l'engager à travers l'inscription dans une formation individuelle ou la mise sur pied d'un collectif mobilisant des formes de recherche-action. La troisième expression, quant à elle, est réservée aux

pratiques qui respectent les canons en vigueur du référentiel scientifique, dont les chercheurs professionnels sont les experts et les garants, mais que d'autres praticiens se formant à ces canons peuvent également mettre en œuvre sous l'autorité des premiers. La problématique peut alors être reformulée ainsi : lorsque l'on s'inscrit dans des formes de recherche partenariale participative, comment articule-t-on ces trois orientations relatives à la notion de recherche à propos d'un univers de pratiques ? comment pense-t-on l'articulation entre la recherche et l'action ? comment pense-t-on et configure-t-on le rapport social et les relations concrètes entre les différentes parties prenantes de la recherche ? et comment entend-on la dimension participative du partenariat ?

À l'égard de ces différentes questions, le parti pris du LASRAC a consisté à poser comme un axiome de départ que l'ensemble des parties prenantes des recherches-actions coopératives dans lesquelles nous nous impliquions étaients simultanément acteurs et chercheurs, en vue de dépasser les oppositions catégorielles usuelles. Ce parti pris n'annule pas les identités de chacun, mais les recompose différemment. Ce sont précisément les formes de cette recombinaison que nous visons à approfondir dans ce rapport final : de quelle nature peuvent être les contributions des chercheurs professionnels (en l'occurrence des sociologues) dès lors qu'ils s'engagent comme des participants parmi d'autres d'un acteur-chercheur collectif hybride ?

## **1-2 La recherche-action coopérative : une voie pour penser dialectiquement symétrie des positions et différenciation des contributions dans l'acteur-chercheur collectif**

### *Logiques d'action des communs et espace de mutualité dans l'acteur-chercheur collectif*

Le projet d'installation du LASRAC a reposé sur le constat d'insatisfactions réciproques entre des chercheurs maintenus et/ou se maintenant à distance de dynamiques sociales citoyennes à l'œuvre et des acteurs associatifs ou militants développant une activité de recherche endogène qui peine à être audible dans la sphère académique. Les enfermements épistémologique et institutionnel de la recherche (Bonny, 2014)

compliquent l'émergence d'espaces de discussions et de débats avec des collectifs en réflexion qui se donnent pour visée une transformation des rapports sociaux.

La singularité de ces expériences peut en minimiser l'enjeu alors que précisément c'est un défi pour la recherche dans notre société contemporaine que de penser la dimension plurielle de ces expériences. Nous estimons, a contrario, que ces lieux, qu'il convient de penser et développer, constituent un enjeu assez fondamental de nos démocraties pour que l'agir en recherche de la société rencontre l'agir en société de la recherche. Pour autant trouver preneur, y compris dans le cadre de partenariats noués à la faveur de projets financés dans le cadre de programmes tels qu'ASOSC, n'est pas si simple. Il y a en effet une certaine ambivalence dans le rapport à ces nouvelles propositions de recherche de plein air : elles peuvent répondre à une partie des critiques citoyennes formulées plus ou moins explicitement aujourd'hui à l'égard d'une recherche académique hors sol (l'expérience et les acteurs constitués en objet d'étude, des résultats à distance des acteurs, l'instrumentalisation par la recherche, les nombreuses asymétries entre chercheurs académiques et acteurs de terrain...), mais la proposition du plein air peut être déroutante pour des acteurs qui peuvent s'interroger sur ces nouvelles postures des chercheurs et la nature de leurs contributions. Ainsi avons-nous fait l'expérience, parfois un peu désabusée, d'une proposition d'implication de notre part qui n'a pas réellement rencontré d'écho dans une démarche très publicisée portée par un des mentors de l'architecture alternative. A contrario, nous avons dû convaincre un collectif d'acteurs moins médiatisés, pour partie partenaires du projet LASRAC, réunis autour de la conviction que l'art mais aussi d'autres pratiques peuvent faire leviers sur un territoire pour activer le commun, de l'intérêt d'installer un collectif acteur-chercheur pour amplifier la réflexivité de leur démarche. Sans développer davantage dans ce premier chapitre, il nous paraît intéressant de souligner ces caractéristiques de la sociologie impliquée auprès de collectifs engagés : nécessité d'une forme d'adhésion, d'implication des chercheurs dans l'orientation éthique et politique de la démarche (ce qui ne signifie par que le chercheur perd tout sens critique, bien au contraire, nous y reviendrons)<sup>1</sup> ; inscription dans la temporalité de leurs actions et sa contrepartie

---

<sup>1</sup> Cette adhésion a pris nous concernant différentes formes dans le temps. Dans un premier temps, nous avons, suite à plusieurs discussions, rédigé une note de synthèse soumise au collectif, qui a validé notre compréhension et manifesté son intérêt pour la démarche. D'une certaine façon, c'est le collectif qui a procédé au « recrutement » des chercheurs, en tant qu'associés extérieurs. Dans un second temps, le collectif qui s'est élargi

évidente, acceptation de l'incertitude sur son évolution et son devenir. Cette sociologie de l'implication relève d'enjeux politiques mais aussi épistémologiques. Elle rompt avec l'orthodoxie de la neutralité axiologique, même si elle doit bien sûr aussi, nous y reviendrons, continuer à penser les conditions d'une distanciation.

La démarche d'intervention sociologique initiée par A. Touraine relevait d'une orientation politique assumée de soutenir par l'analyse immergée le sens des luttes collectives. Elle a subi de nombreuses inflexions, car éloignée désormais de son contexte d'intervention, mais aussi parce que les formes de mobilisation se sont profondément transformées (Cousin et Rui, 2010). Le débat contemporain dont nous nous faisons le relais ici n'est pourtant pas sans analogie avec les questions soulevées dans les années 1970 par le CADIS. Nous considérons en effet aujourd'hui avec d'autres chercheurs engagés dans ces réflexions que la grammaire des communs interpelle fortement la recherche sur ses postures, positionnements et productions, mais aussi, selon nous, sur ses contributions. Nous voulons dire par là que nous estimons que si la recherche ne se pose pas de façon assez radicale la question de sa place et de ses apports, elle restera hors de la société, c'est-à-dire hors de ce qui s'institue ou tente de s'instituer dans nos démocraties. A l'instar des réflexions déroulées par A. Touraine sur la nécessité de penser des formes de recherche en miroir aux formes des mouvements sociaux, il y a lieu de penser dialectiquement les logiques d'action des communs et la construction de l'espace de mutualité entre chercheurs et acteurs (Audoux et Gillet, 2011) qui fait souvent défaut aux scènes partenariales contemporaines.

La figure de l'acteur-chercheur collectif que nous avons expérimentée dans le cadre du LASRAC<sup>2</sup> nous a ainsi conduits à approfondir un certain nombre de questions centrales qui sont au cœur de la constitution de ces collectifs : comment penser simultanément la symétrie des positions et la différenciation des contributions au sein du collectif d'acteurs-chercheurs ? Comment penser notre contribution spécifique ? Quels autres référentiels de la recherche ou de l'action que le référentiel scientifique sont-ils en jeu et comment penser leur articulation ? Comment tenir ensemble une exigence de

---

nous a sollicités pour en faire officiellement partie, ce que nous avons accepté car notre apport contributif s'était clarifié.

<sup>2</sup> Brièvement, il s'agit de poser comme un principe a priori de nos associations avec différents acteurs que nous sommes tous acteurs et tous chercheurs, même si c'est sur des modes divers, et que nous constituons ensemble un acteur-chercheur collectif hybride.

distanciation, appelée par le référentiel scientifique, et une exigence d'implication, appelée par le souci d'une sociologie contributive s'inscrivant au milieu des autres acteurs ? Quelles sont les implications éthiques et politiques d'une telle orientation et comment prendre en compte les tensions qu'elle génère ?

Notre rapport ne pouvait bien évidemment pas répondre, dans le cadre de la temporalité du programme, à l'ensemble de ces questionnements qui constituent des mises en tension qui s'éprouvent plus largement dans l'orientation programmatique du LASRAC. Nous proposons donc de réfléchir la question de la contribution du sociologue dans ces communs à partir de leurs caractéristiques intrinsèques. Ces collectifs sont engagés dans un processus expérientiel et réflexif qui vise à stimuler, à favoriser l'émergence d'enquêtes sociales au sens de Dewey pour constituer des publics. L'enquête vise, pour reprendre les propos de J. Zask (2008), à « *restaurer le continuum de leurs expériences quand celui-ci est interrompu. Elle désigne la phase volontaire de l'expérience. Faire une expérience signifie connecter un cours d'action à quelque chose qui nous affecte. Une enquête n'est pas réductible à une méthode* » (p. 180). Elle soutient ainsi que « *La justification de l'enquête comme expérience et celle de la démocratie comme communauté d'expérience ne font qu'une. De même qu'il n'y a pas de démocratie sans la participation active des membres des publics à la fixation de leurs conditions personnelles d'existence* » (p. 188).

Ces orientations des communs nous semblent essentielles à rappeler pour comprendre ce que nous percevons comme une forme d'inconvenance d'une démarche sociologique qui se constituerait en simple extériorité. L'activation des communs c'est d'abord l'engagement d'acteurs dans un mouvement de stimulation d'expériences sociales diversifiées dans leur spectre pour soutenir un projet démocratique. Une des questions fondamentales pour le sociologue impliqué dans ces démarches consiste donc, selon nous, non pas à constituer le commun comme terrain de la recherche mais à interagir avec les acteurs pour penser, agir ce monde social à travers ces enquêtes sociales singulières dans lesquelles ils sont engagés. Aussi le sociologue doit-il réfléchir la nature de ses contributions dans les aspirations réflexives, engagées et démocratiques qui animent ces acteurs. Différentes pratiques d'une recherche contributive peuvent être identifiées, telles les recherches en situation d'expérimentation de Pascal Nicolas-Le

Strat (2013), la proposition d'un laboratoire social par Hugues Bazin<sup>3</sup>, la posture de « médiation contributive critique » développée par Marc Uhalde (2008). Pour notre part, dans les expériences du LASRAC, nous nous sommes plutôt positionnés en termes de catalyseurs (parmi d'autres) de la réflexivité collective à partir de compétences spécifiques qui ressortent d'une pratique de la recherche (capacité à synthétiser, dégager des lignes de tension, compétences rédactionnelles...), tout en envisageant ces « matériaux » comme produits avant tout pour le collectif en recherche dans lequel le chercheur est immergé.

Le chercheur, dont on a vu qu'il doit longuement négocier sa place, est amené à s'inscrire dans des registres qui ne dissocient pas clairement réflexion et action. Il faut donc noter la complexité d'une posture où les attendus à l'égard du chercheur sont ceux d'une forme de distance, de contributions spécifiques (sur lesquelles nous reviendrons) et en même temps d'une compréhension, d'un engagement, d'une adhésion aux orientations réflexives portées par les acteurs. Cette différenciation entre attachement et détachement pour reprendre les termes de M. Callon (1999) n'est pas si simple à tenir.

C'est une posture qui s'élabore aussi dans le bricolage et le tâtonnement des interactions. Inscrit dans l'ordinaire des réunions réflexives des collectifs, où priment le débat et une prise de parole assez libre, le chercheur prend part aux discussions et, en même temps, il est amené à considérer la singularité de ses contributions, sans pouvoir ici se retrancher derrière la démarche réputée objectivante du « terrain ». La matière de cette nouvelle grammaire du « faire de la recherche avec » (et non pas sur) est particulièrement riche à restituer pour saisir aussi ce que ce positionnement amène en « réflexion augmentée » pour le chercheur et les collectifs.

L'émergence de désaccords est propre à ces dynamiques relationnelles qui reconnaissent plutôt un caractère fécond à l'installation d'un débat contradictoire et une légitimité de tous, de sa place, à être contributif. Les objets qui sont travaillés, mis en débat sont éminemment politiques au sens où ils se donnent pour visée de transformer des orientations de l'action publique. Nous sommes persuadés de l'intérêt pour la

---

<sup>3</sup> <http://recherche-action.fr/hugues-bazin/>.

recherche d'accompagner ces espaces de discussion, d'être immergés dans ces débats. Mais ce positionnement en coopération soulève aussi de nombreuses questions très souvent éludées dans l'activité du chercheur académique : dans quelle conception et dans quelle orientation du politique le chercheur se reconnaît-il et jusqu'où peut-il trouver sa place ? Dans quelle mesure peut-il être amené aussi à quitter des collectifs lorsque les orientations réflexives retenues apparaissent décalées d'avec les approches cognitives et les visées éthiques et politiques du chercheur ? Quelles conceptions de l'agir en société de la recherche porte finalement le chercheur ? Comment et dans quelle mesure peut-il les expliciter sans imposer sa vision, dans la mesure où il se positionne en même temps à côté des collectifs en réflexion ?

#### *La recherche-action coopérative comme dispositif singulier*

La recherche-action coopérative constitue une forme singulière de recherche partenariale participative, à distinguer d'autres formes idéaltypiques (Bonny, 2015). Elle part en effet du principe selon lequel l'ensemble des acteurs impliqués sont considérés comme co-chercheurs et co-sujets. L'enjeu est alors de constituer un « acteur-chercheur hybride », dépassant les catégories de praticien et de chercheur, sans pour autant confondre les identités, les rôles et les contributions (Souchard et Bonny, 2015). Cela passe par une critique des raisonnements distinguant et dissociant sur un mode réifié « milieu de pratique » et « milieu de recherche » et distribuant de la même façon les savoirs de façon tranchée et séparée, assignant les « praticiens » aux seuls savoirs d'expérience et d'action et réservant les capacités de théorisation et de conceptualisation authentiques aux seuls chercheurs professionnels. Sur le premier registre, le déplacement de perspective consiste à concevoir l'univers qui fait l'objet de l'investigation conjointe (un milieu de vie, une organisation, un cadre d'exercice professionnel ou militant, etc.) non pas comme un « milieu de pratique » pour les uns et un « terrain d'enquête » ou un contexte de collaboration ou d'intervention pour les autres mais comme un « monde social » spécifique participant de l'institution de la société et qui à ce titre concerne également l'ensemble des parties prenantes. Parallèlement, il s'agit de reconnaître les capacités de théorisation et de réflexivité critique de chacun et de les solliciter dans le processus de mise en recherche, sans catégorisations cloisonnées *a priori*. L'orientation vers le commun conduit logiquement à favoriser l'hybridation et la fertilisation croisée des savoirs (Galvani, 1999), des façons de connaître, des formes de recherche, des agencements

relationnels, comme enjeu démocratique essentiel quant à la manière d'instituer les personnes et les rapports sociaux.

L'enjeu de la recherche-action tourne d'abord ici autour de la question du sens de l'action et des orientations éthiques et politiques que l'on promeut. Et cet enjeu est commun à l'acteur directement impliqué dans le monde social considéré et au chercheur professionnel, face auquel ils sont positionnés à égalité au regard de la recherche comme de l'action. Cela signifie que le référentiel central de la recherche n'est pas ici la science, mais la praxéologie. La visée qui est au cœur de la recherche-action coopérative est en effet l'articulation dialectique entre vécu, action et pensée, que ce soit à l'échelle individuelle ou collective. C'est précisément cette articulation dialectique, orientée par un projet de promotion des personnes, de transformation sociale et d'émancipation, que les traditions militantes (marxisme, éducation populaire, etc.) nomment *praxis*. La praxéologie constitue ici la composante réflexive, intellectuelle de la praxis (Maurel, 2010). L'enjeu premier de la recherche n'est pas d'éclairer la pratique par les savoirs formalisés issus de la démarche scientifique, mais d'élever la pratique à des formes de réflexivité plus abouties, en vue d'accroître la compréhension, la conscientisation, l'explicitation, l'analyse critique de l'agir et la formalisation et la transmissibilité des orientations d'action qui sont valorisées.

La recherche-action coopérative relève ainsi d'une épistémologie politique, où la théorie de la connaissance s'inscrit à l'intérieur d'une théorie de la démocratie et de l'action politiquement impliquée. Deux philosophies peuvent être mentionnées ici, celles de Jacques Rancière et de John Dewey, qui combattent toutes deux ce que Rancière appelle « l'axiome de l'inégalité ». Dans *Le Maître ignorant* (2004), il développe une critique radicale de la raison pédagogique ordinaire, qui pose *a priori* une inégalité des intelligences entre le maître explicateur et l'élève, qu'elle se propose de réduire, mais qu'elle reconduit en fait la plupart du temps. Il lui oppose un axiome d'égalité des intelligences, qui le conduit à souligner que « l'élève est toujours un chercheur ». Si nous transposons cette perspective à propos de la recherche partenariale participative, elle revient à refuser de penser celle-ci d'abord à partir du référentiel scientifique et à mettre au contraire l'accent sur ce qui fait monde commun entre les parties prenantes, sous peine de générer des phénomènes de domination et de dépendance à l'égard de « chercheurs » dotés d'une forme de monopole quant à ce que chercher veut vraiment dire. Quant à Dewey, il élabore une théorie de la démocratie particulièrement pertinente pour notre propos. S'inscrivant dans une perspective pragmatiste, il associe en effet



la démocratie à une citoyenneté active et aux démarches d'« enquêtes » engagées par les citoyens à propos des « problèmes » qu'ils rencontrent (Dewey, 2010 ; Zask, 2008). Il critique sur ces bases les perspectives technocratiques visant à réserver les décisions publiques à des spécialistes, qui doivent être cantonnés à une position d'experts techniques (p. 198). L'expression « se mettre en recherche » prend ici un sens politique et l'égalité des intelligences au regard de la recherche et de l'action est comme chez Rancière posée en axiome éthico-politique.

Dans une telle perspective, le chercheur professionnel est d'abord positionné comme un participant et un citoyen parmi d'autres de l'acteur-chercheur collectif, du point de vue tant de la recherche que de l'action, mais avec ses spécificités professionnelles. Ainsi, la symétrie des positions peut parfaitement aller de pair avec une différenciation des contributions, dans la mesure où « se mettre en recherche » suppose de la distanciation critique, de la rigueur et de la méthode, que des chercheurs-formateurs-animateurs professionnels peuvent accompagner. Et ceux-ci peuvent ponctuellement endosser des rôles de « savant » ou d'expert technique. Il n'y a pas confusion des identités, il y a implication des chercheurs professionnels *en tant que tels* mais comme participants parmi d'autres d'un collectif hybride d'acteurs-chercheurs. Par ailleurs, « l'enquête » engagée par ce « public » n'isole pas la dimension cognitive (l'apport ou la production de connaissances) d'autres dimensions de l'expérience (affective, normative, esthétique, etc.) et s'articule – directement ou indirectement, immédiatement ou médiatement – avec l'action, laquelle est impliquée dans l'institution de soi, du métier, de l'univers de pratique, de la société, du rapport au monde (Bonny, 2014).

## **Chapitre 2 De nouvelles fabriques du sociologue pour prolonger les enquêtes du public**

### **2-1 Introduction**

La recherche-action coopérative relève d'une démarche singulière et d'une certaine façon expérimentale dans le champ diversifié et hétérogène des recherches partenariales participatives (Bonny, 2015). Elle repose intrinsèquement sur l'idée qu'il s'agit moins d'alimenter le débat science et société que celui d'une science en société, c'est à dire d'une sociologie qui ne se pense plus seulement en extériorité, de façon surplombante à l'égard de la société, mais comme devant aussi réfléchir son rapport et ses contributions à l'action.

Les critiques réitérées à l'encontre d'une science hors sol (Pestre, Callon, Lascoumes...) motivent aujourd'hui ces nouvelles fabriques qui prennent le risque du plein air mais suivant des orientations et des modalités assez diversifiées. Aussi il nous paraît extrêmement important de pouvoir restituer dans ce rapport les apports et interrogations que suscite à ce stade la nouvelle grammaire de la recherche que nous nous sommes attachés à décliner : la proposition d'un laboratoire ouvert aux sollicitations et aux productions de la société civile. Nous avons choisi de les présenter en deux temps, qui grossièrement se calent sur les deux années du programme : l'installation et la consolidation du LASRAC.

**Installer le Laboratoire Social de Recherche-Action dans la Cité pose une série de questions** : quelle peut être la réception d'un tel projet de recherche-action coopérative alors que les collectifs se sont construits une certaine représentation de la recherche ? Comment peut-il concrètement se déployer dans la cité alors qu'il pose un principe d'hybridation des référentiels, des démarches, des méthodes... ? Si, d'un point de vue épistémologique, nous avons pu clarifier et situer précédemment le dispositif de l'acteur-chercheur collectif et les nouveaux positionnements pour la recherche qu'il porte, la question de sa déclinaison pratique reste inévitablement marquée par un fort empirisme. La recherche d'hybridation des référentiels ne se décline pas aujourd'hui en

orientations méthodologiques très cadrées mais doit faire précisément l'objet de tout un travail de réflexion en parallèle par les chercheurs pour ajuster leurs propositions aux processus des collectifs auxquels ils s'associent. Aussi, la première année fut d'une certaine façon avant tout celle d'une mise à l'épreuve de la résonance de cette orientation programmatique. On comprendra à la lecture de la première partie que le déploiement et le dépliement de ce projet d'associations est probablement plus complexe que nous ne l'avions initialement imaginé et qu'il faut parvenir tout à la fois à installer une relation de confiance avec des collectifs et, parallèlement, donner à voir ce que peuvent être certaines des contributions des sociologues dans un acteur-chercheur collectif. C'est donc ce processus tâtonnant et expérimental que nous avons choisi de restituer dans le premier paragraphe de ce chapitre. Nous prenons ainsi le risque d'une exposition singulière mais donnons aussi à voir d'une certaine façon la texture sociale complexe des associations acteurs chercheurs qui s'éprouvent aujourd'hui.

Ce programme d'une science en plein air doit-il s'incarner dans un tiers lieu, comme nous fûmes enclins à le penser dans notre rencontre avec la démarche de l'université foraine (UFO) ? Doit-il suivre les actions des acteurs ou négocier sa place dans les espaces de réflexivité existants ? Mais alors comment imaginer notre place dans l'informalité de leurs pratiques ? Comment composer avec des collectifs qui pensent centralement la singularité de leurs pratiques et positionnements ? Devions-nous initier une plateforme collaborative pour stimuler une réflexivité partagée au sein des collectifs mais aussi entre eux, comme nous en avions le projet initialement ?

Le collectif Courrouze AA, via la MJC L'Antipode, partenaire initial du projet LASRAC et porteur de réflexions novatrices autour de l'aménagement d'un nouveau quartier urbain rennais, a finalement confirmé son intérêt pour le dispositif proposé à l'issue de la première année. Il était alors lui-même traversé par une série d'interrogations particulièrement propices à l'ouverture de son cadre de réflexion à des chercheurs. Cette expérience a été d'une certaine façon fondatrice pour nous au sens où elle nous a permis de mettre à l'épreuve le « dispositif » de recherche-action coopérative, mais aussi d'apporter des éléments de réflexion dessus, ouvrant ainsi des perspectives de **consolidation de cette nouvelle grammaire de la recherche**. La deuxième partie du chapitre déroule tout à la fois nos fabriques de sociologue qui accompagnent la

dynamique sociale tout en interrogeant le sens des propositions et compositions. Ainsi une des questions centrales qui ressort de cette expérience de l'acteur-chercheur collectif peut être formulée comme suit : dans quelle mesure le dispositif de recherche-action coopérative ne constitue-t-il pas un idéaltype d'orientations démocratiques et de fabriques contemporaines du politique et, en cela, n'est-il pas inévitablement confronté à la texture sociale complexe des communs ? Nous suggérons par là qu'un des arguments centraux en faveur de la présence des chercheurs au sein des collectifs – à savoir le soutien à des mobilisations citoyennes novatrices vivifiant la démocratie – est possiblement aussi l'une des principales sources de contradictions à partir desquelles il convient de cheminer. Aussi les sources de tensions repérées (tensions identitaires, déficit de gouvernance démocratique, faiblesse des coopérations effectives...) constituent de notre point de vue moins des remises en cause de notre orientation programmatique que la possible matrice réflexive de l'association des chercheurs aux communs. Consolider le LASRAC ressort alors d'un triple objectif : renforcer la réflexivité du collectif tout en prenant conscience des enjeux de l'auto-analyse chez les chercheurs, questionner les visées démocratiques des débats publics et des dispositifs interne et externe par des propositions coopératives, soutenir la puissance d'agir du collectif en proposant des dispositifs d'enquêtes co-construits mobilisateurs. L'hybridation du référentiel scientifique avec d'autres référentiels de la recherche et de l'action ressort comme une orientation dominante de cette science en action que nous nous proposons de déployer.

## **2-2 L'installation du Laboratoire dans la cité : une étape délicate mais fondatrice**

L'installation du laboratoire dans la cité relève d'enjeux qui débordent le cadre temporel et les moyens de ce projet. Il fait en effet l'hypothèse de formes d'insatisfactions réciproques tant du côté des chercheurs, maintenus et/ou se maintenant à distance des dynamiques sociales citoyennes à l'œuvre, que du côté des acteurs associatifs ou militants, développant une activité de recherche endogène qui peine à être audible dans la sphère académique. L'enfermement méthodologique et institutionnel de la recherche complique aujourd'hui l'émergence d'espaces de discussions et de débats avec des

collectifs en réflexion qui se donnent pour visée une transformation des rapports sociaux.

Aussi, dans le cadre de ce programme, nous avons proposé d'initier des démarches de recherche coopérative en accompagnant des collectifs engagés dans la réflexion, et à ce titre développant une activité de recherche endogène qui peut devenir une matière partagée et enrichie par l'engagement des chercheurs sur les terrains et les objets des collectifs. Cette démarche, pour séduisante qu'elle puisse paraître, ne va pas de soi et à plusieurs titres.

Tout d'abord parce qu'elle est en rupture avec les modalités dominantes de rencontre contemporaine de la recherche et de la société civile, y compris dans des démarches se qualifiant de recherche-action qui restent trop souvent structurées par des asymétries de positionnement (Coenen, 2001) liées au statut du chercheur et à sa place d'expert dans le débat public mais aussi du fait parfois des attentes ambivalentes de vérification de la société (Souchard, Banovich, 2013). De ce point de vue, les programmes ASOSC, en posant comme principe d'orientation l'existence d'un partenariat acteurs de la société civile et chercheurs mais sans s'intéresser aux conditions même de cette rencontre, sous-estiment les possibles controverses et incompréhensions qui peuvent se développer et lui attribuent un caractère de toile de fond plutôt que d'objet à travailler. Nous estimons pour notre part qu'un des enjeux précisément de cette rencontre entre scientifiques et acteurs de la société civile consiste à essayer de réfléchir cet impensé de l'espace de mutualité (Audoux et Gillet, 2011). Il pourrait constituer a contrario un des apports singuliers de ce type de programme. L'évolution de l'expérience québécoise des ARUC (Alliances de recherche universités-communautés), dont s'inspirent le programme PICRI en Ile de France (Partenariats institutions-citoyens pour la recherche et l'innovation) et le programme ASOSC en région Bretagne, s'est traduite récemment par un fonds dédié et la création d'une chaire. Elle donne ainsi à voir les apports de structuration institutionnelle de cette interface tant pour la recherche (c'est devenu un objet de réflexion et de recherche) que pour l'action dans ce champ que les chercheurs québécois nomment les « recherches participatives ».

Pour autant, installer un laboratoire de recherche-action dans la cité ne se décrète pas. La première année a été pour nous l'occasion d'éprouver différentes lignes de tension qui peuvent émerger autour de nos propositions de recherches en coopération et qui nous paraissent, a contrario, riches d'enseignements. Ainsi aller à la rencontre de collectifs d'acteurs en réflexion suppose avant tout de dépasser la question du cadre (le partenariat), d'un positionnement de la recherche en extériorité, pour soutenir l'émergence d'un espace relationnel propice à la coopération.

*Dépasser le partenariat, aller à la rencontre des collectifs*

L'objectif du LASRAC n'était pas d'instaurer une forme d'université populaire ouverte à tous, mais d'expérimenter et mettre en débat avec nos partenaires certaines orientations d'action au sein de la cité. S'inscrivant dans les champs de la formation pour adultes, de l'éducation populaire, de l'animation sociale et culturelle, de la médiation culturelle, les partenaires du projet partagent des références aux pédagogies et formes d'animation actives, participatives et collectives, visant à valoriser les personnes dans leur expressivité et leur créativité et à les rendre pleinement actrices de leurs milieux de vie. Ces orientations renvoient à un projet partagé de transformation sociale, au sens où elles vont de pair avec une critique de toutes les formes de dépossession de la puissance d'agir (Maurel, 2010). De ce point de vue, ils mobilisent diversement la référence à la culture.

La culture au sens restreint du terme (les pratiques artistiques et culturelles, la rencontre avec des « œuvres ») est directement au centre des démarches de plusieurs des partenaires (en particulier la MJC L'Antipode et l'association « Tout Atout »), dans la mesure où ils y voient un potentiel essentiel de développement de la sensibilité, d'expressivité et de créativité. Pour autant, c'est d'abord en tant que médium et non comme finalité en soi que les activités et démarches artistiques et culturelles sont investies. Aussi est-ce une signification plus large de la notion de culture qui pouvait constituer un bien commun partagé entre les différentes parties prenantes du projet, que l'on peut décliner sous deux angles : un angle anthropologique et un angle politique. À travers les références portées par les différents partenaires du projet à l'éducation au changement, à l'articulation entre éducation populaire et transformation sociale, à

l'économie sociale et solidaire, à la contribution de l'art et de la culture au processus de construction individuelle et collective, ce sont bien ces deux significations anthropologique et politique de la culture qui sont mises de l'avant. Elles sont mises à l'épreuve ici dans ce nous appelons les territoires du proche.

Cette lecture partagée par et avec nos partenaires n'a pas constitué pour autant le ciment de l'acteur-chercheur collectif que nous avons tenté d'initier pendant le premier semestre au cours duquel nous nous sommes réunis mensuellement. C'est sur ce premier tâtonnement qu'il nous faut revenir maintenant car il est très illustratif des équivoques de ce type de programme qui reste, quoi qu'on en dise, inféodé à des logiques de recherche universitaire (il dépend de programmes de recherche) et à une culture du résultat, se privant ainsi d'une attention à une lecture fine des processus qui pourtant sont un enjeu essentiel des dynamiques qui tentent de construire autrement l'installation d'un débat entre recherche et société civile.

Les partenaires ont été associés au projet LASRAC et lui ont donné corps autour d'une cohérence qui, il faut bien en convenir, est au départ purement pragmatique et rédactionnelle. Les programmes sont bien sûr l'opportunité de cette expérience commune mais qui reste largement à construire. L'exercice était donc particulièrement difficile car il fallait tenir tant sur cette ambition de co-construction et de consolidation que sur une orientation épistémologique et méthodologique peu familière (et donc qui à ce titre pouvait dérouter et c'est d'ailleurs ce qu'elle fit dans un premier temps !).

Nous avons les premiers mois fait l'expérience des limites du partenariat avant de comprendre que les acteurs réunis ne pouvaient former un acteur-chercheur collectif, mais qu'il nous fallait négocier une place dans les collectifs existants. Cela ne veut pas dire qu'ensuite d'autres moments de débats élargis ne pouvaient pas être proposés à nos partenaires mais une fois qu'une forme d'assurance autour des capacités de la recherche à s'engager dans une réflexion partagée était activée et que les collectifs d'acteurs s'étaient approprié la démarche proposée.

*Une familiarité des lieux, des objets, des acteurs en trompe-l'œil ?*

Nous avons organisé au cours du premier semestre des rencontres régulières, voire des visites sur les lieux d'installation de nos partenaires en tentant initialement de préserver le périmètre de partenariat de notre projet initial, en nous efforçant d'élaborer un projet commun aux cinq partenaires. Ces visites, qui ont donné lieu à des comptes rendus régulièrement partagés, ont été l'occasion de mieux comprendre ce qu'étaient les orientations d'action contemporaines des uns et des autres. Leur relecture a posteriori montre en même temps le caractère très tâtonnant de notre démarche et, réciproquement, la difficulté de nos partenaires à identifier précisément la façon dont nous allions pouvoir travailler ensemble dans l'orientation épistémologique et méthodologique proposée. Cela ne nous semble pas pour autant de nature à remettre en question la démarche proposée. Mais cela vient au contraire souligner toute la complexité de l'articulation de la recherche avec les dynamiques des collectifs, du fait de temporalités décalées, d'orientations politiques de l'action qui pour être partagées supposent l'instauration de relations de confiance et une implication des chercheurs qui s'associent à leur réflexion.

Aussi, si nous cherchons à tirer rétrospectivement des enseignements de ce premier temps d'échange, de discussion mais aussi d'une forme d'immersion dans les activités de nos partenaires, nous pouvons dégager une première grille de lecture des processus en jeu dans les coopérations entre acteurs et chercheurs. Nous allons donc essayer de restituer ce qui s'est joué sur les six premiers mois avec chaque partenaire alors que nous avons fait le choix de les réunir régulièrement dans le cadre du projet LASRAC.

L'association Tout Atout se situe à l'intersection de dynamiques plurielles (la culture, l'art et l'intervention sociale) qui la conduisent à mettre en débat, imaginer et négocier chaque année son programme d'accompagnement de jeunes en situation de vulnérabilité en fonction d'opportunités qui se développent sur le territoire rennais. Elle s'est donné pour objectif parallèle d'animer un espace de réflexion avec les partenaires sociaux et culturels dans le cadre d'un événement qu'elle nomme « forum culturel ». Ses sollicitations initiales ont oscillé entre nous donner à voir ses pratiques et une implication dans le cadre de son forum en juin 2013 comme témoin réflexif de la journée



(voir plus bas). Nous avons déjà une longue connaissance de l'association à travers des sollicitations et programmes de recherche antérieurs qui font qu'une forme de confiance nous était a priori acquise. Mais, de ce fait aussi, il nous fallait collectivement réfléchir au sens contemporain de cette coopération. Cette association sera sollicitée par un projet porté par des urbanistes, l'UFO (Université foraine), comme nous-même au titre du LASRAC, pour s'impliquer dans leurs projets d'appropriation urbaine, ce qui ajoutera pour un temps de la confusion : est-ce que nous travaillons avec eux dans le cadre du LASRAC ou du projet de l'UFO ?

La MJC Antipode nous a fait la proposition de nous présenter la démarche Courrouze AA dont elle était porteuse sur l'éco-quartier en construction de La Courrouze en nous suggérant d'être présents à des manifestations qu'elle initiait comme « Camping complet », en nous faisant aussi découvrir ce territoire à partir de sa propre lecture des enjeux. Des chercheurs les avaient accompagnés ponctuellement dans ce premier temps (qui correspond au premier conventionnement de Courrouze AA de 2010 à 2013). Ce faisant nous avons été pour notre part mis dans une situation plutôt de spectateurs qu'impliqués dans une réflexion partagée. Il faudra attendre la fin de l'année 2013, moment du renouvellement de la convention avec l'aménageur Territoires et la remise d'une note relativement critique des dits chercheurs sollicités par la MJC, venant souligner les limites de la démarche initiée sur ces trois premières années, pour qu'un travail coopératif puisse être engagé avec nous.

Les chercheurs de l'IUT Carrières Sociales, dont certains sont proches du CCB dans la mesure où ils participent aux réflexions de son conseil scientifique, avaient spontanément adhéré à l'idée de développer un projet de recherche en partenariat mais sans forcément en appréhender toutes les orientations épistémologiques et méthodologiques. Ils ont, dans un premier temps, cherché à trouver leur place à partir d'un positionnement de chercheurs à la recherche de son questionnement. Cette posture s'est avérée d'autant plus délicate pour certains d'entre eux qu'éloignés de leurs objets thématiques, voire disciplinaires. Ils nous ont en parallèle donné l'occasion d'accéder à leurs débats et discussions dans le cadre d'un projet de diplôme d'université (DU) intitulé « Éducation populaire et transformation sociale », qui vise précisément à

déplacer les lignes acteurs-chercheurs par des pratiques pédagogiques singulières. Aussi avons-nous finalement convenu de nous impliquer dans leurs réflexions.

Nous-mêmes avons mis du temps à comprendre comment nous allions pouvoir cheminer dans le cadre de la démarche coopérative proposée et avons d'ailleurs été tentés de déplacer l'acteur-chercheur collectif hors du partenariat initialement constitué, suite à une sollicitation extérieure (L'université foraine) portée par un groupe d'architectes qui a tenté la construction d'une réflexion alternative sur et dans des édifices publics en mobilisant un réseau d'acteurs et d'universitaires (nous y reviendrons dans le point suivant).

Mais dans un premier temps il nous faut revenir sur les difficultés auxquelles nous avons été confrontés et qui ne sont pas sans renvoyer à quelques débats fondateurs des orientations contemporaines de l'ethnologie du proche (Ghasarian, 2002).

- Comprendre qu'observer de l'extérieur ne nous introduira à aucun univers de sens partagé et que donc les apports des chercheurs professionnels resteront relativement pauvres car ils n'auront pas réellement accès à la réflexivité dans laquelle sont engagés ces collectifs. Ce qui nous est donné à voir c'est souvent en quelque sorte un produit fini. Il est d'autant plus hermétique qu'il peut se traduire sur l'espace public par une activité dont nous ne sommes pas partie prenante (l'accompagnement des jeunes de Tout Atout au festival Mythos, la présence à des soirées intitulées « Camping complet » dans le cadre des Tombées de la Nuit, le déjeuner à l'espace Guy Ropartz...);
- Comprendre de l'intérieur, c'est s'engager, accepter d'être pris (pour reprendre l'expression de J. Favret Saada, 1985), caler nos agendas sur ceux des collectifs plutôt que les amener à se réunir régulièrement autour d'un partenariat qui ne fait pas totalement sens pour eux dans cette première année. C'est donc la question des formes de notre implication et de la nature de notre engagement qui doivent être éclaircies.

Au cours de ce premier semestre, nous restons en quelque sorte des « pièces rapportées », observateurs de dynamiques qui sont à l'œuvre mais qui nous sont livrées en quelque sorte comme des produits finis. Mais ce qui est une difficulté pour nous

d'accès à une réflexion partagée l'est aussi d'une certaine façon pour des collectifs qui seront conduits à sortir de ce que l'on pourrait qualifier parfois « d'euphémisation artistiques » pour poursuivre leur projet de transformation sociale et faire valoir l'émergence d'espaces publics. Il nous a fallu pratiquement un an tant pour comprendre de l'intérieur ce qui était en jeu et porté par ces collectifs d'acteurs mais surtout pour négocier, imaginer avec eux ce que pouvait être notre place dans une forme de distance mais aussi d'implication : c'est-à-dire de compréhension des questions, des problématiques qu'ils portent et que nous acceptons de débattre et discuter avec eux en apportant dans notre bagage nos compétences de chercheur (capacité à se distancier, conceptualiser, synthétiser, reformuler, rédiger...).

Finalement, nous avons pris pleinement conscience du fait que l'acteur-chercheur collectif que nous souhaitons initier ne pouvait naître du réseau partenarial réuni à l'occasion de ce programme de recherche mais qu'il nous fallait entrer en négociation de notre place et positionnement avec chaque collectif. Par ailleurs nous avons aussi réalisé que notre possible implication dans les dynamiques réflexives des collectifs était très liée à leur actualité. Les collectifs sont inscrits dans des temporalités où peuvent alterner de façon dominante l'action ou des moments de mise en recherche. C'est bien ce deuxième temps qui nous intéresse assez centralement : nous pouvons alors proposer de nous mettre en recherche avec des acteurs dans des formes de coopération qui doivent à chaque fois être adaptées, négociées.

Il nous faut revenir sur l'usage du terme collectif qui, dans notre propos, a pris le pas sur celui de partenaire. La construction du partenariat, au sens institutionnel du terme, n'a pas dans le cadre de cette recherche une dimension très productive. Ce serait d'ailleurs probablement assez antagonique avec le programme de recherche-action coopérative que nous souhaitons ouvrir à travers le LASRAC et qui, a contrario, suppose l'instauration de relations de confiance, d'implication, une recherche d'horizontalité dans nos discussions... pour nourrir une relation coopérative. Mais ce terme de collectif a aussi à voir avec la façon dont les personnes qui ont été nos interlocuteurs pour répondre à cet appel à projet pensent leurs orientations d'action dans la cité : en contestant parfois précisément des logiques institutionnelles dominantes qu'elles estiment actuellement inadaptées pour répondre à certains défis sociétaux

contemporains et dont elles tentent d'infléchir certaines orientations. En l'occurrence ces personnes se mettent en recherche en agrégeant progressivement d'autres personnes qui se posent des questions similaires autour de petits collectifs (qui restent d'une certaine façon assez informels et fortement personnalisés) et tentent de penser dialectiquement actions et réflexions, comme nous avons pu le mettre en évidence dans le programme « La Fabrique du Social » (Souchard coord., 2013) en nous intéressant aux dynamiques d'innovations sociales.

Enfin cette lecture donne aussi à voir les conditions de notre acceptation dans ces collectifs qui entretiennent une forte réflexivité autour de leurs logiques d'action : la confiance, l'engagement, la personnalisation des relations, nos apports contributifs à leurs réflexions ...

*Trouver preneur : une autre manière de faire de la recherche qui déroute*

Les tâtonnements (productifs) de cette première année ont aussi été l'occasion de sollicitations extérieures aux partenariats initialement envisagés. Au vu de l'intention programmatique du LASRAC de s'installer durablement dans la cité, il nous a semblé pertinent d'y répondre et d'en rendre compte alors que sur ce premier semestre nos premiers échanges, englués probablement dans la figure du partenariat, ont peiné à faire émerger un acteur-chercheur collectif. Ces sollicitations et ces possibles rencontres font écho au mouvement, identifié dans le rapport Bacqué-Mechmache (2013), qui pousse au développement de pratiques de recherches coopératives dans la cité alors que des acteurs urbains aux profils diversifiés (artistes, urbanistes, associations d'éducation populaire, chercheurs...) réfléchissent et expérimentent l'émergence de communs en investissant des espaces et édifices publics (Nicolas-Le Strat, 2013 ; Dardot et Laval, 2014).

Ainsi, c'est autour de deux initiatives assez différentes dans leurs projets que leurs initiateurs nous ont interpellés : l'une portée par l'association « Les Petits Débrouillards », en réseau avec des associations d'éducation populaire autour de l'installation d'un tiers lieu « Le comptoir des savoirs » (mais faute de crédit cette expérimentation a été reportée) ; l'autre initiée par le NAC (Notre Atelier Commun), un

groupe d'architectes alternatifs dont la figure de proue est Patrick Bouchain. Il s'est illustré à de nombreuses reprises par des installations physiques au cœur même des projets architecturaux (cantine, résidence sur place des architectes des projets, association des habitants dans des quartiers d'habitat social...), des positionnements critiques à l'égard de l'architecture – « une façon dépassée et improductive de générer la ville »<sup>4</sup> –, une orientation clairement politique de ses propositions. Il défend l'idée suivant laquelle « Impliquer l'habitant dans la réalisation et la gestion de son lieu de vie signifie redéfinir l'espace domestique et par là-même, réinventer l'espace public ». L'arrivée de P. Bouchain sur Rennes, avec le projet UFO (Université foraine), s'est faite à grand bruit médiatique, alors que lui sont confiés des sites emblématiques inscrits soit au cœur de la centralité urbaine (l'ancienne faculté dentaire de Rennes), soit comme emblème de la périurbanité récréative de Rennes (Le Moulin d'Apigné près des étangs d'Apigné, anciennes carrières devenues lieu de baignage et de déambulation bucolique des Rennais). Cette démarche contraste avec le travail à faible bruit de nos partenaires initiaux. L'Université foraine a fait le pari d'une agrégation initiale d'acteurs associatifs, universitaires, artistiques et politiques en se référant explicitement au modèle des Arts Politiques développé par B. Latour à l'Institut des sciences politiques de Paris (Leribovici, Pihet, 2011).

Sans vouloir entrer ici dans le détail de ce dernier projet, nous souhaitons le mentionner pour insister sur une autre des difficultés auxquelles est confrontée la recherche qui prend le risque du hors les murs. En effet elle ne constitue plus ses objets dans le vase clos du laboratoire mais expérimente la rencontre, part en exploration avec les acteurs sur leurs terrains. La sollicitation de l'UFO s'est faite sur la base de notre site Internet et manifestement par personne interposée. Le projet du laboratoire dans la cité leur apparaissait d'autant plus séduisant qu'eux-mêmes au fond revendiquent cette fonction de laboratoire de plein air pour l'architecture. Ce qui sera à l'origine du rapprochement constituera probablement, ce n'est pas là le moindre des paradoxes, une impasse à nos propositions d'implication négociées dans ce projet, comme nous allons le voir plus loin. Nous répondons initialement d'autant plus favorablement à leur sollicitation, acceptant de nous inscrire pleinement dans la dynamique collective initiée, qu'elle nous paraît plus en phase avec ce que nous peinons à initier pour l'instant avec nos partenaires initiaux

---

<sup>4</sup> [http://www.legrandensemble.com/pages/ce\\_que\\_nous\\_allons\\_faire172975.html](http://www.legrandensemble.com/pages/ce_que_nous_allons_faire172975.html)

(Tout Atout s'impliquera d'ailleurs également dans la dynamique du projet ; la MJC Antipode initiatrice avec des acteurs artistiques de la démarche Courrouze AA restera davantage sur la réserve tout en explorant en parallèle avec un autre groupe d'architectes alternatifs d'autres voies sur son territoire).

Nos discussions avec l'architecte, Sophie Ricard, animatrice de la démarche de l'UFO, oscilleront entre différentes dimensions dont le curseur n'est pas simple à tenir : le portage politique très médiatisé (incarné par P. Bouchain), les manières sur le « terrain » de faire cheminer la dynamique de construction du « commun » avec des acteurs très hétérogènes et la difficulté de son incarnation physique du fait que l'accès aux lieux pressentis sera différé puis finalement remis en cause pour l'ancienne faculté dentaire et le moulin d'Apigné.

« Rendre compte » des échanges  
entre Nadine (CCB), Sophie (UFO), Yves (Rennes 2) :  
une voie parmi d'autres de réflexions à partager  
entre le LASRAC et l'UFO

Le 16 juillet 2013

Extraits

Yves et Nadine ont souhaité rencontrer Sophie pour faire un point et clarifier la place que pourrait prendre ou non le LASRAC (Laboratoire Social de Recherche-Action dans la Cité) dans la dynamique UFO. Ce moment a aussi été l'occasion de faire le point sur l'évolution du projet UFO sur Rennes, les incertitudes avec lesquelles il est amené à composer... A la fin du document, 3 pistes de travail sont suggérées qui pourraient s'inscrire dans le LASRAC, ce dernier se déployant par ailleurs sous d'autres formes et dans d'autres lieux.

Un compte-rendu est souvent une réinterprétation (tenter de rendre compte), a posteriori, des points de saillance de nos échanges. Il donne aussi souvent à voir certains angles morts de nos discussions, ou des constats non partagés que nous déroulons au fil de l'écriture (ils seront ici signalés plus particulièrement en rouge dans le texte).

Sophie revient dans un premier temps sur les incertitudes et les interrogations dans lesquelles elle est et, en même temps, insiste sur les dimensions sur lesquelles elle veut absolument tenir pour ne pas dévoyer le projet UFO. Ce projet, par son ampleur, son inscription politique, sa visibilité (le centre-ville) et sa capacité de résonance suppose des réaffirmations permanentes (les principes, le chemin..) qui ne vont pas nécessairement de soi pour les différents cercles d'acteurs que tente d'agréger l'UFO : universités, associations, élus...

Ces positionnements et orientations, nous (Yves et Nadine) les découvrons progressivement au gré de nos échanges, à partir de pratiques (ou non-pratiques) que nous mettons en discussion. Elles oscillent entre la référence à l'expérience, fondatrice pour Sophie, de Boulogne et ses échanges avec Patrick Bouchain et les co-fondateurs du NAC (Notre Atelier Commun), promoteurs et initiateurs de démarches qui déplacent la problématique architecturale classique autour du bâti vers des réflexions articulées entre les manières de faire société (construire du commun) et les formes d'appropriation collective du bâti (à imaginer, susciter avec à chaque démarche...). Elles incarnent un socle. Pour nous (Yves et Nadine), elles relèvent d'une certaine façon d'une forme de dévoilement progressif que nous interrogeons à partir de nos réflexions, plus ou moins partagées :

- sur les formes et objets des mobilisations citoyennes ;
- sur la capacité d'expérimentations (d'innovations) à s'inscrire dans la durée ;
- sur leur frottement souvent complexe aux institutions ;
- sur les capacités et possibilités de ré-appropriation de l'espace public pour lui redonner un sens politique ;
- sur les enjeux du décloisonnement des questions sociales pour penser l'agir en société avec les personnes accompagnées...

L'enjeu est donc d'ici la fin de l'été de progresser dans la clarification des relations entre l'UFO et le LASRAC. A l'issue de nos échanges, voici de premières pistes à consolider au moment de l'installation. Il s'agit de préciser en quoi des chercheurs professionnels en situation de réflexion avec les acteurs-chercheurs peuvent développer des contributions et soutenir leur réflexivité par leur présence et l'échange, par la mise en mots de situations et de réflexions, par leur propre réflexion qu'ils mettent en débat.

- Continuer à rencontrer régulièrement Sophie pour échanger avec elle sur les questions qu'elle voit émerger, les réflexions, interrogations que nous pouvons lui suggérer dans la dynamique de l'échange. Restituer cette dynamique dans une logique de partage avec une politique de comptes rendus limités aux personnes présentes (a priori Sophie, Nadine et Yves) ;

- Réfléchir à ce que l'installation temporaire dans les lieux produit. Nous pourrions fréquenter les lieux, observer ce que les investissements associatifs donnent à voir, interagir avec les personnes présentes. Des carnets de terrain, produits de ces fréquentations, pourraient être partagés (leurs forme et modalités de restitution restent à préciser) ;

- Développer avec Sophie des réflexions sur des questions problématiques qui la motivent fortement, comme la trêve hivernale, et y associer des acteurs locaux. La recherche du décroisement pour dépasser les impasses récurrentes autour de cette question pourrait nous mobiliser : proposition de noms d'acteurs, participation à des réunions. Là encore une politique de compte-rendu réflexif pourrait accompagner et étayer ce travail.

Quant aux rapports avec les institutions universitaires, abondamment sollicitées dans ce projet, ils restent ambivalents : tout à la fois socles d'une démarche de recherche de plein air portée par des acteurs extérieurs à la ville, disposant de l'appui de certains élus, le NAC propose ses « compositions » en les associant à différentes manifestations. Pour autant les chercheurs nous semblent souvent davantage cautions que conduits à nouer des relations de recherche impliquées, comme nous tenterons explicitement de le faire



reconnaître auprès de l'animatrice du projet. Pour notre part, après avoir essayé de clarifier l'espace de nos relations et proposé des pistes pour outiller la réflexivité et soutenir les projets de l'UFO autour de l'émergence de communs, nous ferons le constat, un peu amer, au bout de plusieurs mois d'implication, que la sollicitation relevait plutôt d'un opportunisme médiatique mais que nous ne sommes pas parvenus à trouver preneurs pour des raisons qui mêlent au minimum la temporalité finalement décalée du projet (fortement réduit eu égard à ses ambitions initiales et souvent différé dans le temps), son affichage politique (qui suppose pour ses protagonistes de probablement en garder une pleine maîtrise), des modalités de mise en relation interpersonnelle qui nous sont apparues extrêmement complexes. Nous retrouvons là un des traits saillants des collectifs contemporains, à savoir les enjeux politiques, les phénomènes de leadership, mais aussi l'importance des dynamiques relationnelles interpersonnelles dans ces collectifs : ce sont clairement des vecteurs contemporains des dynamiques sociales avec lesquels les chercheurs de plein air doivent désormais pleinement composer.

*S'impliquer et s'inscrire dans la temporalité des cercles de réflexion : une autre grammaire de la recherche*

Le processus d'installation du Laboratoire Social de Recherche-Action dans la Cité sur ces six premiers mois, bien que laborieux, a été relativement riche d'apprentissages, c'est en tout cas le sens de la restitution déroulée ci-dessus : trouver preneur, comprendre les dynamiques singulières de ces collectifs, s'inscrire dans leur temporalité, négocier sa place et son implication, réfléchir avec les collectifs autour de leurs attentes et être force de proposition sur nos possibles contributions... constituent manifestement des préalables à la consolidation d'un espace de mutualité acteurs-chercheurs. Cette inscription de la recherche dans la cité signe manifestement pour les acteurs et les chercheurs une reconnaissance et des engagements réciproques autour de dynamiques croisant logiques d'action et dynamiques réflexives sur l'action. Mais elles ne prennent totalement formes que dans l'actualité des collectifs.

Aussi l'installation de ces chercheurs collectifs s'est-elle finalement déployée alors que certaines orientations d'action des acteurs partenaires étaient mises en discussion et suscitaient un nécessaire retour réflexif : pour Tout Atout c'est le sentiment

d'épuisement autour d'un évènement, le forum culturel, qui ne parvient pas réellement à fédérer et à mettre en réflexion un réseau d'acteurs issus des milieux artistiques et de l'intervention sociale ; pour la démarche Courrouze AA, c'est le risque d'enfermement dans l'animation culturelle et artistique d'une initiative qui revendique de peser sur les démarches des aménageurs en y incluant ce qu'ils nomment la quatrième dimension de l'aménagement, à côté des trois dimensions de l'aménagement physique, fonctionnel (placer l'humain au cœur de l'aménagement, soutenir des possibilités d'espaces publics et d'appropriation habitante) ; pour l'IUT Carrières Sociales, c'est l'envie de faire reconnaître un diplôme universitaire (la première mouture du projet a été rejetée, une seconde version déposée en septembre sera finalement acceptée) et de réfléchir au sein de l'université à une autre manière de penser l'articulation de la recherche et de l'action à travers des démarches de formation-action .

A l'exception de la démarche de l'IUT, ces chercheurs collectifs sont en fait constitués initialement de petits collectifs souvent assez informels qui se réunissent pour relancer une dynamique de réflexion. Ce sont d'abord dans ces espaces très personnalisés que nos propositions d'accompagnement sont reçues positivement après avoir passé une double épreuve : il nous a fallu rassurer les collectifs sur notre bonne compréhension des enjeux, tels qu'ils sont perçus et nommés de l'intérieur ; mais il nous a fallu également faire montre d'une forme d'adhésion et d'implication par rapport à ces mobilisations (Callon, 1999). Nous sommes ainsi non seulement conduits à nous rendre disponibles afin de nous inscrire dans les lieux et les temporalités des collectifs, mais aussi à produire des écrits qui jouent un rôle structurant dans la bonne compréhension de la dynamique contributive de la recherche. Ces écrits, diversifiés dans leurs orientations nous y reviendrons, répondent ainsi à plusieurs interrogations légitimes des acteurs à un double titre : il s'agit tout à la fois de conforter les acteurs dans notre capacité à nous emparer de leurs questionnements, à les formaliser (et non pas à les détourner pour élaborer ailleurs nos objets de recherche), mais aussi par le style même de l'écriture de suggérer l'égalisation des positionnements à laquelle nous nous référons dans les pratiques de recherches coopératives. C'est à ces conditions que le déploiement d'un acteur-chercheur collectif est possible. Fortement inscrits dans des interactions avec les acteurs, les chercheurs doivent composer et initier une toute autre grammaire

de la recherche davantage donc dans des positionnements et des productions en dialogue et en interaction.

Les collectifs d'initiateurs, on l'a dit, se réduisent souvent à un cercle limité de quelques personnes. Un des enjeux de leurs réflexions consiste précisément à réfléchir les modalités d'extension de ces collectifs pour se rapprocher de leurs visées de transformation sociale. Nos implications réflexives dans le collectif nous conduisent à être sollicités pour réfléchir tout à la fois aux conditions de la mobilisation et de l'élargissement de l'acteur-chercheur collectif (donc en amont dans le conclave des initiateurs) mais aussi à notre place dans ces cercles élargis. Cela nous conduit aussi à négocier d'autres niveaux d'implication et d'engagement sur lesquels nous sommes également conduits à réfléchir à nos contributions singulières. Pour illustrer notre propos, nous nous proposons de relater la démarche engagée dans le cadre de Courrouze AA.

### **Le renouvellement de la convention avec Courrouze AA : agréger de nouveaux acteurs pour avancer vers un cadre commun**

Le projet Courrouze AA est un projet d'accompagnement artistique du territoire en mutation de la ZAC de la Courrouze, située entre Rennes et Saint Jacques de la Lande, au croisement des problématiques politiques, urbanistiques et sociales que pose l'émergence d'une nouvelle portion de ville. Nous avons souligné précédemment combien nous étions dans un premier temps restés observateurs des démarches initiées par un groupe d'acteurs restreint, la MJC Antipode, l'équipement culturel l'Aire Libre et le metteur en scène du théâtre A l'Envers (ce sont d'ailleurs au final des individus au sein de ces structures qui sont porteurs de ces démarches). Ils mobilisent à différents titres l'expression artistique et la créativité des personnes résidant sur le territoire pour soutenir une visée d'éducation populaire d'être davantage acteurs de et dans leurs milieux de vie. Dans le cadre de la création d'un nouveau quartier rennais ils tentent de faire valoir l'enjeu d'intégrer cette réflexion dans le processus d'aménagement d'une nouvelle zone d'habitat. Ils ont été d'une certaine façon entendus, dans la mesure où une première convention a été signée avec la société Territoires, l'aménageur du nouveau quartier de la Courrouze, et cela pour trois ans (2010-2013).

Dans ce contexte d'émergence d'un nouveau quartier et de construction d'habitations, ils ont initié pendant trois ans différentes expériences artistiques qui sont supposés soutenir les dynamiques sociales qu'ils appellent de leurs vœux : « le travail important et la longue présence de la Compagnie Théâtre de Chambre a donné lieu à des actes fondateurs des relations sociales et culturelles des personnes habitantes de la Courrouze...».

Après une période où le collectif paraît très pris par les actions qu'il développe (l'organisation de « Camping complet », la collaboration étroite avec les « Tombées de la nuit »...) et peu disponible pour la réflexion, nous reprenons contact avec le directeur de la MJC sur son envie et l'intérêt partagé de réfléchir ensemble aux dynamiques que le collectif a initiées. Cette rencontre se réalise à l'automne dans un contexte pour ce dernier de doutes, d'interrogations et en même temps d'envie d'approfondir la réflexion et la démarche engagées. Un long entretien négocié nous permet de faire un premier point partagé sur ce qui s'est joué et les limites identifiées par notre interlocuteur. Il se clôturera par une demande de sa part de restitution écrite de nos échanges (cf. annexe 2) pour apprécier nos implications et engagements possibles dans la nouvelle étape qui s'annonce : le renouvellement de la convention autour d'orientations en partie renégociées.

L'enjeu au moment de notre rencontre à l'automne est de réfléchir collectivement le bilan mais aussi de franchir de nouvelles étapes avec les aménageurs pour dépasser l'expérimentation et influencer plus directement la pensée sur la ville. D'autres initiatives se sont greffées à leurs démarches qui leur paraissent travailler dans le même sens. C'est le cas du « Bureau cosmique », porté par de jeunes architectes fraîchement diplômés, qui se réclament de Lucien Kroll et John Dewey, et qui ont investi en 2013 un lieu historique, les Cartoucheries, en développant des propositions d'occupation imaginées avec les personnes. Cette expérience va donner matière à réflexion partagée, voire à interpellation par les architectes auprès du groupe initiateur de la convention Courrouze AA. De la même façon, la note critique produite à l'automne 2013 par quelques chercheurs qui ont suivi pendant cette première étape les démarches du collectif, et notamment « Camping complet », les interpelle sur le sens de la démarche à

poursuivre. Nous sommes conviés à plusieurs reprises à des temps de rencontre et d'échange assez libres qui contribuent à nous forger progressivement une culture commune des enjeux et des orientations des acteurs. Ces temps assez informels, outre qu'ils favorisent l'interconnaissance et progressivement l'instauration d'une relation de confiance, nous introduisent précisément dans l'orientation réflexive des acteurs promoteurs de ces démarches. Ceux-ci visent à imaginer et soutenir des propositions favorables à de possibles appropriations par les publics des espaces du proche alors que la pensée sur l'aménagement tend à les confisquer par une fonctionnalisation excessive des lieux.

Plusieurs questions interrogent frontalement les acteurs engagés dans cette démarche. Quelle forme et place peut prendre la démarche Courrouze AA dans le débat public ? Comment structurer des débats et des initiatives au sein d'un collectif dont l'élargissement paraît indispensable ? Peut-on et comment amener les élus et les aménageurs à modifier radicalement leurs visions en intégrant la quatrième dimension – culturelle – de l'aménagement (Hawkes, 2001 ; Lucas, 2011) ? Comment ne pas se faire enfermer dans la dimension récréative des propositions artistiques ? Comment faire bouger les lignes au sein du cercle d'acteurs mobilisés mais aussi comment progressivement réfléchir à une forme de reconnaissance par les institutions de la démarche qui est ici engagée ? Comment ne pas être prisonniers d'une logique d'expérimentation mais réussir à faire expérience commune afin de transformer les visions et les visées sur la ville ?

Il s'agit en l'occurrence de constituer un nouveau groupe qui agrège aménageurs, urbanistes, architectes, artistes, une association d'habitants, des médiateurs en charge de la participation.... et qui accepte de se mettre en recherche tout en réfléchissant à des orientations d'action. Dans ce collectif élargi, nos place et positionnement doivent là-aussi être réfléchis et redéfinis : sommes-nous là juste à titre d'observateurs ou bien devons-nous et comment nous investir davantage, considérant que ce groupe, qui va se réunir mensuellement, est également un acteur-chercheur collectif ? La première posture paraît difficilement tenable dans la mesure où un des enjeux essentiels de ce groupe consiste précisément à dépasser les logiques de représentation institutionnelle pour faire cheminer collectivement la réflexion : l'extériorité au processus placerait le

chercheur dans une position de surplomb qui ne nous paraît pas souhaitable. En même temps, dans ce groupe composite qui ne partage pas nécessairement les mêmes orientations d'action, nous devons clarifier notre positionnement, à savoir expliciter le fait que nous nous sommes associés à la réflexion du collectif initiateur tout en indiquant quels peuvent être nos apports contributifs aux deux espaces : auprès du collectif initiateur, il se joue tout à la fois une clarification des orientations d'actions par une mise en concepts (sans qu'il y ait à proprement parler avec le groupe de travail de théorisation ; les acteurs eux-mêmes ont développé des approches conceptuelles ou se réfèrent à un certain nombre de concepts pour penser l'action), une discussion argumentée sur comment ces derniers peuvent se traduire pour faire cheminer le groupe élargi... ; auprès du collectif élargi, des retours réflexifs sur les ateliers, voire des contributions ponctuelles à des modes d'animation dont nous prenons conscience qu'ils vont être essentiels. En effet dans les ateliers, si une forme d'interconnaissance existe, les logiques de représentation priment qui nuisent à l'instauration d'un dialogue construit (ce cadre commun que le collectif revendique d'initier). Pour initier un réel espace de débat public, il faut parvenir à créer des dynamiques plus coopératives autour de cet enjeu à partager de la dimension vivante de la ville. Une des conditions au regard du premier atelier consiste à faire évoluer des acteurs fortement inscrits dans une logique de représentation institutionnelle vers un détachement, certes partiel, de leurs référentiels qui surdéterminent les positionnements des uns et des autres. La référence à la recherche coopérative prend ici un sens complémentaire dans la mesure où nous pouvons aussi suggérer l'enjeu de la visée de coopération comme modalité d'animation de cet espace public en émergence. L'interconnaissance des différents acteurs présents aux ateliers peut constituer un terreau particulièrement favorable à cette orientation.

### **Le Forum culturel de Tout Atout : sortir d'un temps suspendu et décentrer la réflexivité partagée**

La démarche de construction d'un acteur-chercheur collectif avec l'association Tout Atout a connu des tâtonnements avant de se fixer sur le forum culturel de l'association. Des liens entre les chercheurs et l'association ayant été établis de longue date, même si sa configuration avait été fortement renouvelée juste avant le démarrage du LASRAC (nouvelle direction, nouveaux salariés, nouvelle présidente), l'enjeu n'était pas tant de

créer une relation de confiance que d'identifier un projet qui pourrait faire sens commun.

Tout Atout se donne pour mission première « l'insertion individuelle et sociale des jeunes en difficulté par l'action artistique et culturelle ». Elle propose sur le territoire rennais à des personnes fragilisées (adolescents et jeunes adultes) d'aller à la rencontre des acteurs de la vie culturelle locale et de participer à des projets artistiques et culturels (sensibilisation, expression, création). Elle vise également à « animer et développer un réseau de réflexion et d'action, commun au champ artistique et au champ social, au bénéfice des jeunes et des professionnels ». Le pari qui fonde le projet associatif est que l'inscription des jeunes accueillis dans des actions de sensibilisation à l'art et la culture, d'expression et de création produit des effets bénéfiques en matière d'éducation, de soin, d'insertion. Et le parti pris de Tout Atout depuis le début est d'élaborer ces actions de sensibilisation, d'expression et de création en partenariat avec des artistes et des professionnels de la culture, en prenant pleinement en compte les exigences propres du champ culturel et artistique. Pour autant, elle ne se positionne pas elle-même dans ce champ mais à l'interface avec le champ éducatif et social, dans un idéal d'équilibre et de symétrie.

Au printemps 2013, il avait été envisagé de se greffer sur les activités de l'association, sous la forme d'un chercheur en résidence, par analogie avec le modèle de l'artiste en résidence. C'est ainsi que nous avons participé à une activité dans le cadre du festival « Mythos », festival des arts de la parole, en avril 2013, consistant à faire fabriquer un fanzine en prise sur le festival aux personnes accompagnées. Nous nous sommes également entretenus avec l'équipe sur ce qui faisait enjeu pour elle à ce moment-là, notamment la question de l'engagement des jeunes par rapport à l'action dans laquelle ils sont inscrits. L'association était en effet confrontée à une irrégularité de présence très importante. L'idée d'une charte d'engagement avait alors germé et une discussion collective informelle avait été engagée sur ce thème. Si cette piste de recherche-action s'est avérée intéressante, il est vite apparu que cela ne pouvait avoir de sens que sur la base d'une présence régulière et fréquente dans la vie de l'association, que les autres activités des différents chercheurs professionnels du projet ne permettaient pas d'envisager. De plus, le modèle du chercheur en résidence ne permet de faire acteur-

chercheur collectif que si l'ensemble des parties prenantes initient un projet ensemble et se situent à égalité par rapport à lui, comme c'est le cas des expérimentations engagées par Pascal Nicolas-Le Strat (voir le projet « Correspondances citoyennes en Europe » et le projet « Expéditions », qui sont présentés sur son site « Le commun » : <http://www.le-commun.fr/>). Dans le cas présent, les chercheurs se retrouvaient dans la position classique d'une recherche sur les acteurs beaucoup plus que d'une recherche-action dans la cité avec eux.

C'est finalement autour des forums culturels de Tout Atout qu'une dynamique de co-construction collective s'est enclenchée. Les forums culturels constituent une initiative originale de l'association, qu'elle organise depuis 2006. Il s'agit de demi-journées ou de journées thématiques de regroupement de tous les acteurs intéressés, avec une double orientation, tournée d'une part vers les activités de l'association, d'autre part vers des questionnements plus larges autour de l'articulation entre le champ social et le champ artistique et culturel. Yves Bonny avait déjà participé à deux forums culturels dans le cadre du précédent projet, « La Fabrique du social », d'abord en restituant son travail de recherche (juin 2011), puis en proposant un éclairage sociologique autour du thème « Quel ancrage pour quel voyage ? » (juin 2012). Dans le cadre du LASRAC, et après discussion avec l'équipe, il a été convenu qu'il intervienne en clôture du forum culturel organisé le 26 juin 2013 sur le thème « Quelle est la place des structures sociales dans les projets artistiques et culturels ? », afin d'apporter son regard réflexif sur l'ensemble de la journée. Le document en annexe 1 présente la version écrite de cette intervention.

Le bilan de ce forum a conduit l'équipe de Tout Atout et les chercheurs du LASRAC à réfléchir à une évolution possible des forums culturels, dans une triple perspective :

- dépasser le côté ponctuel des forums, autour de thématiques changeantes, les penser en continuité les uns par rapport aux autres ;
- articuler plus étroitement réflexion et action ;
- décentrer radicalement les forums à l'égard des activités de Tout Atout, leur donner un caractère plus clairement transversal, ce qui implique d'en transférer le portage sur un collectif de structures.



Dans un premier temps, les salariés de Tout Atout se sont réunis avec les chercheurs du LASRAC et une responsable de la Ligue de l'enseignement. De ces échanges a émergé l'invitation faite par les deux chercheurs à Tout Atout de participer avec ses partenaires à la journée d'étude qu'ils co-organisaient entre le CCB et l'Université Rennes 2 le 26 mars 2014, intitulée « Les épreuves contemporaines de la professionnalité dans la fabrique du social ». Suite à cette journée d'étude, deux nouvelles réunions de réflexion autour de l'évolution des forums culturels ont eu lieu en avril et mai 2014. Elles constituent en tant que telles une mise en œuvre de la démarche de l'acteur-chercheur collectif et une mise en évidence des difficultés d'engagement de ce type de dynamique : élaborer un cadre commun de pensée et d'action à partir d'horizons et de finalités pluriels est loin d'aller de soi. Pour l'heure, les responsables de Tout Atout souhaitent clarifier entre salariés et administrateurs leurs orientations avant de s'engager plus avant dans un processus de transformation qui déplacerait fortement les lignes pour l'association, ce qui est très compréhensible. Les réunions ont par ailleurs fait apparaître entre les présents une tension et une ligne de clivage possible quant à la philosophie des forums culturels nouvelle version, entre une orientation visant à politiser très directement les débats, notamment autour de l'éducation populaire, et une autre visant plutôt à travailler les formes de traduction au plus près de l'action d'une philosophie politique.

Du point de vue des orientations du LASRAC, et quels que soient les résultats de ce temps de clarification, les processus réflexifs enclenchés dans le cadre du partenariat initié constituent d'ores et déjà un résultat significatif. L'un de nos objectifs est bien d'attirer l'attention sur les processus, indépendamment des « produits » sur lesquels ils débouchent ou pas, par exemple en l'occurrence la tenue d'un forum culturel sous une forme nouvelle, pour l'instant en suspens. Réussir à mettre sur pied des formes, même précaires, d'acteur-chercheur collectif hybride, constitue en tant que tel un résultat producteur de réflexivité, que ce soit à l'échelle du collectif réuni ou de ses différentes parties prenantes.

**Le DU « Éducation populaire et transformation sociale » : greffer une démarche de mise en recherche collective sur un projet de formation-action**

La construction d'un « commun » avec le département Carrières sociales de l'IUT de Rennes a été encore plus longue et plus compliquée que dans les deux cas précédents. Outre le temps nécessaire pour réaliser qu'il n'était pas pertinent d'essayer de mettre sur pied un acteur-chercheur collectif à l'échelle de l'ensemble des partenaires du projet initial, et outre les difficultés d'appropriation par plusieurs des enseignants-chercheurs de l'IUT des implications exactes de la philosophie de la recherche portée par le projet LASRAC, déplaçant massivement les lignes par rapport à la recherche académique classique, philosophie à laquelle ils adhéraient pourtant d'un point de vue intellectuel, l'installation du laboratoire a rapidement fait apparaître le manque d'unité des cinq enseignants-chercheurs concernés. L'on avait davantage affaire à une collection d'individualités motivées par le projet sur des bases très variées qu'à un collectif porté par des orientations fortement partagées. Ce n'est qu'au mois de septembre 2013 qu'ils ont eux-mêmes établi ce constat. Ils ont alors formulé trois pistes de réflexion quant à la forme de leur engagement dans le LASRAC. Les deux premières consistaient à se greffer sur les projets portés par Courrouze AA d'une part, Tout Atout d'autre part, pour élaborer ensemble une problématique de recherche-action commune. Nous les avons écartées, à la fois du fait du manque d'unité de leur groupe et parce que ces propositions nous paraissaient beaucoup trop fragiles et aléatoires.

La troisième proposition consistait à articuler le LASRAC avec le projet de diplôme d'université « Éducation populaire et transformation sociale » porté par certains membres du département Carrières sociales, en partenariat avec différents collectifs d'éducation populaire. Elle impliquait une reconfiguration du partenariat au niveau du LASRAC, à la fois parce que certains enseignants-chercheurs de l'équipe initiale de l'IUT n'étaient pas engagés dans le DU et parce que l'équipe pédagogique de celui-ci débordait clairement le seul département Carrières sociales.

Après discussion, c'est cette troisième proposition que nous avons retenue, dans la mesure où elle nous paraissait la plus solide. Le projet de DU repose en effet sur une philosophie de formation-action hybridant les savoirs et impliquant une co-construction systématique des modules de formation entre des enseignants-chercheurs ou des

titulaires de doctorats universitaires et des praticiens. Il repose autrement dit sur le même modèle de l'acteur-chercheur collectif hybride que le LASRAC, si ce n'est que celui-ci est orienté en priorité vers un projet de formation-action et non de recherche-action. Comme il se trouvait que nous étions par ailleurs sollicités pour intervenir dans ce DU, nous avons estimé que tenter d'articuler les deux projets constituait la perspective la plus prometteuse pour notre partenariat avec l'équipe de l'IUT.

Nous avons ainsi participé aux différentes réunions de travail relatives à la mise en place du DU. Celui-ci, après avoir été refusé par la direction de l'Université Rennes 1 au printemps 2013, a finalement été validé à l'automne 2013, pour une ouverture début 2015. Nous avons à l'occasion de ces réunions présenté la proposition de mettre sur pied, en parallèle de la formation, un espace de réflexion collective autour de l'éducation populaire et de nouvelles formes d'action-recherche. Cette proposition a reçu un accueil favorable de la plupart des participants. En même temps, l'équipe pédagogique qui porte le DU au quotidien a indiqué qu'elle n'était pas en mesure de coordonner cet espace, qui nécessiterait par conséquent une autre équipe d'animation. Le temps de bilan, à l'issue de la première année de fonctionnement, pourrait constituer un moment particulièrement favorable.

### **2-3 Une sociologie de l'action initiatrice d'une autre grammaire de la recherche : l'exemple de l'acteur-chercheur collectif Courrouze AA**

Dans la temporalité de ce programme de recherche, notre mobilisation dans le collectif initié par Courrouze AA nous est apparue comme la plus pertinente et la plus probante pour dérouler nos propositions d'une recherche-action coopérative : son inscription dans le partenariat du programme ASOSC, la thématique de ce collectif, son état d'esprit, sa structuration progressive, la régularité de nos rencontres, l'accueil favorable à notre présence et notre sentiment de pouvoir y trouver notre place et d'y apporter des contributions spécifiques dans la temporalité du programme ont motivé notre implication spécifique dans ce collectif. A contrario, les autres partenariats noués et explorés la première année se sont révélés comme plus délicats à mettre en œuvre la seconde année car ces acteurs étaient davantage mobilisés sur le lancement d'actions

concrètes et de ce fait moins engagés dans des phases réflexives où nous pouvions nous inscrire.

Aussi c'est donc centralement à partir de cette expérience de la constitution de l'acteur-chercheur collectif Courrouze AA que nous souhaitons tirer des premiers enseignements de ces nouvelles fabriques du sociologue in situ que porte le projet LASRAC. Notre restitution prend ici une forme singulière au sens où la finalité première de notre démarche n'était pas de conduire une *recherche sur* un terrain d'étude mais bien de participer à la réflexion d'un collectif, c'est-à-dire d'entrer en « *recherche avec* » des acteurs. Cette expérience, singulière pour le chercheur, a donc mis à l'épreuve d'une certaine façon ce qu'une sociologie critique, impliquée et contributive peut signifier. Nous proposons de restituer cette matière en l'organisant autour de trois axes qui pourraient augurer par la suite tout à la fois d'orientations et de propositions plus affirmées auprès des collectifs, mais aussi constituer l'architecture d'écrits pour engager des restitutions critiques de recherche-action coopérative.

L'approfondissement de la trame publique des mobilisations citoyennes est au cœur de ce qui attache les sociologues au commun. De fait, ils se trouvent engagés dans une performance de l'action à travers sa mise en récit (discussions, débats, productions de synthèse écrite...), renforçant d'une certaine façon la consistance publique du commun, comme nous le verrons dans un premier temps. Mais cette orientation est en même temps une possible source d'ambivalence qu'il convient de prendre en compte : alors que précisément la conception de l'action sous la forme d'une mise en récit ne va plus forcément de soi aujourd'hui, jusqu'où engage-t-il les acteurs dans une fabrique du politique qui peut venir percuter centralement la question de leurs identités, de leurs intérêts propres ? Cette autre manière de faire de la philosophie morale et politique, qui peut être une orientation contemporaine féconde de la sociologie (Caillé, 1999), prend donc aussi le risque de cette contradiction publique.

Nous avons insisté sur l'enjeu de ne pas dissocier les deux visées d'agir en commun et d'agir le commun car c'est à cette condition, pensons-nous, que la démarche sociologique peut s'inscrire dans une dimension réellement contributive. Cette orientation nous paraît d'autant plus centrale que nous ne dissociions pas, à la suite de J.

Dewey(2005), émergence des publics et activation de la démocratie. Comment alors composer, dialoguer avec des pratiques sociales qui peuvent apparaître en contradiction avec cela ? C'est ce que nous discuterons dans un second temps. Ainsi, la forte personnalisation des rapports sociaux, l'informalité, les phénomènes de leadership constituent tout à la fois un terreau d'innovations sociales et, symétriquement, une contradiction dans laquelle sont pris parfois les communs (Souhard, 2013). Comment suggérer, sans imposer, des dispositifs susceptibles de renforcer les modalités coopératives pour asseoir davantage ce principe d'égalité des intelligences qui nous porte mais qui peut rester aussi un idéaltype de la recherche-action coopérative ?

Dans un troisième temps il nous faut revenir sur les enjeux précisément des dispositifs et outillages des recherches-actions coopératives qui nous paraissent au final essentiels à enrichir et développer. La question de nos contributions ne doit pas en effet être dissociée de ce qui nous attache à ces collectifs : leur réflexivité, leur engagement pour stimuler des actions publiques et vivifier la démocratie, leur visée de transformation sociale... D'une certaine façon, à l'instar des communs, nous aussi avons expérimenté par tâtonnements, bricolages de possibles contributions. Elles puisent davantage dans le capital expérientiel et réflexif des sociologues que dans le référentiel méthodologique des sciences sociales (sans pour autant exclure de le mobiliser). En rupture avec le modèle de la neutralité axiologique, nous avons situé nos apports dans le prolongement, l'amplification des expériences des acteurs en référence à la logique de l'enquête de Dewey. Selon cette acception, *« la justification de l'enquête comme expérience et celle de la démocratie comme communauté d'expérience ne font qu'une. De même qu'il n'y a pas de démocratie sans la participation active des membres des publics à la fixation de leurs conditions personnelles d'existence »* (Zask, 2008, p. 188).

S'il ne s'agit pas à l'issue du projet de figer une nouvelle méthodologie, les fabriques in situ expérimentées ou envisagées nous semblent devoir s'inscrire avant tout dans des orientations qui confortent l'inscription démocratique du chercheur-collectif et son ambition de transformation sociale. De ce point de vue, l'imagination sociologique<sup>5</sup> doit être libérée pour reprendre, hybrider, transformer des dispositifs car, ici, c'est moins la méthode utilisée qui prime que ses orientations et ses finalités : renforcer la réflexivité des acteurs,

---

<sup>5</sup> Nous empruntons ce terme à Wright Mills (1967), mais dans un sens assez différent, bien qu'il critique assez fortement ce qu'il appelle l'inhibition méthodologique des sociologues.

questionner les visées démocratiques des débats publics (internes comme externes), soutenir la puissance d'agir du collectif... Cela ne veut pas dire que les chercheurs ne doivent pas réinvestir dans ces enquêtes tout un capital de réflexion sociologique, bien au contraire, mais il doivent minorer l'illusoire neutralité axiologique au profit d'autres compétences sociologiques. Ainsi l'activation de la distanciation dans l'implication est une gageure et exige une capacité d'auto-analyse importante pour les sociologues enrôlés dans un processus de recherche-action coopérative.

***2-3-1 L'approfondissement de la trame publique de la démarche au sein de l'acteur-chercheur collectif à travers la mise en récit***

Spontanément, le chercheur se mobilise et est plus particulièrement sollicité dans les collectifs par la mise en récit des processus. Ses capacités à écrire, décrire, synthétiser, formaliser, conceptualiser constituent des dimensions du métier de sociologue largement valorisables dans l'espace public pour autant qu'elles ne clôturent pas l'univers de sens en l'enfermant dans un jargon. Les productions peuvent prendre d'ailleurs différentes formes suivant que le chercheur s'inscrit au sein de l'acteur-chercheur collectif ou reste peu ou prou en extériorité, donnant plus ou moins à voir la façon dont la recherche chemine en parallèle des processus (P. Nicolas-Le Strat). La nature des écrits est bien évidemment très différente dans ces différents positionnements. Dans le premier cas le chercheur se met en quelque sorte au service du collectif alors que, dans le second cas de figure, il continue de conduire sa recherche, même si c'est sur le mode du plein air et de la confrontation (résidence de sociologue, carnets de correspondance).

*Ce qui s'écrit : le récit du commun*

Nous concernant, on peut considérer que nous avons pu occuper à un moment donné au sein de l'acteur-chercheur collectif une place de rédacteur et de mise en forme de la production sociale engagée dans le commun. Nous n'avons pas pour autant cherché à nous substituer aux comptes rendus du collectif, considérant que cette activité lui appartenait et que cette délégation pouvait nuire à sa propre dynamique. Nos écrits ont pris auprès du collectif d'autres formes : l'une est plus une matière à rebond dans la

mesure où il revient sur les axes, les lignes de tensions issues de discussions au sein du collectif (nous reviendrons plus tard sur ces politiques d'écriture des recherches-actions coopératives); la seconde, sur laquelle nous voudrions nous appuyer maintenant, se présente davantage comme une mise en forme du processus et a été produite à des fins de synthèse à l'automne 2014 mais aussi dans un contexte de nouveau conventionnement avec l'aménageur.

Il nous semblait donc pertinent de partir de cet écrit, non pas qu'il ait catalysé des dynamiques singulières, puisqu'il est produit après coup et tente de synthétiser des discussions, accords temporaires, lectures, etc. et ne fera pas l'objet de débats particuliers au sein du collectif. Mais son orientation affirme fortement la trame publique du commun, ce que nous souhaitons dans un second temps soumettre à la discussion...

**BILAN DU 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2014 DE LA DEMARCHE COURROUZE AA**  
**SYNTHETISE ET PROPOSE PAR LES CHERCHEURS DU LASRAC**

*Les chercheurs du LASRAC (Laboratoire social de recherche-action dans la cité), engagés dans une démarche de sociologie contributive et critique auprès des acteurs de Courrouze AA (sur la base d'un partenariat initié et conduit dans le cadre d'un programme de recherche-action ASOSc (Appropriation sociale des sciences) soutenu par la région Bretagne), proposent à travers cet écrit un essai de synthèse de réflexions qui ont été largement débattues collectivement.*

*Cette matière est donc avant tout le produit de ce chercheur collectif qui s'est réuni mensuellement et non pas simplement la contribution de chercheurs académiques portant un regard en extériorité sur une démarche singulière. En annexe de ce document nous revenons brièvement sur notre place et notre positionnement à côté donc de mobilisations citoyennes.*

Notre arrivée se situe à l'issue d'une première phase de trois ans d'explorations et de propositions sur le territoire de la Courrouze portées centralement par un collectif initiateur réduit. Ses membres sont réunis autour d'une orientation centrale consistant à réfléchir et stimuler la dimension publique des espaces du proche, largement invisibilisée et/ou sous-estimée par les opérations classiques d'aménagement: elle s'appuie sur des approches artistiques et culturelles comme soutiens et ressorts à des appropriations sensibles et vivantes des milieux urbains.

Plusieurs constats sont échangés au moment de notre arrivée, négociée avec le collectif Courrouze AA sur la base d'un partenariat de recherche-action initié dans le cadre d'un programme régional ASOSc. Ils font suite à des retours réflexifs de chercheurs qui ont

suivi pour partie cette première étape<sup>6</sup> mais aussi à d'autres expériences, comme celle du Bureau Cosmique. L'objectif est de réfléchir aux conditions de prolongation, d'approfondissement et de renouvellement de ces expériences. La double visée de susciter des appropriations sur l'espace public et les espaces du proche, mais aussi de transformer la nature du débat public en ouvrant la réflexion sur l'aménagement à une quatrième dimension largement sous-estimée dans les fabriques urbaines contemporaines (la dimension du lien social passant par le sensible et l'imaginaire à travers différentes formes culturelles et artistiques), se heurte en effet à un certain nombre de difficultés qu'il faut réfléchir tout en poursuivant les expériences du commun sur le terrain de la Courrouze.

Cette recherche d'une nouvelle philosophie de l'action publique défendue par Courrouze AA ne va pas de soi dans le processus initié par le collectif. Une double dimension à travailler est en effet soulignée : il s'agit de promouvoir des démarches culturelles et artistiques en rupture avec des pratiques qui peuvent apparaître ponctuelles, non prolongées... et qui courent le risque d'être cantonnées dans les registres du récréatif ou de l'événementiel ; il s'agit parallèlement de réfléchir à des modalités de réflexion et d'action permettant de nourrir ce qui apparaît comme une possible extension-reconfiguration du référentiel de l'aménagement, ce qui suppose l'installation d'espaces de discussion et de confrontation avec les parties prenantes de ce territoire (acteurs de l'aménagement, association d'habitants, artistes...). La diversité des initiatives et des orientations en présence pour penser l'investissement des habitants est en effet présentée comme un obstacle à des échanges permettant de penser l'aménagement de la ville de façon plus riche. L'objectif est de développer une réflexion partagée autour des dispositifs participatifs portés par les institutions, des actions de Courrouz'if, des actions sur site du Bureau Cosmique, des propositions artistiques développées dans le cadre de Courrouze AA...

La rencontre avec les chercheurs du LASRAC, qui ont intégré le collectif initiateur depuis la fin de l'année 2013, via leur proposition de recherche-action coopérative, a également soutenu cette réflexivité au sein de Courrouze AA.

Le collectif Courrouze AA a donc souhaité entamer cette nouvelle période de conventionnement avec l'aménageur et la Ville en réfléchissant aux conditions d'extension et de partage de la grammaire de la proximité dont il fait l'expérience sur la Courrouze. Il ne se pose pas pour autant en donneur de leçon car beaucoup d'incertitudes pèsent sur les dynamiques sociales initiées, mais il revendique d'être en recherche sur des façons, des modalités d'agir le commun qu'il estime assez peu explorées et reconnues.

L'activité du collectif initiateur pour le premier semestre 2014 s'est ainsi centrée sur l'animation de temps d'échanges et de mise en débat au sein d'un groupe élargi et composite : il a en effet associé des représentants de la société « Territoires et développement », un urbaniste de la Courrouze, des membres du Bureau Cosmique, de Tout Atout et de l'association Courrouz'if, des artistes, et plus épisodiquement des personnes de l'AUDIAR et de l'IAUR. Il s'est réuni une fois par mois avec des présences fluctuantes qui ont pu compliquer la mise en dynamique d'une réflexion partagée.

<sup>6</sup> Jean-Michel Lucas, Jean-Yves Petiteau et Ricardo Basualdo, « Souvenir de Camping complet, Courrouze 2013 », 24 pages, août 2013.



Le collectif initiateur s'était donné en ce début d'année comme ambition d'essayer de construire un cadre et donc une grille de lecture davantage partagés entre les parties prenantes, partant du constat que la reconnaissance et la valorisation des dynamiques initiées achoppaient pour partie sur des conceptions et des orientations d'actions radicalement différentes, bien que référencées à une politique de la proximité. La question de l'action, au sens d'initiatives susceptibles de mobilisation sur l'espace public, avait été non pas abandonnée mais différée.

Différents temps de réunions ont permis de mesurer la difficulté de construire ce cadre commun pour des raisons qui, de notre point de vue, mêlent l'hétérogénéité des attentes (inhérentes à la construction peu formalisée de ce groupe élargi), la compréhension variable de la visée du collectif initiateur, des attentes d'actions concrètes (mais aussi une conception de l'action construite au regard de précédentes expériences), des interrogations récurrentes sur le statut et la légitimité de ce groupe.

### **Les modalités de construction d'une dynamique collective ouverte : finalités et marge de manœuvre**

La démarche de Courrouze AA en ce début d'année 2014 était d'ouvrir et de partager davantage ses orientations d'actions artistiques et culturelles sur l'espace public qui courent le risque autrement d'être enfermées dans un registre purement récréatif ou événementiel. La première réunion élargie a pu confirmer que ce possible confinement dans le champ de l'animation était présent particulièrement dans les représentations des aménageurs. Ces derniers portent spontanément des logiques d'action où les questions de sécurisation, d'aménagement d'espaces publics, d'animation de dispositifs... tendent à primer sur l'approche sensible de la proximité davantage promue par les acteurs associatifs qui revendiquent de travailler à l'appropriation de la dimension publique de ces espaces. Un des enjeux majeurs de ces réunions était donc de réfléchir aux modalités de décloisonnement des registres pour avancer vers des grilles de lecture davantage partagées. Il s'agissait aussi de cheminer collectivement sur les enjeux à travailler de façon peut-être plus convergente le commun des espaces publics.

Le collectif Courrouze AA a donc tenté d'accompagner, par des pratiques d'animation réfléchie en amont avec les chercheurs, les conditions de l'installation d'une dynamique de discussion et d'échange émancipée des stricts enjeux institutionnels de représentation, versus les aménageurs, et de représentativité, versus les membres de Courrouz'if mais plus largement les acteurs associatifs. Si cet enjeu d'ouverture et de décloisonnement a été posé comme préalable à la dynamique engagée, rétrospectivement l'informalité même de ce groupe a régulièrement interrogé les personnes qui ont été sollicitées et/ou s'y sont agrégées. C'est une dimension récurrente des dynamiques d'acteurs qui se saisissent d'une question neuve. En même temps, on peut noter que la mobilisation d'un groupe élargi, où la question de l'informalité et une minimisation des enjeux institutionnels sont posées, est bien une condition précisément de l'ouverture d'une dynamique publique ouverte.

Rétrospectivement, ces réunions mensuelles jusqu'à l'été n'ont probablement pas suffisamment affirmé et/ou validé dans quels horizon et projections se situait ce

groupe : est-ce une dynamique purement réflexive dans laquelle s'engagent les acteurs ou des liens vont-ils être établis avec des actions ? quelles actions peuvent-elles être débattues : celles portées par chacun des acteurs présents ou bien d'autres actions collectives en devenir ? Les marges de manœuvre réelles du collectif ont probablement été aussi insuffisamment explicitées. Mais il faut prendre en compte le fait que le collectif initiateur lui-même chemine à travers différents champs expérientiels sans avoir de vision très précise de ce que ces dynamiques collectives vont produire : elles sont incertaines par nature, comportent une part de risque assumée, et c'est avec cette composition singulière que les promoteurs entrent en quelque sorte en recherche. Ce collectif initiateur assume ainsi publiquement qu'il est en réflexion sur l'ouverture et le partage de ses orientations d'action qui lui donnent une légitimité marquée par l'ambivalence : il a acquis une forme de reconnaissance dans l'animation de l'espace public et la capacité à construire du partenariat, mais pas dans l'animation d'espaces de réflexivité partagée et l'élaboration collective d'une conception commune. Des questionnements à l'égard de ces réunions et du statut des participants seront ainsi régulièrement développés : elles posent un principe de coconstruction mais sont pilotées par un collectif restreint.

Au titre **des avancées** on notera surtout :

- au sein du collectif initiateur, des débats réguliers qui mettent les uns et les autres dans une position d'explicitation, voire de confrontation de propositions, d'orientations d'action ; la présence de chercheurs à ces temps est pensée comme un soutien, un accompagnement à la réflexivité des initiateurs ;
- au sein du cercle élargi, on peut noter des déplacements personnels qui ont permis d'établir parfois une forme de distance avec des positionnements professionnels et institutionnels, tout en soulignant les problèmes de légitimité que cela pouvait poser ;
- un consensus, certes fragile et assez informel, est progressivement apparu sur les enjeux de déplacement des lignes mais sans parvenir à dégager pour autant de visions communes sur des orientations d'action qui militeraient en ce sens. Ce groupe était-il d'ailleurs pertinent pour penser l'action et quel type d'action ? De ce point de vue, rétrospectivement, la tension entre réflexion et action n'a probablement pas suffisamment été réfléchi. Il conviendra de l'envisager de façon plus dialectique mais aussi pragmatique. Les acteurs conviendront in fine qu'il y a un enjeu à poursuivre l'investissement sur l'espace public initié ces précédentes années par des actions tout en consolidant ce tiers espace de réflexivité qui s'est dessiné.

Plusieurs temps peuvent être rétrospectivement distingués qui dessinent des champs de questionnement, d'interpellation et nécessitent donc à l'issue de cette période une clarification des orientations d'action partagées, des modalités d'engagement des acteurs mobilisés et des propositions organisationnelles associées. De façon synthétique, nous pouvons considérer que les propositions du collectif initiateur tracent trois moments sur le premier semestre 2014.

➤ **La clarification d'un cadre partagé d'orientations comme préalable à de nouvelles propositions culturelles et artistiques mobilisatrices sur l'espace public**

Les trois premières réunions ont été orientées centralement autour de dynamiques susceptibles de favoriser le partage de visions et d'orientations d'action de façon à essayer de dépasser les référentiels des politiques publiques et mettre en débat au sein de cette scène publique restreinte les enjeux de l'émergence d'un autre référentiel de la proximité possiblement activé par des mobilisations et/ou propositions d'artistes, d'architectes... dans les espaces publics. La première réunion a en effet pointé les difficultés d'un dialogue constructif, chaque acteur étant en quelque sorte pris dans des logiques d'action et/ou de représentations qui contrarient la possible installation d'une mise en commun. La question de la sémantique a donc été interrogée et des formes d'animation susceptibles de transcender les positionnements institutionnels ou associatifs ont donc été expérimentées.

➤ **La tentative non aboutie de mise à l'épreuve autour d'une construction partagée d'une typologie des espaces publics**

Le souhait de dépasser ce cadre réflexif et l'enjeu de l'articuler avec des démarches plus concrètes ont été exprimés assez rapidement. Un travail d'animation a contribué à faire émerger une typologie des espaces publics, le collectif initiateur étant convaincu par l'idée qu'il faut subvertir en quelque sorte la cartographie de l'aménagement pour parvenir à rendre plausible cette fameuse quatrième dimension. Ces espaces publics désignés plutôt à partir d'une approche sensible du groupe devaient faire ensuite l'objet d'une démarche d'investigation plus approfondie : les espaces en bas de chez nous, les espaces non aménagés, les espaces à investir.

Cependant il nous apparaît rétrospectivement que différentes orientations sur le sens et les finalités de l'action n'ont peut-être pas été suffisamment tranchées a priori et expliquent, a posteriori, la moindre mobilisation de certains acteurs. Ainsi se sont exprimées aussi différentes propositions et/ou interrogations sur la façon dont les réflexions allaient pouvoir résonner avec des actions initiées par ailleurs, sachant que l'approche réflexive n'était pas une finalité en soi mais bien un support pour repenser collectivement le cadre et le sens de l'action. L'action ou les actions ? Peut-être est-ce là une des ambivalences qui n'ont pas été réellement levées. Ainsi du côté des aménageurs s'est exprimé assez rapidement le souhait d'une mise à l'épreuve de ce cadre réflexif dans leurs dispositifs participatifs. Le bureau Cosmique avait de son côté intégré cette démarche, bien que moins investi sur la Courrouze sur la période contemporaine, parce qu'il souhaitait réfléchir avec Courrouze AA sur les formes de transmission de la dynamique localisée qu'ils avaient portée sur un tiers lieu, la Cartoucherie. L'association Courrouz'if, dont certains membres avaient tout à la fois été impliqués dans les initiatives culturelles et artistiques de Courrouze AA mais également associés à des initiatives de la Ville sur les jardins partagés, souhaitait garder une forme de distance avec le travail institutionnel (refusant de « représenter les habitants » dans les dispositifs participatifs) et était également en interrogation sur sa place et le statut de son engagement dans cette démarche.

Dans les faits, après avoir souhaité que la démarche se prolonge en « plein air », et non plus dans une salle confinée (symbole de la prééminence de la réflexion sur l'action), en prise avec un terrain (celui symbolique des Cartoucheries), la présence des acteurs (plus particulièrement associatifs et artistiques) va s'étioler. Leurs propositions de dynamiques plus conviviales et informelles, comme celles d'un apéro et d'un barbecue n'ont probablement pas suffi à transcender des interrogations récurrentes sur deux dimensions qui nous apparaissent rétrospectivement comme centrales : comment construire une dialectique satisfaisante entre action-réflexion ; quel est le statut du collectif Courrouze AA et quel est le statut du groupe élargi qui se réunit (et singulièrement la place individuelle des acteurs) ?

➤ **La mobilisation limitée autour d'un événement pour rester en prise avec l'orientation publique de la démarche initiée : la Table des 100...**

La moindre mobilisation en fin de semestre a rendu d'autant plus essentielle pour le collectif initiateur l'organisation d'un événement sur l'espace public. En effet, ce premier semestre peut être aussi considéré comme une forme de parenthèse dans les propositions de mobilisations habitantes sur l'espace public de Courrouze AA, et il paraît important à leurs promoteurs « d'envoyer un signal sur l'espace public ». Il va se traduire par une proposition ouverte de partage d'une soirée sur un nouveau lieu de fabrique, pensé comme un « incubateur d'innovation » dans le développement du numérique. La communication, l'accès et le lieu ont été scénarisés par des artistes, habitués de la création événementielle, mais cela ne suffira pas réellement à élargir la mobilisation au-delà d'un cercle d'initiés. Si l'ouverture publique d'un lieu dédié est louable, elle ne parviendra pas non plus totalement à occulter la dimension privative de son organisation spatiale (barrière, franchissement de porte électronique...). Elle rejoue d'une certaine façon, pour les personnes présentes, l'informalité et l'interpersonnalité du groupe sans parvenir réellement à agréger de nouvelles personnes.

Ces caractéristiques ne sont pas en soi problématiques puisque c'est bien à partir de ce terreau que s'exprime et s'expérimente cette recherche d'acteurs qui se sentent investis d'une responsabilité citoyenne et souhaitent être contributeurs à l'émergence d'espaces publics appropriés car travaillés et forgés par la perception sensible des personnes qui les vivent, les traversent, les occupent...

Plusieurs défis et constats partagés par le collectif émergent donc pour poursuivre mais aussi renforcer la démarche de Courrouze AA :

- il faut poursuivre l'action puisqu'elle est une des conditions de la mobilisation du groupe, des personnes résidant sur la Courrouze et donc de la légitimité première de la démarche de Courrouze AA;
- il faut préserver la démarche réflexive mais installer une dialectique plus pragmatique, plus souple entre action et réflexion ;
- il faut conserver l'informalité, gage de décroisement, de créativité parce qu'elle peut nourrir une réflexion partagée davantage dégagée des enjeux institutionnels. Pour autant il faut penser une dynamique organisationnelle qui institue ces scènes publiques.

Ce sont ces dimensions qui ont été mises en réflexion au sein du collectif initiateur en septembre et qui le conduisent à proposer une clarification organisationnelle mais aussi à affirmer la primauté de l'action sur l'espace public.

➤ **De l'informalité comme soubassement aux expérimentations sociales à un enjeu de clarification de la trame publique de la démarche**

La démarche initiée reste marquée par le sceau d'une informalité, certes relative, mais qui est en quelque sorte l'une des conditions de ces expérimentations sur l'espace public. En même temps le collectif initiateur a été interpellé sur sa légitimité et/ou capacité à agréger d'autres acteurs à sa démarche. Il est donc apparu nécessaire de proposer une organisation qui préserve la souplesse du processus tout en clarifiant la trame publique de la démarche.

**L'intégration au sein du collectif Courrouze AA** de personnes impliquées dans cet espace réflexif, sensibles à ce type d'expériences, en recherche elles-mêmes dans leurs pratiques associatives, artistiques, mais qui pouvaient légitimement s'interroger sur leur place et leur contribution, a donc été proposée. Le collectif Courrouze AA a agrégé deux artistes, l'association Tout Atout, l'association du Bureau Cosmique, l'association Courrouz'if et les deux chercheurs du LASRAC (qui contribuent depuis un an à la démarche de Courrouze AA). Le collectif comporte donc désormais neuf entités ou personnes physiques et la possible ouverture du collectif à de nouveaux membres est envisagée sous la forme de cooptation.

Par ailleurs l'enjeu de maintenir ouverte cette dynamique et cet espace de réflexivité mais aussi de réfléchir collectivement à ce qui peut être reconnu là comme contribution aux fabriques de la cité a conduit le collectif initiateur à proposer un deuxième cercle élargi. Le collectif Courrouze AA se donne ainsi comme objectif de continuer à partager ses visions et orientations d'action dans le cadre **d'une assemblée publique** où institutionnels et personnes résidant sur la Courrouze sont invités tous les semestres à venir débattre.

Enfin comme l'action sur l'espace public est la marque de Courrouze AA mais aussi ce qui réunit le collectif, il est envisagé de mettre en place **des ateliers publics**, lieux de fabrique susceptibles d'agréger plus largement toute personne souhaitant s'impliquer concrètement dans un projet.

➤ **La question de l'action : mailler les espaces publics et constituer des publics**

Le premier semestre 2014 a suspendu la poursuite d'expérimentations sur l'espace public à l'installation d'un temps consacré à une mutualisation des enjeux et des orientations d'action. Le risque d'une réflexion un peu désincarnée, si elle n'est pas suffisamment adossée à des propositions sur l'espace public, est souligné.

L'élaboration d'actions est mobilisatrice et doit donc être travaillée, imaginée en permanence. Elle est aussi ce qui réunit avant tout le collectif dont la majorité des membres accompagne et/ou suit ces dynamiques qui se sont déployées depuis l'arrivée

des premiers résidents. Imaginer et susciter ces ateliers publics apparaît donc comme une orientation et un enjeu particulièrement importants.

➤ **Conserver une dimension réflexive partagée sur le sens de l'action**

Agir en commun, c'est à dire en coopérant au sein du collectif Courrouze AA pour agir le commun, c'est à dire favoriser par des expérimentations mobilisatrices sur l'espace public l'envie et le désir des personnes d'investir ces espaces dont ils composent « le public » est donc l'orientation d'action dominante de Courrouze AA. En même temps le risque d'être uniquement pris par l'action, l'organisation d'un événement et/ou une mobilisation artistique ne doit pas dispenser le collectif d'une forme de réflexivité sur ses propositions. En effet la revendication du collectif Courrouze AA de stimuler cette quatrième dimension se doit aussi d'être étayée par une réflexion et une capitalisation sur les pratiques : c'est un enjeu au sein du groupe, mais c'est aussi un enjeu identifié dans cet espace de publicisation et de réflexion ouverte que sera l'assemblée publique.

**Nadine Souchard et Yves Bonny - novembre 2014**

**Annexe : Des chercheurs explicitent leur place  
dans la dynamique de Courrouze AA**

*Nous réfléchissons depuis quelques années à des modalités d'accompagnement de collectifs d'acteurs engagés dans des réflexions. En effet cet engagement dans la réflexion suppose de notre point de vue de rompre avec une vision de la recherche qui reposerait sur une rupture épistémologique des savoirs : les savoirs réfléchis, conceptuels et théoriques des chercheurs d'un côté et les savoirs d'usage, expérimentiels des acteurs de l'autre côté. Remettre en question cette rupture c'est en l'occurrence reconnaître une capacité de réflexion et de théorisation à la sphère non académique. Mais c'est aussi se donner les moyens de penser d'autres façons d'être en recherche qui soient plus conformes aux attentes de la société civile ; une recherche en quelque sorte de plein air, engagée et impliquée à côté des acteurs dont elle soutient la réflexivité. Il s'agit donc moins de « faire de la recherche sur » que d'« être en recherche avec ». Cela ne veut pas dire que nous ne nous inscrivons pas par ailleurs dans des recherches plus académiques mais que nous soutenons l'idée qu'il faut diversifier les manières et modalités d'être en recherche pour aussi penser l'agir en société de la recherche (de façon symétrique, on peut considérer que la société civile est en recherche pour réfléchir à des modalités d'action).*

*Nous nommons cette recherche « recherche coopérative » car elle repose sur une conception symétrique des positions des acteurs et des chercheurs ; cela ne veut pas dire que par ailleurs il n'y ait pas une différenciation des contributions.*

*Nous faisons nôtres les questionnements des acteurs, en lieu et en place d'une pratique de la recherche qui définirait son objet en extériorité.*

*C'est donc des pratiques de recherche et un positionnement assez différents de ceux pratiqués le plus communément.*

*Cette réflexion se nourrit de pratiques de recherche-action développées par le Collège Coopératif en Bretagne depuis sa constitution. Elle s'est aussi amplifiée à travers des projets de recherche développés dans le cadre du programme ASOSC (Appropriation sociale des sciences) initié par la région Bretagne, et en particulier le projet LASRAC (Laboratoire de*

*recherche-action dans la cité), dont la MJC Antipode est partenaire, ainsi que l'association Tout Atout et l'IUT Carrières sociales. Pour nous, chercheurs, il y a aussi un enjeu programmatique à outiller et explorer ce type de démarches...*

***Concrètement, nous avons participé aux réunions, pris part aux débats et discussions, et nous avons fait retour de notre lecture ; nous nous sommes engagés à écrire sur les processus qui façonnent l'élaboration de ce qu'à la suite d'autres chercheurs engagés dans ce type de démarche nous nommons le commun. Nous avons aussi participé au travail préparatoire et à la synthèse des réunions.***

*Ce qui se décrit : le récit, comme performance de l'action ?*

La mise en récit à laquelle nous nous référons ci-dessus peut se rapprocher, par certains aspects, de celle de l'écrivain public engagé dans la publicisation du commun. Comme l'affirme le document « *cette matière est avant tout le produit de ce chercheur collectif* ». Cependant le chercheur professionnel n'est pas ici seulement le scribe du commun, il est engagé dans le collectif avec lequel il partage un certain nombre d'orientations, mais il est aussi pris dans les débats contradictoires qui traversent le commun. Nous voudrions insister d'abord sur les orientations qui traversent ce dernier, au moment de notre rencontre, et qui sont plus particulièrement saillantes dans ce document. Comment approfondir la dimension publique d'une démarche initiée dans une semi-informalité ? Elle est certes publique au sens où elle a fait l'objet d'un conventionnement avec l'aménageur, mais elle n'est pas reconnue pour son esprit public (au sens de Dewey). Dans ce contexte elle tend à être rabattue sur la programmation d'animations sur l'espace public. L'ambition du collectif initiateur de mobiliser et de soutenir l'appropriation de l'espace public par les nouveaux résidents de ce quartier en construction qu'est la Courrouze en s'appuyant sur des formes artistiques sensibles n'a pas cette résonance publique auprès des aménageurs.

Toute la problématique identifiée avec le collectif initiateur de Courrouze AA, limité initialement à trois personnes (un directeur de MJC, une chargée de programmation artistique d'un espace culturel, un artiste) a donc consisté sur cette année 2014 à réfléchir aux modalités de l'affirmation publique de la démarche : dans un premier temps en tentant d'initier des moments de rencontres régulières avec des acteurs mandatés (aménageurs, architectes, chargés de mission de la concertation publique...) et des acteurs mobilisés (artistes, architectes alternatifs, association d'habitants,

chercheurs...) susceptibles de décloisonner les visions des uns et des autres ; dans un second temps, en explorant les voies de l'élargissement du collectif aux acteurs mobilisés autour de la démarche. Sur cette période, l'action est passée au second plan, ce que regretteront certains acteurs, alors que les enjeux de partage de la réflexion autour des orientations de Courrouze AA ont été particulièrement saillants.

Quel rôle ont joué les chercheurs dans ce moment d'affirmation de la trame publique de la démarche ? La question se pose d'autant plus centralement que, nous y reviendrons, de profondes discordances ont émergé à la fin de l'année 2014 qui ont provoqué le départ des chercheurs, de l'association d'habitants et de certains artistes, en ce début d'année 2015.

Si l'on s'en tient pour l'instant à la mise en récit, mais dont le passage à l'écrit n'est finalement qu'une forme parmi d'autres, il faut insister sur la place singulière du chercheur qui, par ses interpellations, ses tentatives de reformulation, ses contributions, orales et écrites, participe à la formalisation des contours et traits du commun. Il est aussi poussé par une recherche de mise en cohérence du processus dans lequel il est impliqué. Non pas pour en gommer les aspérités, mais parce que ce qui légitime aussi sa présence c'est sa possible contribution à la trame publique du processus, aux productions de la société civile susceptibles de ressourcer l'action publique. L'implication du chercheur auprès des collectifs engagés dans la réflexion suppose qu'il réfléchisse la nature et les formes de ses attachements (Callon, 1999). Il ne suffit probablement pas, comme le signale A. Caillé (1999), d'identifier des collectifs réflexifs, il faut aussi probablement penser auprès de quels collectifs et avec quelle langue cette réflexivité partagée peut être activée et faire réellement cause commune. Certes comme le rappelle A. Caillé, « *en mettant en jeu sa propre normativité, le sociologue tente d'appréhender l'écart de la société à sa rationalité axiologique, aux valeurs qu'elle professe ou doit professer* » (car) « *il existe une dimension heuristique et cognitive de l'utopie et de l'idéalisme* » (Caillé, 1999). Et certes les contributions du chercheur auprès des collectifs s'inscrivent dans cette grammaire de la recherche car c'est ce qui lui permet de tenir les différentes exigences épistémiques d'une sociologie de l'implication



Mais jusqu'à quel point ces mises en récit, soutenues par une capacité d'énonciation et de formalisation, parviennent-elles à réduire les éventuels décalages entre la réalité d'un collectif et ses idéaux ? Il y a lieu, nous semble-t-il, de produire dans le cadre de ce type de recherche une réflexion critique, probablement en parallèle des processus, sur ce qu'une sociologie critique et impliquée fait aussi au commun. Comment et jusqu'à quel point peut-elle agir le commun? Qu'est ce qui est réellement engagé dans cette capacité performatrice de l'action par le récit? Jusqu'où le chercheur s'implique-t-il ou s'engage-t-il ?

*Une mise en récit politique ? Implication ou engagement dans l'acteur-chercheur collectif*

Revenons à notre récit. Il donne à voir des étapes non abouties d'une réflexion collective engagée autour d'une typologie sensible des espaces publics (comme contrepoint aux cartographies des aménageurs) et d'une mobilisation limitée à un cercle d'initiés autour d'un événement qui était supposé « envoyer un signal sur l'espace public ». A contrario il réaffirme au début de l'automne l'enjeu de clarification de la trame publique de la démarche autour d'une triple proposition : l'élargissement du collectif Courrouze AA à neuf entités, l'installation d'ateliers publics autour de propositions artistiques et culturelles pour faire expérience commune sur l'espace public, l'organisation régulière d'une assemblée publique pour poursuivre le travail de publicisation et de mise en débat avec les institutions. Dans cette deuxième étape, le travail d'interpellation et de proposition des chercheurs a été essentiel et pourrait donner à voir une relative cohérence programmatique... Pour autant il convient de noter que ce récit est aussi en trompe-l'œil car les acteurs ont été sur cette période tentés de minorer la faiblesse de la précédente mobilisation et de relancer des propositions artistiques sur l'espace public comme dans la première phase du conventionnement. Aussi l'orientation retenue de l'élargissement du collectif ne résistera-t-elle pas très longtemps. Les initiateurs gardent peu ou prou la main sur le processus organisationnel et, dans un contexte de renouvellement de la convention trisannuelle avec l'aménageur, se réinscrivent dans une stratégie de programmation artistique dont ils avaient dénoncé précédemment l'aporie. Cette situation, perçue comme très paradoxale par l'association d'habitants et les chercheurs qui ont rejoint Courrouze AA, provoquera au final leur départ.

Il ne s'agit pas pour autant de nous livrer ici à une sociologie du dévoilement (qui pointerait par exemple les prétendues incohérences des acteurs) et qui serait contraire aux orientations qui nous incitent à nous agréger à ces collectifs. Mais plutôt de nous interroger sur la tension normative qui peut pousser le sociologue à confondre vision et visée parce que peut-être précisément il a basculé, d'une certaine façon, d'une sociologie de l'implication à une sociologie de l'engagement sans en avoir pris probablement toute la mesure. Les acteurs eux ne s'y sont pas trompés qui nous ont proposé à l'automne 2014 d'intégrer explicitement le groupe des 9. Certes il s'agit ici d'engagement au sens probablement faible du terme (Thoenig, 1999), mais qui positionne néanmoins le sociologue sur l'espace public au sein des fabriques citoyennes du politique. Ce basculement ne nous paraît pas en soi contraire à notre métier tel que nous le concevons dans la mesure où, à la suite d'Alain Caillé (1999), cet engagement reste bien, dans notre orientation, déterminé par notre situation de sociologue et les exigences épistémiques mais aussi éthiques et politiques auxquelles nous l'associons.

C'est plutôt sur un autre registre que nous avons envie de porter le questionnement : dans quelle mesure et jusqu'à quel point l'énonciation, même collective, de la trame publique du commun fait-elle récit politique pour les membres du collectif? Si le récit fonctionne comme un intercesseur, pour reprendre les termes de P. Nicolas-Le Strat, est-il pour autant investi par les acteurs et jusqu'à quel point? Formulé de façon plus triviale : pourquoi des acteurs ayant partagé a priori une même vision du commun ne parviennent-ils pas à en faire une dimension structurante de leurs pratiques et orientations d'action au sein du collectif? Ou encore notre interrogation peut se reformuler comme suit : tout se passe comme si les expériences et épreuves individuelles restaient plus puissantes que le récit politique, même lorsqu'il est déplié et déployé dans un registre d'interactions. Ces constats rejoignent d'une certaine façon ceux de P. Nicolas-Le Strat, qui constate la difficulté de faire le récit politique d'une expérience : « *L'énonciation politique ne se pose plus en préalable de l'action mais se conçoit comme un moment parmi d'autres, plus ou moins revendiqué, plus ou moins investi* ». Certes le chercheur contribue à sa co-élaboration en mobilisant, comme le suggère A. Caillé (1999), non pas un savoir sociologique en extériorité, mais plutôt un savoir qu'il qualifie de combinatoire, c'est à dire « *un savoir qui énonce les conditions de*

*compossibilité des discours et savoirs et qui tente d'instaurer entre eux un espace de traduction généralisé ».*

Cet objectif, dans le cadre d'une recherche-action coopérative, résonne plus particulièrement. Mais il faut aussi admettre que son effectivité reste soumise aux pluralités des logiques d'action des acteurs : leur inscription dans cette mise en récit, à laquelle ils ont certes largement contribué et à laquelle ils adhèrent d'une certaine façon, reste néanmoins inégalement intériorisée, comme si la pluralité des vécus (associatifs, professionnels, esthétiques...) en offrait au final une diversité d'interprétations singulières. Elle a pu ainsi s'exprimer dans le cadre de Courrouze AA autour de l'activation d'oppositions entre action et réflexion, entre habitants et professionnels (de la culture, de l'art...).

Cette situation, particulièrement clivée dans le cadre de Courrouze AA, nous amène ainsi à réfléchir à la fonction contemporaine du récit dans les mobilisations citoyennes qui ne se perçoivent pas nécessairement comme étant du registre politique. Dans un contexte de disparition des grands récits, c'est un enjeu pour la recherche que de s'impliquer dans les fabriques contemporaines du politique, c'est-à-dire d'être associée aux cheminements réflexifs d'acteurs dans leurs bricolages et tâtonnements expérimentaux mais aussi dans la recherche de reconnaissance publique de leurs orientations d'action. Et pour autant force est de constater les possibles limites contemporaines de la fonction du récit dans l'institution du commun.

D'un côté on peut considérer que le récit a une triple fonction : vérifier et affirmer la consistance publique de la démarche, travailler à la reconnaissance par les institutions de la trame publique du processus et développer la capacité agrégative auprès de nouveaux membres. De l'autre, force est de constater, que parce que la mise en récit n'a pas la solidité et la consistance des grands récits, elle peut éprouver une difficulté à trouver toute sa légitimité auprès des acteurs qui peuvent se penser avant tout tournés vers l'action et qui conservent une pluralité d'interprétations. Il y a donc un enjeu pour la recherche à multiplier les compositions et propositions, à investir aussi la question de l'action pour dépasser l'activation de schémas d'opposition, comme cela nous sera exprimé au moment de l'organisation d'un événement.

**2-3-2 Tensions identitaires au sein de l'acteur- chercheur collectif : artistes, architectes, chercheurs, habitants... tous chercheurs ?**

Dans le cadre de la sociologie de l'action à laquelle nous nous référons, agir le commun suppose une posture et un positionnement du chercheur en vigilance sur une recherche d'égalisation des positions. Nous avons expliqué précédemment combien cette orientation nous paraissait en profonde cohérence avec la volonté de transformation des rapports sociaux qui anime nombre de collectifs. Ce postulat éthico-politique de l'égalité des intelligences mérite cependant d'être débattu, non pas tant sur son axiome, auquel nous adhérons pleinement, que sur sa réception au sein des collectifs.

En effet dans quelle mesure cette orientation traverse-t-elle également les membres du collectif ? Jusqu'à quel point la dimension collective de la réflexion est-elle finalement partagée ? Les acteurs sont-ils réellement prêts à faire le pari d'une réflexivité partagée (et jusqu'à quel point) et à conduire des enquêtes publiques au sens de J. Dewey ou bien la dimension visionnaire du commun continue-t-elle d'une certaine façon de prévaloir ? Que nous apprennent les affirmations identitaires, voire les revendications d'expertise qui ont effectivement surgi dans le collectif et contrarié sa dynamique ? Jusqu'à quel point l'écriture collective du récit, qui maille sa reconnaissance publique, n'a-t-elle pas au final minoré les résistances à l'éthique de l'égalité des intelligences ? Cette dernière n'était-elle pas surtout portée au final par des chercheurs à la recherche aussi d'une forme d'idéaltype de la recherche coopérative ? Comment, a contrario, intégrer dans cette approche les phénomènes de leadership, d'intérêt et de pouvoir, comment aussi travailler dans les collectifs cette question des identités plutôt que de postuler a priori l'existence d'une dynamique vertueuse ?

*Composer avec l'incertitude des attachements*

La rencontre avec les collectifs dans la recherche-action coopérative est essentielle car il s'y éprouve dans un premier temps la dimension plus ou moins partagée des horizons normatif, éthique et politique dans lesquels se situe le collectif. Nous avons ainsi narré précédemment les épreuves et parfois les déconvenues auxquelles nous avons pu être

confrontés dans cette autre grammaire de la recherche : temporalité décalée de la réflexivité (l'association Tout Atout), fermeture relative de collectifs contrastant d'ailleurs avec le souhait d'agrégation d'un nombre d'acteurs important (comme dans le cadre de l'UFO)... Nous constatons aussi que des collectifs réflexifs, y compris lorsqu'ils sont a priori porteurs d'idéaux démocratiques, n'ont pas pour autant l'envie et le souhait d'ouvrir leurs scènes de discussion à la recherche-action, même sous la forme du plein air. Il ne s'agit donc pas seulement de se demander avec quels collectifs réflexifs le chercheur est prêt à s'attacher (Callon, 1999), mais aussi quels collectifs sont prêts à cette ouverture. La question du libre choix réciproque est aussi une des conséquences, moins mentionnée, de cette démocratisation de la science que d'aucuns appellent de leurs vœux. Elle place de facto le chercheur dans une forme d'incertitude qu'il convient d'assumer mais aussi de réfléchir en permanence tout à la fois quant sa place mais aussi quant à l'issue de ces associations avec la société civile.

Les recherches-actions ont fait couler beaucoup d'encre sur des questions épistémiques et épistémologiques mais, au final, l'espace des pratiques reste assez peu déroulé et commenté. L'expérience partagée avec le collectif Courrouze AA durant l'année 2014 permet ainsi de soulever certains problèmes auxquels est possiblement confronté le LASRAC dans sa pratique du plein air. Le positionnement en coopération adopté soulève en effet de nombreuses questions. Il postule un idéal de recherche d'égalisation des positions et donc d'atténuation de certaines dimensions identitaires qui caractérisent par ailleurs les membres de l'acteur-chercheur collectif : l'agir en commun augurerait l'exploration de positions et positionnements distancés des attaches institutionnelles et/ou professionnelles de ses membres. Symétriquement il pose donc aussi que le chercheur est animé par un idéal de l'agir en société, mais jusqu'à quel point parvient-il à l'explicitier et/ou à le partager avec les acteurs sans pour autant imposer sa vision? Quelle place et position tenir lorsqu'émergent des scènes de désaccords? A partir de quels moments le chercheur peut-il être conduit à quitter les collectifs?

#### *L'atténuation des identités dans l'acteur-chercheur collectif*

La critique artiste, par distinction avec la critique sociale (Boltanski et Chiapello, 1999), caractérise bon nombre de démarches d'innovations sociales portées par des collectifs. Elles sont ainsi plus particulièrement animées par la recherche d'expériences sensibles

susceptibles de bouleverser les habitudes et fortement stimulées par la référence à la créativité. Nous avons ainsi pu relever combien la transitivity sociale de la culture et de l'art est activée dans les trajectoires individuelles (où elle est un levier singulier à la transgression) et/ou dans les orientations mêmes des collectifs (Souchard, 2014). Ainsi, par certains aspects, le collectif Courrouze AA est-il assez prototypique de ces communs qui mobilisent le support artistique comme levier de mobilisation sociale tout en développant en parallèle une critique argumentée d'orientations institutionnelles sur lesquelles ils entendent à terme peser. Pour autant ce collectif n'échappe pas à une des apories contemporaines de l'art, y compris lorsqu'il est désigné comme engagé, participatif, au sens où il se maintient une certaine primauté des formes artistiques, leur conférant ainsi une dimension quasi ésotérique. Celles-ci courent aussi le risque d'être perçues a priori pour leur fonction récréative d'animation de l'espace public auprès des acteurs institutionnels. Le collectif était d'une certaine façon dans cette impasse au moment de notre rencontre. Si donc les acteurs du collectif fondateur sont artistes ou ont développé eux-mêmes une grande proximité avec les milieux de l'art et de la culture (directeur de MJC, programmatrice de spectacles), ces identités paraissent minorées par leur envie d'infléchir l'action publique par le développement d'une réflexion qui conteste la prééminence mais surtout le fonctionnalisme de la pensée des aménageurs sur l'espace public.

Une double revendication anime ce collectif : peser sur l'action publique mais parallèlement ne pas s'enfermer dans une pratique instituée qui circonscrirait sa marge de manœuvre. Aussi se refusent-ils par exemple à être force de proposition dans le débat public sur la participation habitante, véritable serpent de mer pour les aménageurs, alors qu'ils revendiquent d'être acteurs de mobilisation sociale pour publiciser, par des pratiques artistiques sensibles, des espaces appropriables sur le territoire en construction. Courrouze AA privilégie a contrario les bricolages, tâtonnements, incertitudes à l'instar d'autres micro-espaces publics de coopération qui œuvrent sur les territoires. L'informalité, l'interconnaissance, la personnalisation des rapports sociaux sont fortement privilégiées et contournent d'une certaine façon les possibles enfermements institutionnels, au sein du collectif mais aussi dans les liens développés avec les autres acteurs. Ainsi le directeur de la MJC, s'il a fait valider son implication par son CA, revendique le caractère expérimental et incertain de la démarche. La chargée de mission à la programmation artistique dans un équipement culturel conçoit davantage sa place comme un de ses nombreux engagements

associatifs, et l'artiste revendique d'y être davantage en son nom propre qu'au titre de sa compagnie.

Cette atténuation des identités professionnelles et/ou institutionnelles soutient donc a priori une dynamique propice tout à la fois à l'innovation sociale et à l'émergence d'un chercheur collectif, c'est-à-dire un regroupement d'acteurs prioritairement réunis autour de cette envie de se mettre en recherche collectivement, transcendant ainsi partiellement leurs identités professionnelles en investissant des questions publiques au-delà des délimitations habituelles de leurs sphères de compétence. On peut donc considérer que cette orientation n'est pas seulement le propre des acteurs initiateurs de la démarche, mais qu'elle justifie d'une certaine façon l'agrégation des chercheurs mais aussi d'autres acteurs en recherche qui vont s'associer dans un second temps au collectif : c'est le cas sur la Courrouze de jeunes architectes « alternatifs » et qui ont expérimenté une rencontre singulière avec les habitants en co-produisant un mobilier urbain de plein air, d'une association d'habitants qui revendique l'expérimentation sur l'espace public, mais aussi d'artistes résidant sur le territoire et qui investissent l'espace public dans leurs pratiques. L'interconnaissance, la proximité de ces différentes personnes autour de différentes scènes culturelles, artistiques, associatives sur ce nouveau quartier constituaient a priori un contexte favorable à une fluidification des positions et à une circulation des idées.

#### *Recherche en coopération et pratiques de leadership*

La coopération entre acteurs est une autre des dimensions centrales des communs (Dardot, Laval, 2014) et, en même temps, nous rejoignons Klein, Laville et Moulaert (2014) dans leur constat d'une tension singulière entre le mouvement d'approfondissement de la démocratie que portent les dynamiques d'innovations sociales et les phénomènes de leadership repérés. Ces derniers ne constituent pas aujourd'hui un accident mais bien un moteur singulier de ces micro-espaces publics de coopération. En cela ils s'inscrivent dans les rapports sociaux contemporains marqués par la place singulière du sujet, la forte personnalisation des expériences, le caractère localisé des expérimentations sociales et leur faible inscription dans des dynamiques sociales ou fédératives plus larges (Soucard, 2013 et 2014). Ceci constitue manifestement une source d'initiatives, une condition de réussite et en même temps une source de fragilité et fréquemment de problèmes de démocratie interne. Le collectif Corrouze AA n'échappe pas à ce descriptif des micro-espaces publics de

coopération. Il n'en constitue pas moins une source d'interpellation pour des chercheurs qui se revendiquent de la recherche-action coopérative.

Ainsi, sans nouvelle du collectif en septembre 2014 et alors que la fin du premier semestre avait donné à voir le caractère atone de la démarche engagée, nous avons pris l'initiative d'une rencontre. Le collectif est alors pris dans un doute quant à l'opportunité de poursuivre l'approfondissement de la trame publique de sa démarche et privilégie plutôt de reprendre une logique de programmation susceptible de l'inscrire dans un conventionnement et de renouer avec les actions. Les acteurs sont d'autant plus prédisposés à ce dernier axe qu'il correspond à leur professionnalité, voire à des financements de leurs contributions. A contrario, nous leur soumettrons un bilan critique susceptible d'expliquer l'évolution de la dynamique. Il donnera lieu à une évolution du collectif (passage de 3 à 9) et à une nouvelle organisation susceptible de clarifier les engagements des uns et des autres (groupe des 9, ateliers publiques, assemblée publique ; cf. « Ce qui s'écrit »). Cependant les questions de gouvernance au sein de Courrouze AA (à 9) surgiront rapidement car elles restent insuffisamment réfléchies au sein du collectif qui oscille entre informalité et leadership implicite d'un de ses membres. Elles posent au chercheur impliqué dans ces dynamiques de nombreuses questions sur la nature non plus seulement de ses contributions mais de ses interpellations.

Quelle position adopter lorsque manifestement ces questions de démocratie interne par exemple deviennent trop saillantes ? Comment et jusqu'à quels points nos attachements à ces collectifs nous autorisent-ils par exemple à suggérer des modalités de gouvernance qui tempèrent les phénomènes de leadership lorsqu'ils mettent en péril la dynamique du collectif, mais tout en composant avec eux, puisqu'ils en constituent manifestement une ressource singulière ? Comment penser des contributions sociologiques qui activent la démocratie interne sans pour autant ostraciser certaines pratiques repérées ?

Certes, les connaissances produites dans l'action restent des savoirs en transaction (Uhalde, 2008) et il ne s'agit pas ici d'opposer le savoir scientifique (ou celui perçu comme tel) aux savoirs des acteurs. Mais quelles capacités d'interpellation peut et/ou doit conserver le sociologue dans ce type de démarche ? Le sociologue peut aussi être conduit à s'affirmer non plus seulement comme un contributeur (produisant synthèse et mettant à disposition certaines de ses compétences) mais davantage comme un tiers réellement engagé dans une



situation sociale, assumant publiquement son implication mais aussi une forme de distance. De ce point de vue il nous semble que la figure de la médiation contributive critique développée par M. Uhalde (2008) prend ici tout son sens : il s'agit en effet d'un positionnement assumé par le chercheur « *fait d'engagement en valeur, de prise de responsabilité personnelle et de confrontation au risque de l'erreur* ». La posture de médiation vise en effet dans cette orientation à créer et animer les conditions d'un espace de socialisation des expériences individuelles. A nouveau, il nous apparaît que la frontière entre engagement et implication est particulièrement ténue dans ces moments de l'expérience d'une sociologie de l'action. Les conversions de l'activité scientifique à une activité propre au champ éthico-politique ne sont pas si clairement identifiables que le suggère A. Caillé (1999). Elles supposent une grande rigueur dans la lecture réflexive des processus dans lesquels le chercheur se trouve engagé. Le développement de pratiques d'écriture systématisées, sur la modalité du journal de bord, en parallèle aux dynamiques des communs nous paraît assez incontournable pour conduire également en permanence une forme d'auto-analyse de ce qui se déroule, de l'évolution éventuelle de nos positionnements...

### *Tensions et affirmation identitaire*

L'émergence de désaccords et de tensions est d'une certaine façon constitutive de ces dynamiques expérientielles faites de tâtonnements, de bricolage, d'hésitations sur la voie des communs. Innover suppose une prise de risque assumée dans l'action mais aussi l'installation de scènes de débat, de discussion. Pour autant, la question de la place des uns et des autres dans les situations de crise est un moment d'interpellation singulier pour le commun. La dynamique de coopération peut s'en trouver rapidement altérée d'autant qu'elle est constituée de dimensions objectives mais aussi subjectives, voire affectives.

Ainsi la situation de crise (autour de la gouvernance, des orientations d'action au début de l'année 2015) a donné à voir la pluralité des logiques d'action et des intérêts des uns et des autres. Elle a conduit à la réaffirmation de dimensions identitaires, contrariant fortement la pertinence d'un espace réflexif au sein du collectif et provoquant au final le départ des chercheurs et de certains acteurs. Il ne s'agit pas ici de dénouer la trame de tensions qui ont surgi et activé des oppositions entre action et réflexion, professionnel de l'art, de la programmation et des supposés profanes. Nous souhaitons plutôt revenir sur le

positionnement des chercheurs dans ces moments de crise où ils sont eux-mêmes conduits à prendre position, c'est-à-dire à affirmer davantage le sens de certaines orientations d'actions en cohérence avec leur implication dans ces collectifs. Mais à l'issue de cette expérience, nombre de questions se posent : comment les chercheurs parviennent-ils ou non à l'explicitier et/ou le partager avec les acteurs sans pour autant imposer leur vision ? Quelle place et position tenir lorsqu'émergent des désaccords ? Comment et sous quelle forme préserver une capacité d'interpellation en cohérence avec notre posture contributive ? Enfin, à partir de quels moments les chercheurs peuvent-ils être conduits à quitter les collectifs ?

M. Callon reste très allusif sur la rupture de la dynamique d'attachement/détachement lorsqu'il signale que la seule position consisterait à « *aller vers les acteurs qui se donnent pour raison d'être ce travail de détachement et d'attachement, s'attacher à eux pour faciliter leur détachement et s'en détacher quand ils sont pris dans leurs nouveaux attachements, telle me semble être la seule morale à suivre* » (1999, p. 77). Il paraît pourtant nécessaire sur ces questions d'approfondir la réflexion et de consolider des postures.

### **2-3-3 Prolonger les enquêtes du public : l'expérimentation d'outils et de dispositifs coopératifs au sein de l'acteur-chercheur collectif**

#### *Les enquêtes du public dans le commun : pratiques et significations*

Comment les chercheurs professionnels s'inscrivent-ils dans le commun ? Quelles peuvent être leurs contributions ? Certaines sociologies de l'action peuvent produire des synthèses théoriques, des travaux d'enquête spécifiques, voire dérouler leur recherche en faisant le pari du plein air. Les fabriques que nous avons initiées n'ont pas exploré cette voie. Il s'agit dans notre orientation de contribuer au caractère fécond du débat et des productions sociales du commun au sein d'un chercheur collectif, c'est-à-dire d'un espace de mise en recherche collectif. Cette orientation nous éloigne a priori des canons méthodologiques des sciences sociales en positionnant nos contributions comme inscrites avant tout dans l'actualité des communs. Nous les avons situées comme de possibles catalyseurs (parmi d'autres) de la réflexivité. Les compétences de sociologue, car c'est bien ainsi que nous les nommons, y compris lorsqu'elles s'inscrivent dans des interactions ordinaires, activent différents registres qui sont étroitement associés à des pratiques maîtrisées par le sociologue (Thoenig, 1999) : capacité à rebondir, mettre en

tension, synthétiser, formaliser, enquêter... Ces fabriques ne ressortent pas a priori d'un territoire circonscrit mais gagnent à être développées, hybridées, recomposées, imaginées pour soutenir de féconds dialogues entre réflexion et action en fonction des préoccupations et recherches du commun. Il n'y a pas pour autant abandon du capital méthodologique des sciences sociales, et entre autres de la capacité de distanciation qui doit trouver là de nouvelles modalités d'activation. Mais il y a un enjeu à le reconsidérer, à l'interpréter et à l'ouvrir dans ces laboratoires de la démocratie et de la transformation sociale qui nous attachent à ces communs.

Selon J. Dewey, la démocratie est un processus qui est en perpétuel mouvement et dont la vision ne peut se réduire à une incarnation institutionnelle. Ainsi il souligne l'importance des expériences citoyennes, des problèmes qu'elles construisent et qui témoignent de la plus ou moins grande vivacité de l'esprit public. Dans ce cadre d'analyse, les expériences des acteurs mais aussi leur amplification collective via des expérimentations sont qualifiées « d'enquête ». En effet, *« ce que Dewey a appelé « logique » de l'enquête ne correspond pas à une méthode déconnectée des situations sociales où elle est mobilisée, ou des objets particuliers sur lesquels elle porte. Elle est toujours reliée aux effets concrets de sa propre mise en œuvre »* (Zask, 2005, p.33). Si nous transposons cette orientation d'analyse à Courrouze AA, nous pouvons considérer que des enquêtes sont stimulées par la conscience assez partagée au sein du collectif, mais aussi au-delà, de la dimension de laboratoire social urbain de ce nouveau quartier rennais. A contrario d'ailleurs est aussi fréquemment dénoncé le risque d'un lieu vitrine. Le design urbain se décline en effet sous des formes contrastées, non réductibles désormais à la dimension architecturale, mais intègre de plus en plus des qualités sociales (design social et art), environnementales (label)...

Les propositions artistiques ont constitué la première matière des enquêtes du collectif, qui était convaincu de l'intérêt de multiplier des formes sensibles sur l'espace public pour libérer l'imaginaire, favoriser précocement des appropriations et tenter ainsi de limiter les dérives du fonctionnalisme urbain. Cette matière, qui renvoie aussi au champ expérientiel des initiateurs de la démarche, constitue l'une des formes d'exploration du collectif. Il avait été demandé dans un premier temps à des chercheurs de proposer en parallèle leur lecture sur la nature de cette production sociale. D'une certaine façon à

l'issue de l'été 2013, deux enquêtes distinctes ont été conduites, celle des acteurs autour de la production d'événementiels et celle des chercheurs, témoins et observateurs distanciés, à travers une note écrite (qui au vu de sa dimension critique restera assez confidentielle). Mais on peut aussi considérer qu'en parallèle d'autres collectifs ont associé à leurs pratiques, en tant qu'architectes (le Bureau Cosmique) ou qu'association d'habitants (Courrouz'if), des enquêtes, explorant ainsi des possibilités d'activation de l'esprit public de certains lieux : les anciennes cartoucheries pour le premier, le bas de leurs bâtiments résidentiels pour les autres.

C'est à l'issue de cette première phase que les chercheurs du LASRAC, qui se sont alors associés au collectif initiateur, ont pu explorer leurs possibles contributions. Dans le cadre de l'orientation critique et contributive qui nous anime, la recherche de symétrie de position nous a incités à rompre avec le modèle de la rupture épistémologique et de la neutralité axiologique. Elle nous conduit de ce fait à nous dégager de la pratique de recherche courante qui construit en « objet d'étude » et « terrain d'enquête » les acteurs et les lieux. Il ne s'agit donc pas tant pour nous d'analyser une situation pour la constituer en objet d'étude que de réfléchir avec les acteurs à nos possibles contributions afin de prolonger leurs enquêtes.

Ce positionnement, singulier dans les pratiques contemporaines de la recherche, conduit à l'exploration d'une diversité de modalités dont nous avons expérimenté certaines facettes à l'occasion de ce programme et autour desquelles nous proposons une première synthèse de nos réflexions. Elles reposent sur des politiques d'écriture diversifiées et de restitution orale mais davantage comme propositions de matière à rebond soumises au débat et à la controverse qu'en véritables surplombantes ; elles prennent de la distance avec une sociologie d'intervention, souvent animatrice de dynamiques sociales, tout en essayant de soutenir cette capacité chez les acteurs ; enfin elles se donnent pour visée d'encourager aussi la puissance d'agir de ces derniers en co-élaborant des processus d'exploration par des enquêtes immergées dans une visée de coopération. Il y a en effet un enjeu pour le chercheur à réfléchir à des contributions qui s'inscrivent dans ce mouvement d'expérimentation et de production sociale en déployant, socialisant et hybridant des dispositifs. C'est à ces conditions que le prolongement et le renforcement des enquêtes du public participant réellement au

pouvoir constituant propre aux démarches d'expérimentation qu'envisage P. Nicolas-Le Strat, 2014).

*Les fabriques en mouvement des sociologues*

Le chercheur, dont on a vu qu'il doit longuement négocier sa place, est amené à s'inscrire dans des registres qui ne dissocient pas clairement réflexion et action. Il faut donc noter la complexité d'une posture où les attendus à l'égard du chercheur peuvent évoluer. Ils relèvent tout à la fois d'une forme de distance, de contributions spécifiques et en même temps d'une compréhension, d'une implication, d'une forme d'adhésion aux idéaux de transformation sociale portés par les acteurs. Cette différenciation entre attachement et implication, pour reprendre les termes de M. Callon (1999), n'est donc pas si simple à tenir. C'est une posture qui s'élabore aussi dans le bricolage et le tâtonnement des interactions. Inscrit dans l'ordinaire des réunions réflexives des collectifs, où priment le débat et une prise de parole assez libre, le chercheur prend part aux discussions et, en même temps, il est amené à considérer la singularité de ses contributions, sans pouvoir ici se retrancher derrière la démarche réputée objectivante de terrain.

A l'issue de ce projet, nous pouvons considérer la complexité de ce positionnement d'abord à travers la diversité des scènes où des contributions ont été possiblement proposées et/ou sollicitées. Ainsi si l'entrée en coopération de chercheurs a pour toile de fond un collectif initiateur réduit à 3 personnes, l'impulsion d'ateliers publics, l'extension du collectif à neuf entités<sup>7</sup>, ses interpellations et finalement sa sollicitation comme animateur d'une crise ont été à l'origine d'une diversité de configurations où les postures des sociologues doivent être régulièrement réfléchies, clarifiées mais aussi réagencées.

Le premier positionnement que nous pouvons mentionner relève d'une implication dans les débats ordinaires du collectif initiateur : nous entendons par là que nos interventions s'inscrivent dans l'ordinaire des conversations qui réunissent le collectif dans un

---

<sup>7</sup> Une certaine ambiguïté a caractérisé ce groupe des 9 : dans certains cas ce sont des structures comme le LASRAC, l'association Courrouz'if, le Bureau Cosmique... qui se sont associées, dans d'autres cas de figure ce sont davantage des individus.

moment de réflexion sur les modalités d'affirmation de la trame publique du commun. Nous mettons à l'épreuve dans ces moments nos capacités à rebondir, à reformuler, à prolonger ou faire préciser la pensée des uns et des autres. Il nous faut trouver dans ces moments un langage commun qui facilite la dimension collective et coopérative et donc évite l'imposition d'un langage académique. L'exposition du sociologue y est particulièrement forte puisqu'il ne peut pas se retrancher derrière une quelconque expertise.

Un des objectifs du collectif a consisté non seulement à réfléchir les actions qu'il a initiées mais aussi la façon dont il va pouvoir peser sur le débat public en impliquant des acteurs institutionnels et privés mandatés pour construire la ville. Cette extension soulève beaucoup de questions au sein du collectif : sur la légitimité du groupe à porter ce questionnement, sur les manières de s'y prendre (préserver l'informalité), sur les personnes qu'il souhaite agréger (des individus, des institutions...), sur sa capacité à hybrider les réflexions et à subvertir ainsi les institutions. Ces discussions, auxquelles prennent part les chercheurs, les conduisent aussi à faire évoluer leurs contributions au sein de ces assemblées publiques initiées par le collectif : participation, observation et restitution des questionnements, mises en tension qui ont émergé dans les ateliers publics constituent alors la matière de nos enquêtes de plein air. Il convient dans ces moments d'exposition publique de bien situer ce qui justifie notre association avec le collectif initiateur (et non pas du côté des initiateurs) afin de définir nos possibles apports au sein des ateliers. Ils prendront la forme de productions écrites et orales afin de « rendre-compte » de lignes de tension, de basculements dans les argumentaires, de concepts d'action produits par les acteurs. Nous impulserons également une réflexion au sein du commun sur les enjeux de l'animation des ateliers alors que les débats paraissent, un temps, stérilisés par les cultures institutionnelles et professionnelles. Nous avons été vigilants pour autant à ne pas nous substituer aux fondateurs dans les pratiques de compte-rendu, d'animation... car nous estimons que les acteurs doivent garder la maîtrise de leur projet de transformation des rapports sociaux.

L'élargissement du collectif à neuf entités, dont le LASRAC (représenté par 2 chercheurs), constitue une autre étape assez sensible du processus : les chercheurs, sollicités, acceptent de s'engager auprès des acteurs dans ce commun. C'est autour de la

mise en place d'actions sur l'espace public que de nouvelles formes d'interpellation/proposition auraient pu émerger de la part des chercheurs : par exemple de soutenir le commun par un travail d'ethnographie communautaire. Mais ce moment, nous l'avons vu, a correspondu à l'activation d'oppositions entre experts supposés de l'art (comme vision pour et sur la société, de la programmation artistique...) et profanes supposés (habitants, chercheurs...).

Outre le fait de penser, d'imaginer des dispositifs contributifs pertinents, le chercheur doit donc en parallèle réfléchir sur le sens des transformations des collectifs et sur sa place. Il lui faut être plus particulièrement vigilant pour travailler en permanence la distanciation dans l'implication. Alors que dans certaines sociologies d'intervention des formes d'auto-analyse du groupe et/ou de ses membres peuvent être proposées par les chercheurs, il nous apparaît ici que cet enjeu est surtout extrêmement fort pour ces derniers, qui doivent réfléchir l'évolution éventuelle de leur place, de leur positionnement et de leur contribution. De ce point de vue, la tenue d'un journal de bord, tout à la fois pour conserver des traces étayées de ce qui se donne à voir et à entendre, mais aussi pour réfléchir régulièrement à ce qui nous arrive au sein de ces collectifs nous paraît essentielle. De la même façon qu'il nous paraît important d'envisager notre présence et nos contributions en binôme afin de soutenir la capacité de distanciation et de lecture partagée des transformations dans lesquelles nous sommes d'une certaine façon également pris. Dans certaines sociologies d'intervention, elle pouvait se traduire par une répartition des rôles mais qui s'est plutôt estompée avec le temps, comme au CADIS, où les pratiques d'alternance, mais aussi d'atténuation des positions (interprète ou analyste) en privilégiant retrait et écoute, paraissent désormais prévaloir (Cousin, Rui, 1999).

Dans la recherche-action coopérative à laquelle nous nous référerons, l'enjeu n'est pas tant de figer une méthodologie mais plutôt d'enraciner une posture et un positionnement inévitablement associés au capital d'interrogations qu'ils portent en germe. Ils doivent ainsi nous aider à réfléchir de façon assez constante nos formes et modalités contributives. Elles peuvent certes activer des réflexes et outils de la sociologie mais aussi faire preuve de créativité en fonction des situations. Les chercheurs sont donc amenés dans ce type de recherche-action à se questionner

fréquemment sur les transformations des collectifs et leurs projets, les défis auxquels ils sont confrontés mais aussi sur la nature évolutive de leurs contributions et leur réception auprès des acteurs. Ces démarches peuvent aussi conduire le chercheur à s'engager par la suite dans l'acquisition de compétences complémentaires parce qu'elles paraissent assez essentielles aux dynamiques des communs, comme des compétences d'animation.

Ces fabriques en mouvement du sociologue restent donc aussi des fabriques incertaines. Ce sont des postures, des propositions davantage proches par certains aspects du tâtonnement et du bricolage expérimental. Non pas que nous considérons que le collectif des acteurs serait notre laboratoire, mais dans la mesure où nous estimons dans ce type d'aventure qu'il paraît extrêmement délicat de ne pas composer avec la texture sociale des collectifs. Les propositions qui suivent ne constituent donc pas des prêts à penser méthodologiques. En effet, dans ce cadre, il apparaît tout autant intéressant de saisir conjointement quels dispositifs sont mobilisés, dans quelles orientations de recherche action ils sont proposés et quelle est leur réception auprès des acteurs.

#### *Des politiques d'écriture pour explorer les voies d'une réflexivité partagée*

Dans une synthèse de littérature, Longtin (2010) souligne que nombre de recherche-action participatives restent prisonnières d'une théorisation excessive, d'un langage difficile à partager ou en tout cas en extériorité ce qui constitue autant de facteurs limitant les coopérations avec les communautés. La question des écrits du chercheur engagé dans ces recherches en coopération nous apparaît particulièrement importante à réfléchir à plusieurs titres. Nous avons précédemment interrogé le sens de la mise en récit, comme performance de l'action. Mais nous souhaitons davantage insister dans ce point sur les enjeux de mise en forme et de réflexivité partagée dont l'écriture est porteuse qui nous sont apparus particulièrement saillants dans l'acteur-chercheur collectif Courrouze AA où nous avons fait l'expérience d'une diversité d'écrits.

Certes, nous pouvons à la suite de B. Latour soutenir que la multiplication des écrits pour le chercheur est d'abord une condition même de l'accès à des formes de production de la société qui autrement nous échappent (Latour, 2006). Mais dans ces postures de



coopération, elle est aussi une source et une modalité de la contribution singulière de la recherche et doit donc être réfléchi en fonction d'une différenciation des finalités. La politique des écrits du chercheur engagé dans des recherches coopératives est donc essentielle. A partir des premières expériences déployées dans le cadre de l'installation du LASRAC, nous avons identifié et fait l'expérience de trois types d'écrits qui contribuent à structurer cet espace de coopération entre acteurs et chercheurs.

**Tenir un journal de bord** est un premier impératif de ces démarches coopératives car le chercheur doit trouver des supports tout d'abord à sa propre réflexivité pour pouvoir suivre plusieurs objectifs : proposer ses contributions de chercheur aux acteurs, suivre les transformations du commun, mais aussi parce qu'il n'abandonne pas pour autant toute velléité de faire de la recherche plus académique par ailleurs. Dans des contextes d'échange qui restent très peu formalisés, nous l'avons déjà souligné, écrire est un impératif afin de pouvoir s'imprégner des argumentaires et des dynamiques d'interaction dans lesquelles le chercheur se trouve lui-même pris.

De ce point de vue les analogies avec la démarche ethnographique sont nombreuses. Outil d'objectivation mais aussi support à l'activité de subjectivation, l'écriture d'un journal de bord permet l'accès à une lecture fine des processus sociaux des collectifs et à l'élargissement de leurs cercles de réflexion. Dans une visée ethnographique classique, cet outillage se justifie centralement comme modalité d'accès, négociée avec les acteurs, aux fabriques de la société. Il constitue le support privilégié de constitution des matériaux. C'est l'accumulation de ces notes et verbatim qui permet aux chercheurs de faire émerger de façon plutôt inductive un objet de recherche. Mais, dans le cas de l'acteur-chercheur collectif, ce journal de bord a d'abord et avant tout une finalité contributive : il se justifie et est accepté par les collectifs qui se donnent aussi ainsi à voir parce qu'il est entendu qu'il est le support de contributions orales ou écrites des chercheurs aux discussions qui co-construisent la réflexion sur l'action.

Aussi les chercheurs s'appuient-ils en permanence sur cette première source pour rebondir sur des points de débats : ni trivialité, ni conceptualisation excessive, les propos des chercheurs à l'oral comme à l'écrit conduisent à des interrogations, reformulations, synthèses intermédiaires, voire à des propositions de conceptualisation

mais qui prennent appui sur les concepts en action des acteurs. Il s'agit en effet d'être vigilant à ne pas se substituer à la pensée des acteurs mais au contraire à être en position de nourrir en permanence le dialogue tout en respectant l'orientation de réflexion proposée par le collectif. Cette posture et visée au sein de l'acteur-chercheur collectif n'est probablement pas toujours simple à tenir et, sans vouloir trop nous y attarder, notons qu'il nous apparaît que des tensions peuvent émerger. Les chercheurs en effet ne sont pas pour autant au service des acteurs mais déploient aussi leur contribution auprès de collectifs à partir d'orientations éthiques, intellectuelles et politiques qui précisément les « attachent » à ces derniers mais qui peuvent se trouver interrogées par de nouvelles orientations d'actions.

Cette matière prise dans le vif des échanges a aussi pour fonction d'alimenter deux types d'écrits que nous avons proposés et produits auprès du collectif et/ou des cercles de mobilisation élargie et qui signent la nature de notre engagement dans le collectif. Formes et fond des écrits doivent donc être réfléchis à l'aune de ces configurations relationnelles dans lesquelles les chercheurs se trouvent pris.

**Etablir une correspondance** avec un collectif relève d'abord, on l'a vu, d'une condition d'acceptation au sein de l'acteur-chercheur collectif. Il faut en effet qu'il y ait « correspondance » entre les orientations réflexives des acteurs et les intérêts d'engagement des chercheurs. Cette dynamique s'établit dans un premier temps dans le cadre de rencontres où les acteurs du collectif éprouvent la mise en résonance de leurs orientations réflexives auprès des chercheurs. La production d'écrits, que nous nommons ici correspondances, peut avoir plusieurs finalités. Il peut s'agir de vérifier que les chercheurs ont bien compris et adhèrent aux orientations de réflexion et d'action que développent ces acteurs à la recherche de leviers qui transformeraient les rapports sociaux. Ainsi l'acteur qui détient le leadership du collectif nous demandera un texte qui synthétise une discussion au cours de laquelle ont été déployées précisément les visées du collectif. Il souhaite ainsi concrètement identifier si l'interprétation de notre discussion « correspond » bien à ce qu'il a tenté de nous présenter (cf. annexe 2). Mais les chercheurs peuvent aussi avoir l'initiative de cette correspondance pour signifier leurs apports contributifs et proposer d'étendre la réflexion de l'acteur-chercheur collectif au-delà de la temporalité des rencontres. Ainsi, dans le cadre de nos

nombreuses rencontres avec l'animatrice de l'UFO, nous lui avons fait des propositions de restitution. Outre le fait que bien évidemment ces écrits doivent éviter tout jargonage en privilégiant le rebond sur les concepts d'action des acteurs, ils doivent aussi donner à voir la dimension dialogique de l'acteur-chercheur collectif (ce sont des personnes qui dialoguent sur le sens de l'action) dans un souci de relative symétrie de positionnement et laisser la possibilité d'un retour. Ils peuvent aussi distinguer ce qui relève de la restitution et ce qui relève de réflexions qui se sont poursuivies au-delà du temps de débat (qui peuvent être signalées par une couleur différente). Ces écrits ne sont pas produits systématiquement ensuite dans le cadre de nos échanges au sein de l'acteur-chercheur collectif bien qu'ils puissent faire partie d'une boîte à outil qui pourrait être activée via un site comme le Yeswiki que nous avons projeté d'installer.

**Rendre compte**, à l'extérieur du collectif auprès des cercles de mobilisation des discussions engagées, ressort d'attentes relativement différentes, y compris parce que la question de la publicisation des écrits des chercheurs peut se trouver posée. Un des enjeux des ateliers initiés est bien d'élargir la réflexion et de travailler aussi à la reconnaissance publique de leurs orientations de réflexion et d'action. Les chercheurs sont conduits à expliciter quelle place ils vont occuper dans le cadre des ateliers et quelles contributions visibles ils peuvent apporter. Notre proposition a été celle d'un retour réflexif (à l'oral et sous la forme d'un écrit) que nous avons proposé en début de chaque séance avec l'intention de « rendre compte » de dimensions qui nous apparaissaient rétrospectivement comme structurantes des débats qui s'étaient déroulés précédemment. L'orientation de nos interventions n'a pas été de trancher ou de prendre position (nous ne revendiquons pas ici une position d'expert) dans les débats d'idées mais de nous essayer à une restitution qui pointe les dynamiques ou blocages discursifs. Notre contribution est présentée avant tout comme un support réflexif à la lecture des processus et dynamiques soutenus par le collectif, comme nous sommes conduits à l'expliquer à l'occasion des ateliers de Courrouze AA (cf. annexe 3, un exemple de nos contributions écrites). Il ne s'agit pas non plus de faire en soi un compte-rendu qui se voudrait exhaustif et qui pourrait de façon ambivalente se substituer au travail du collectif. Rendre compte des échanges suppose donc une vigilance particulière pour qu'il n'y ait pas de fermeture de sens afin de ménager des possibilités de réappropriation et de nouveaux questionnements. En même temps ces écrits permettent

une capitalisation singulière pour les acteurs qui peuvent s'y référer. Par leurs mises en mots et en concepts ils donnent forme à des discussions et sont donc probablement soutenant pour la réflexion individuelle et collective des acteurs engagés dans ces dynamiques sociales.

*Investir des pratiques d'éducation populaire pour soutenir le collectif dans ses enquêtes ?*

La question de l'animation s'est trouvée posée à nous et au collectif, plus ou moins directement dans nos pratiques de recherche-action coopérative : que ce soit à travers la question de l'animation du débat public en atelier, les modalités de gouvernance du collectif ou la résolution d'une situation de crise, les fondateurs de Courrouze AA sont apparus singulièrement démunis en la matière et ont été tentés de déléguer cette pratique aux chercheurs ou d'en minimiser les enjeux. Plusieurs questions méritent d'être soulignées à ce stade. Tout d'abord il nous faut convenir que certains communs, par leurs objectifs, sont assez proches de démarches d'éducation populaire, dans leurs objectifs de transformation sociale et de mobilisation habitante (Maurel, 2010). Mais les ressorts qu'ils mobilisent s'en sont parfois éloignés, même lorsque l'on y retrouve des acteurs du champ de l'éducation populaire. D'une certaine façon il y a là possiblement un premier hiatus sur lequel il conviendrait de réfléchir. Il tient en partie à une disjonction partielle entre un champ qui s'est largement institué, des pratiques qui, pour certaines, se sont autonomisées, et la (re) politisation contemporaine de la référence à l'éducation populaire par des collectifs. Ces derniers s'appuient sur la réactualisation de références fondatrices comme celles de Paolo Freire et de Saul Alinski ; ils développent en parallèle problématisation et politisation de leur engagement ; ils explorent de nouveaux supports pédagogiques pour accompagner les démarches qu'ils entendent soutenir ; l'exacerbation de leur propre réflexivité est souvent accompagnée de pratiques qualifiées de recherche-action (Morvan, 2011). Ils développent ainsi une diversité d'orientations susceptible de soutenir des mises en débat, de la réflexivité individuelle et/ou collective en s'efforçant de limiter les asymétries, à l'instar des nouveaux mouvements sociaux analysés par H. Nez (2012).

Ce moment et ces pratiques de l'éducation populaire sont bien sûr une source de réflexion pour la recherche. Mais ils donnent aussi au chercheur en coopération

l'opportunité de réfléchir aux enjeux de l'animation dans les processus de ces micro-espaces publics de coopération. Comprenons nous bien : il ne s'agit pas de proposer en soi aux acteurs un outillage mais plutôt d'investir et partager ce débat sur les enjeux et pratiques d'animation, comme modalité d'approfondissement de leurs enquêtes. Il ne nous paraît pas souhaitable en effet, contrairement à certaines sociologies de l'intervention (Cousin et Rui, 2010), que nous devenions animateurs et donc « révélateurs » du processus de transformation sociale dans lequel les acteurs seraient engagés. Il y a en effet, nous concernant, une conscience aiguë d'un possible paradoxe dans certaines recherches-actions à affirmer d'un côté les individus comme sujets réflexifs et, de l'autre, à prétendre fournir un sens et une explication extérieurs à leurs conduites. Comme le suggère P. Nicolas-Le Strat, « *pour que le collectif ou la communauté gagne en puissance d'agir, il ne suffit pas qu'il progresse sur le plan uniquement réflexif. Il faut aussi désinhiber d'autres facultés : la faculté de composer une situation et de l'investir, la manière d'entrer en relation, la possibilité de jouer avec les espaces et l'architecture* » (2013).

Le collectif Courrouze AA, à l'instar d'autres micro-espaces publics de coopération que nous avons pu observer (Souchard, 2013), conjugue le souhait de l'informalité pour reconstituer des marges d'action publique, la forte personnalisation des rapports sociaux au sein du collectif, l'aspiration à une transformation des rapports sociaux vers plus de symétrie et la faiblesse parfois des pratiques pour cheminer dans cette voie. Aussi nous pouvons revenir sur quelques moments particulièrement éclairants où ont été questionnées des pratiques d'animation.

La question de l'animation est apparue dans un premier temps à l'issue d'un des ateliers proposés par le collectif à une diversité d'acteurs institués et mobilisés, pour reprendre notre précédente distinction. La difficulté de la mise en débat et l'inscription de chacun dans son propre référentiel avaient donné à voir l'enjeu de réfléchir, en amont des réunions, les conditions de l'installation d'une discussion constructive. Aussi l'un des apports probablement des chercheurs est d'avoir pointé l'intérêt de réfléchir l'animation collective de ces ateliers en fonction d'objectifs assignés à des séances qui se construisaient progressivement puisqu'alimentées par une réflexivité partagée. Il faut comprendre ici les enjeux de l'animation comme un processus non pas extérieur à la

dynamique mais devenant progressivement constitutif de cette dernière. En amont, dans le vase clos du collectif initiateur, elle met les acteurs en position de confronter leurs lectures des processus en cours (niveau d'adhésion, résistances individuelles ou institutionnelles) tout en réfléchissant aux conditions susceptibles de favoriser son extension (susciter par exemple les conditions d'une prise de parole partagée, moins instituée...). Dans le cadre des ateliers, les leviers de l'animation peuvent susciter des déplacements physiques mais aussi en termes de positionnement. Toutes ces pratiques s'expérimentent souvent avec beaucoup d'improvisation mais c'est peut-être ce qui au final doit être préservé, car leur technicisation pourrait a contrario donner le sentiment d'une extériorité, voire d'une manipulation alors qu'il s'agissait avant tout de créer les conditions favorables à l'émergence d'un cadre commun.

Pour les chercheurs, attentifs aux processus et aux dynamiques sociales qu'ils soutiennent à partir de la singularité de leurs attachements et d'une posture proche de la médiation contributive critique décrite par Uhalde (2008), l'implication dans la réflexion sur l'animation s'impose, voire peut même être suscitée, encouragée face aux constats partagés de risque d'impasse dialogique des ateliers. Pour reprendre les termes de l'analyse de M. Callon (1999) « *ce ne sont pas les théories mais les dispositifs dont sont issus ces théories qui changent le monde* ». Il insiste ainsi sur les instruments et les compétences qui mettent en forme, composent, influencent au final le cours des actions. Si ce dernier pointe ainsi la « sociologisation » de la société (les instruments de la sociologie seraient en quelque sorte incorporés dans la société et, en même temps, en modifieraient les orientations), pour notre part nous souhaitons ici souligner que d'autres agencements sont porteurs de mises en tension fécondes des liens entre recherche et action, bien qu'ils paraissent a priori davantage éloignés du référentiel sociologique.

Nous soutenons donc que l'implication des chercheurs dans la réflexion collective sur l'animation est assez essentielle (voire qu'il est utile de la suggérer) pour ne pas s'enfermer dans une théorisation même simplifiée de l'action. Pour autant nous estimons aussi qu'il existe un risque que les chercheurs deviennent eux-mêmes animateurs de ces processus de transformation sociale auxquels ils sont invités à contribuer. Or ce déplacement serait de notre point de vue assez problématique puisque

subrepticement le chercheur en tant qu'animateur risquerait de se substituer en partie au collectif initiateur et de lui faire perdre ainsi le sens de son engagement dans la production de la société. Autant donc l'implication des chercheurs dans la réflexion sur l'animation nous paraît assez incontournable dans les recherches-actions coopératives, autant nous pensons parallèlement qu'il revient centralement aux acteurs du collectif de continuer à porter leur objectif de transformation sociale en devenant explicitement animateurs des dynamiques qu'ils initient : non pas pour les contrôler mais pour faire l'expérience partagée et progressive des étapes de l'émergence de ce commun qu'ils appellent de leurs vœux.

Cependant il nous faut examiner deux autres configurations où notre positionnement sera a priori moins tranché : l'interpellation critique des chercheurs sur les modalités de gouvernance du collectif et l'endossement temporaire du rôle d'animateur dans une situation de crise. Le premier relève plutôt en l'état d'un positionnement que nous n'avons que partiellement porté dans la temporalité de notre implication. Mais nous aurions pu, en nous inspirant d'autres expériences, proposer/mettre en débat des orientations d'animation susceptibles d'entraîner le collectif vers une gouvernance plus en adéquation avec les ambitions de coopération qu'il affichait. Dans les recherches-actions coopératives que nous expérimentons, il ne s'agit pas seulement de nous associer avec des acteurs en réflexion mais aussi de questionner les pratiques à partir de cette orientation éthique et politique de la coopération à laquelle nous nous référons par ailleurs. Cela pose aussi la question de la capacité d'interpellation que doit de notre point de vue conserver le chercheur et qui peut d'ailleurs le conduire à quitter le collectif, comme cela fut le cas finalement ici. Nous avons également été sollicités pour animer la crise d'identités, de sens qui a traversé Courrouze AA en février 2015. Cette position ne nous paraissait pas en contradiction avec les orientations contributives (implication dans la distanciation) qui nous avaient conduits à nous associer à Courrouze AA. Pour autant cette sollicitation par l'un des initiateurs (au leadership reconnu), n'avait pas été réellement partagée et confirmée par l'ensemble du collectif et donc le crédit qui lui fut accordé par certains membres en limita probablement la portée. Cette expérience fut pour nous très révélatrice des problèmes de démocratie interne auxquels sont parfois confrontés les collectifs. Ces deux illustrations donnent à voir l'enjeu de réfléchir en coopération ces questions d'animation mais aussi de penser la

nature et les formes d'interpellation dont doivent par ailleurs continuer de se prévaloir les chercheurs.

*Soutenir la puissance d'agir des acteurs en co-construisant des dispositifs d'enquête mobilisateurs*

Dans l'orientation contributive défendue par le LASRAC, les dispositifs initiés/proposés par les chercheurs dans le cadre des recherches-actions coopératives sont très dépendants des moments d'interrogation/interpellation qui traversent les communs. Ainsi nous avons pu à ce stade identifier des enjeux de réflexivité partagée que des politiques d'écriture orientées peuvent s'attacher à soutenir. Nous avons également pu mettre en évidence l'enjeu de cheminer collectivement sur les formes et objets de l'animation collective pour soutenir les communs dans leur orientation de laboratoire de la démocratie tant à l'interne qu'à l'externe, renouant ainsi avec d'autres modalités d'articulation entre recherche et action. Enfin nous souhaitons dans ce troisième temps commencer à explorer les questions soulevées par les mobilisations sociales du commun, qui constituent une autre dimension des enquêtes du public. En l'occurrence, dans le contexte de Courrouze AA, la proposition de formes artistiques sur l'espace public est articulée à un double enjeu : celui d'une rencontre sensible, émotionnelle face à une proposition artistique ; celui plus complexe de susciter également des dynamiques individuelles et collectives, initiatrices progressivement de mobilisations citoyennes. On peut considérer, rétrospectivement que, dans le cas de Courrouze AA, il y a eu une prééminence de la première dimension et, a contrario, que la seconde est davantage centrale dans les « petites formes artistiques » que souhaitait initier l'association d'habitants Courrouz'if. Pour autant au sein de l'acteur-chercheur collectif, cette distinction a fait débat : la mobilisation était-elle une finalité implicite d'une production artistique restant quasi ésotérique y compris dans l'art qui se revendique d'être participatif ou, a contrario, était-elle un objectif à réfléchir au sein du commun et sur lequel il nous fallait enquêter collectivement ? Finalement, que savions-nous des résidants, de leurs pratiques, de leurs désirs autour de l'espace public ? Quels usages, appropriations avaient-ils initiés autour de ce quartier en construction ? Qu'est-ce qu'ils pouvaient en dire et en attendre ? Le commun a achoppé sur ces questionnements mais nous souhaiterions néanmoins suggérer à ce stade les possibles implications d'un



chercheur en coopération en nous appuyant sur des réflexions québécoises portées par le CRISES.

Un troisième registre de contributions que nous avons commencé à explorer, mais plutôt à ce stade de façon livresque, porte en effet sur les formes de mobilisation du public par des pratiques mêlant immersion ethnographique et thématization d'enjeux collectifs, à l'instar du travail des sociologues engagés comme chercheurs communautaires dans des incubateurs de projets (Longtin, 2010). Les Québécois entendent par là la mise à disposition de chercheurs au sein d'un collectif, d'une association qu'ils nomment communauté, sans aucune friction sémantique contrairement à la situation française. L'implication de chercheurs sur des thématiques sociales proposées et définies par des communautés est une pratique déjà installée, comme dans le cadre des ARUC. Il s'y est développé des pratiques de recherches partenariales (qualifiées parfois de participatives) mais davantage autour de la co-construction des thématiques, du suivi de la démarche et des résultats de la recherche. La référence du CRISES à la recherche-action participative se situerait plus explicitement dans la perspective critique développée par K. Lewin et J. Dewey : en questionnant les rapports de pouvoir dans la production du savoir, en portant attention aux problèmes éthiques et politiques liés à l'apprentissage, en favorisant une posture réflexive sur les valeurs sous-jacentes aux processus de recherche, d'action ou de formation, en favorisant un dialogue démocratique, l'inclusion et la délibération... (Longtin, 2010). Cette orientation critique soutient aujourd'hui les visées d'expérimentation qui animent l'Incubateur Universitaire Parole d'Exclu(e)s (IUPE) dans un quartier de Montréal. Elles s'appuient, entre autres, sur un travail d'analyse comparée de l'expérience brésilienne des incubateurs technologiques de coopératives populaires, des *university settlements*, mais aussi des ateliers de croisement des savoirs d'ATD quart monde (Longtin, 2010, Mauduit, 2011). L'expérience québécoise reste éloignée des visées de technologie sociale et d'installation de coopératives populaires qui animent les activités *extensao* (étendues, prolongées...) des universités brésiliennes. Mais il s'agit bien cependant d'incuber des réponses à des questions sociales en s'appuyant entre autres sur des travaux de recherche mais aussi en s'impliquant dans les débats, les mobilisations pour soutenir le travail des animateurs et des communautés.

Il nous semble en effet extrêmement important d'accompagner le processus d'enquête des acteurs, y compris dans cette double orientation que nous avons pu identifier : celle de recherche d'objectivation de l'appréhension habitante des espaces, mais aussi de possibles mobilisations autour de propositions. C'est-à-dire enquêter non pas pour produire seulement des connaissances mais bien pour produire de l'action. Dans cette configuration, les enquêtes des chercheurs ne se situent plus hors de l'action mais bien en son sein. Elles font l'objet de discussion en amont, de coopération et de restitution. L'installation de chercheurs au sein même des quartiers, sur le modèle de la résidence d'artiste, où ils sont connus et identifiés par la population locale, renvoie en partie à l'expérience historique des *university settlements* et à ce souci de ne pas définir en extériorité les aspirations et besoins sociaux des populations.

Dans les synthèses théoriques proposées par le CRISES, deux points essentiels sont soulignés concernant ces filiations historique avec l'*university settlement* et les incubateurs brésiliens. Ainsi, dans le premier cas, J. Mauduit insiste sur l'enjeu de dépasser le statut de simple participant aux enquêtes des chercheurs, historiquement soucieux de mieux connaître les problématiques sociales pour soutenir une pensée réformiste. En effet « *afin de développer et d'entretenir une relation sociale privilégiée, les settlements ont démontré l'utilité de penser les incubations au-delà d'une simple relation de travail (participants rémunérés/sujets de recherche) et d'œuvrer pour créer une relation d'égalité autorisant l'expression individuelle et accompagnant la responsabilisation du public (...). Afin de mettre en pratique le discours sur la « participation » du public dans une recherche-action, le principe démocratique d'égalité, donc de l'octroi d'un pouvoir de parole et de décision à chacun, possède un énorme potentiel de réussite. Il semble même parfois indispensable. Il ne s'agirait donc pas d'un « laboratoire universitaire », ce qui fut l'aboutissement de l'histoire des university settlements à Montréal, mais, pour paraphraser Tocqueville, d'un « laboratoire de la démocratie ».* A cette aspiration démocratique, il faut ajouter l'ambition de transformation sociale brésilienne qui motive aujourd'hui nous semble-t-il centralement la référence à l'incubateur dans l'expérimentation québécoise. L'activité d'*extensao* articule aujourd'hui enseignement et recherche, en s'appuyant sur la référence d'éducation populaire de Paolo Freire. Ainsi « *elle est développée dans l'interaction avec la communauté, voire dans une perspective d'intervention sociale et de*

*production des savoirs inclusive et participative, et vise à une transformation sociale, en construisant et appliquant des solutions à des problèmes sociaux » (Longtin, 2010).*

Approfondir, activer la démocratie et soutenir des projets de transformation sociale constitueraient les fondements principaux des travaux in situ des chercheurs communautaires. Cette orientation, que nous n'avons pu approfondir dans le cadre de ce programme et de ce collectif, pourrait trouver tout son sens dans le projet d'installation d'un Comptoir des savoirs dans un tiers lieu que porte actuellement un collectif d'associations sur Rennes.

## Conclusion

Cette recherche-action coopérative nous paraît avoir soulevé quelques questions centrales auxquelles se trouve confrontée cette grammaire singulière de la recherche. En premier lieu, son atypisme dans le paysage universitaire contemporain peut compliquer sa réception auprès des collectifs. Il convient donc d'en prendre pleinement la mesure en réfléchissant, en amont, aux modalités de clarification et d'exposition de notre démarche, mais aussi pendant le processus en exposant régulièrement ce qui motive nos positionnements et éventuelles interpellations mais aussi la diversité de nos contributions. Il nous faut en effet composer avec une forte personnalisation des rapports sociaux dans les interactions au sein des collectifs et la nécessité de situer malgré tout nos prises de parole en référence à l'idéaltype de la recherche-action coopérative et à ses visées de soutien des processus de transformation sociale affichés par les collectifs. En cela l'auto-analyse de l'implication sociologique nous paraît essentielle et doit pouvoir être menée en parallèle des contributions proposées. Dans la rencontre contemporaine avec les collectifs, il y a, nous semble-t-il, un enjeu à afficher publiquement nos orientations et nos propositions autour d'une démarche qui revendique de soutenir, voire d'activer l'esprit public des collectifs ; qui affirme également l'importance de débattre des questions de démocratie interne et externe des mobilisations et du sens de leur activation ; enfin qui diversifie les dispositifs coopératifs pour trouver des modalités pertinentes d'amplification des enquêtes des acteurs. Ces orientations constituent tout à la fois des modalités d'exploration et de connaissances singulières propres au chercheur collectif mais, tournées vers l'action, elles doivent aussi en permanence soutenir une visée de transformation sociale.

L'effort de symétrisation relationnelle que porte ce type de démarche serait en parfaite contradiction avec une modalité de restitution centrée sur l'analyse objectivante et distanciée des communs. Nos écritures doivent rester bienveillantes quant aux tâtonnements, bricolages des acteurs et s'engager dans un travail de publicisation orienté possiblement autour d'une double orientation. Ainsi il nous paraît essentiel de pouvoir situer ces micro-espaces publics de coopération dans une grammaire mais aussi dans des régimes de l'action publique (Soucard, 2014) afin de travailler à leur réelle reconnaissance publique. Les participations, les innovations sociales restent trop souvent recyclées dans le registre des politiques publiques qui restent sourdes à ces manifestations démocratiques. Mais il nous paraît tout autant essentiel de réfléchir à des modalités de restitution de ces

recherches-actions coopératives non pas pour formaliser à outrance une démarche qui, au contraire dans notre esprit, doit rester souple et adaptative dans ses orientations, mais afin d'alimenter les réflexions épistémique, éthique et politique qu'ouvre ce chantier des recherches contributives.

A l'instar de la présentation adoptée, il faut pouvoir situer notre contribution dans un contexte de renforcement de la trame publique des communs tout en nous interrogeant sur ce que l'activation de la mise en récit porte de mise en tension entre un idéaltype normatif et les pratiques des acteurs. En second lieu la configuration contemporaine des rapports sociaux constitue manifestement une possible source de tensions qui doit être prise en compte dans nos orientations contributives. Nous devons travailler ce paradoxe pour éviter d'être dans l'imposition et nous situer plutôt dans la suggestion bienveillante eu égard aux propres idéaux-types qui nous conduisent à investir ces espaces. De ce point de vue il y a un enjeu à investir et réfléchir une diversité de propositions contributives qui renforce ces laboratoires de la démocratie et de la transformation sociale.

Ainsi la publicisation d'une recherche-action coopérative devrait de notre point de vue pouvoir s'engager dans un travail de restitution autour de ces différents questionnements : quel récit a commencé à s'écrire dans le commun ? Dans quel travail d'activation sont engagés les acteurs et jusqu'où sont-ils prêts à aller ? Quelles questions cela leur pose, quelles questions cela nous pose ? Comment prolonger ensemble ce travail d'enquête ? Qu'est-ce que les dispositifs initiés apportent ou pas à l'acteur-chercheur collectif ?

## Bibliographie

- Argyris, Chris, et Donald Schön, *Apprentissage organisationnel : Théorie, méthode, pratique*, Bruxelles, De Boeck, 2001.
- Audoux Christine, et Anne Gillet, « Recherche partenariale et co-construction de savoirs entre chercheurs et acteurs : l'épreuve de la traduction », *Interventions économiques*, n° 43, 2011, revue en ligne ; <http://interventionseconomiques.revues.org/1347>.
- Bacqué, Marie-Hélène, Mechmache Mohammed, « Pour une réforme radicale de la politique de la ville, ça ne se fera plus sans nous. Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires », rapport au ministre délégué à la ville, 2013.
- Barbier Jean-Marie (dir.), *Savoirs théoriques et savoirs d'action*, troisième édition, Paris, PUF, 2011.
- Bélanger Paul R., « L'innovation sociale et ses acteurs : innovations sociales et rapports sociaux », in Juan-Luis Klein et Denis Harrisson (dir.), *L'innovation sociale : Émergence et effets sur la transformation des sociétés*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2007, p. 413-423.
- Blatrix, Cécile, « La démocratie participative en représentation », *Sociétés contemporaines*, 2009/2, n° 74, p. 97-119.
- Boltanski, Luc, Chiapello, Ève, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.
- Bonny, Yves, *Sociologie du temps présent : Modernité avancée ou postmodernité ?*, Paris, Armand Colin (coll. « U »), 2004.
- Bonny, Yves, et alii (dir.), *Espaces de vie, espaces-enjeux : Entre investissements ordinaires et mobilisations politiques*, Rennes, PUR, 2012.
- Bonny, Yves, « La recherche-action et la question de l'institution », *Forum*, n° 142, octobre 2014, p. 15-24.
- Bonny Yves, « Les recherches partenariales participatives : Ce que chercher veut dire », in Philippe Lyet (dir.), *Les recherches-actions collaboratives : Une révolution de la connaissance*, Rennes, Presses de l'EHESP, 2015.
- Bourassa, Bruno, et Mehdi Boudjaou (dir.), *Des recherches collaboratives en sciences humaines et sociales. Enjeux, modalités et limites*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2013.
- Bourassa, Bruno, Geneviève Fournier et Liette Goyer (dir.), *Construction de savoirs et de pratiques professionnelles. Le double jeu de la recherche collaborative*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2013.
- Caillé, Alain, « Engagement sociologique et démarche idéaliste-typique », *Sociologie du travail*, vol. 41, 1999, p. 317-327.
- Callon, Michel, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe, *Agir dans un monde incertain : Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, 2001.
- Callon, Michel, « Ni intellectuel engagé, ni intellectuel dégage : la double stratégie de l'attachement et du détachement », *Sociologie du travail*, n°41, 1999, p.65-78.
- Carrel, Marion, *Faire participer les habitants? Les quartiers d'habitat social entre injonction*

- participative et empowerment*, Lyon, ENS Editions, 2013.
- Castoriadis, Cornelius, « La démocratie comme procédure et comme régime », in *Les carrefours du labyrinthe 4 : La montée de l'insignifiance*, Paris, Seuil (coll. « Points Essais »), 1996, p. 267-292.
- Chevalier, Jacques, et Daniel Buckles, *Guide sur la recherche collaborative et l'engagement social*, Paris, ESKA, 2009.
- Clot, Yves, « La recherche fondamentale de terrain : une troisième voie », propos recueillis par Guy Jobert et mis en forme par Madeleine Maillibouis-Chatteur, *Éducation permanente*, n°177, 2008, p. 67-77.
- Coenen Harry, « Recherche-action : rapports entre chercheurs et acteurs », *Revue internationale de psychosociologie et de gestion des comportements organisationnels*, 2001, vol.16-17, p. 19-32.
- Conseil économique, social et environnemental de Bretagne, « Appropriation sociale et mise en débat des sciences et technologies en Bretagne : Une approche prospective », mars 2012.
- Cormier, Jérôme, « La philosophie pragmatique de Dewey et Mead : quels fondements théoriques pour appuyer l'intervention universitaire sur le terrain », *Les Cahiers du CRISES*, collection Etudes théoriques, ET1113, 78 p., janvier 2012 ; [https://crises.uqam.ca/upload/files/publications/etudes-theoriques/CRISES\\_ET1113.pdf](https://crises.uqam.ca/upload/files/publications/etudes-theoriques/CRISES_ET1113.pdf).
- Cousin, Olivier, et Rui, Sandrine, *L'intervention sociologique: Histoire(s) et actualités d'une méthode*, Rennes, PUR, 2010.
- Dardot Pierre, Laval Christian, Commun. Essai sur la révolution au XXIème siècle, La Découverte, 2014.
- Desgagné, Serge, Nadine Bednarz, Pierre Lebus, Louise Poirier et Christine Couture, « L'approche collaborative de recherche en éducation : un rapport nouveau à établir entre recherche et formation » *Revue des sciences de l'éducation*, vol. 27, n° 1, 2001, p. 33-64.
- Desroche, Henri, *Apprentissages en sciences sociales et éducation permanente*, Paris, Éditions ouvrières, tome 1, 1971, tome 2, 1978, tome 3, 1990.
- Dewey, John, *Le public et ses problèmes*, trad., Paris, Folio essais, 2010.
- Draperi, Jean-François, « Fondements éthiques et posture épistémologique de la recherche en économie sociale : », *Recma*, n° 303, 2007, p. 67-82.
- Dubet, François, *Le Déclin de l'institution*, Paris, Seuil, 2002.
- Favret-Saada Jeanne, *Les mots, la mort, les sorts. La sorcellerie dans le bocage*, Gallimard, 1977.
- Fontan, Jean-Marc (dir.), Denis Bussièrès, Jacques Caillouette, Sid Ahmed Soussi, Diane-Gabrielle Tremblay et Pierre-André Tremblay, « La recherche partenariale au CRISES », publications du CRISES, collection Études théoriques, version 9, 16 octobre 2012, 61 pages. URL : [http://www.crises.uqam.ca/upload/files/publications/etudes-theoriques/CRISES\\_ET1301.pdf](http://www.crises.uqam.ca/upload/files/publications/etudes-theoriques/CRISES_ET1301.pdf)
- Friedberg, Erhard, « Faire son métier de chercheur, surtout dans l'intervention », in Didier Vrancken et Olgierd Kutny (dir.), *La sociologie et l'intervention : Enjeux et perspectives*, Bruxelles, De Boeck, 2001, p. 111-130.

- Galvani, Pascal, « Accompagner l'autoformation, une démarche et ses variantes : didactique, pratique et symbolique », communication au séminaire du Graf, 10 mars 2001. URL : <http://alava.pagesperso-orange.fr/cours%20autoformation2002/galvani1.htm>
- Galvani, Pascal, « Fertilisation croisée des savoirs et ingénierie d'alternance socio-formative. Le programme de recherche-formation-action Quart Monde/Université, *Revue française de pédagogie*, n° 128, juillet-août-septembre 1999, p. 25-34.
- Ghasarian C. (dir.), *De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive. Nouveaux terrains, nouvelles pratiques, nouveaux enjeux*, Armand Colin, 2002.
- Hawkes, Jon, *The Fourth Pillar of Sustainability : Culture's Essential Role in Public Planning*, publié par The Cultural Development Network of Victoria in association with Common Ground Publishing, 2001.
- Hermelin, Christian, *L'Acora, atelier coopératif de recherche-action : Construction collective de savoirs d'acteurs en société*, Paris, l'Harmattan, 2009.
- Herreros, Gilles, *Pour une sociologie d'intervention*, Toulouse, Érès, 2009.
- Kirszbaum, Thomas, « Vers un empowerment à la française ? À propos du rapport Bacqué-Mechmache », *La vie des idées*, 12 novembre 2013 ; <http://www.laviedesidees.fr/Vers-un-empowerment-a-la-francaise.html>.
- Latour, Bruno, *Changer de société, refaire de la sociologie*, Paris, Découverte, 2006.
- Leribovici Franck, Pihet Valérie, « Pour une école des arts politiques », *Tracés*, n°11, 2011, hors-série « A quoi servent les sciences humaines? », p.101-122.
- LISRA, « Pratiques des espaces et innovation sociale. La démarche de laboratoire social », actes du séminaire organisé à la Maison des sciences de l'homme Paris Nord, 21 mai 2010 ; <http://espaces-innovations.recherche-action.fr>.
- Longtin, David, « Revue de la littérature : la recherche-action participative, le croisement des savoirs et des pratiques et les incubateurs technologiques de coopératives populaires », *Les Cahiers du Crises*, collection Etudes théoriques, ET1102, 80 p., 2010 ; [https://crises.uqam.ca/upload/files/publications/etudes-theoriques/CRISES\\_ET1102.pdf](https://crises.uqam.ca/upload/files/publications/etudes-theoriques/CRISES_ET1102.pdf).
- Lucas, Jean-Michel, *Culture et développement durable : Il est temps d'organiser la palabre...*, Paris, Irma, Centre d'information et de ressources pour les musiques actuelles, 2011.
- Lyet, Philippe (dir.), *Les recherches-actions collaboratives : Une révolution de la connaissance*, Rennes, Presses de l'EHESP, 2015.
- Liotard, Jean-François, *La condition postmoderne. Rapport sur le savoir*, Paris, Minuit, 1979.
- Malglaive, Gérard, *Enseigner à des adultes*, Paris, PUF, 1998.
- Morvan, Alexia, *Pour une éducation populaire politique : à partir d'une recherche-action en Bretagne*, thèse de doctorat en sciences de l'éducation, 2011.
- Mauduit, Julien, « Susciter la démocratie à partir de l'université : les projets de University Seetlement à l'université McGill, 1889-1939 », *Les Cahiers du Crises*, collection Etudes théoriques, ET1107, 80 p., 2011 ; [https://crises.uqam.ca/upload/files/publications/etudes-theoriques/CRISES\\_ET1107.pdf](https://crises.uqam.ca/upload/files/publications/etudes-theoriques/CRISES_ET1107.pdf).
- Maurel Christian, *Education populaire et puissance d'agir. Les processus culturels de l'émancipation*, Paris, L'Harmattan, 2010.



- Negri, Antonio, Revel, Judith, « Inventer le commun des hommes », *Multitudes*, n° 31, 2007, p. 5-10.
- Nez, Héloïse, « Délibérer au sein d'un mouvement social. Ethnographie des associations des indignés à Madrid », *Participation*, n°4, 2012/3, p-79-103.
- Nicolas-Le Strat, Pascal, « La portée constituante d'une sociologie (La recherche-expérimentation en discussion 1) », texte en ligne ; <http://blog.le-commun.fr/?p=504>.
- Nicolas-Le Strat, Pascal, et Martine Bodineau, « Les fabriques de sociologie : Pratiques et modes de "production" des recherches en situation d'expérimentation sociale », dossier présenté dans le cadre de l'appel à projets 2011 de la Maison des Sciences de l'Homme Paris Nord ; [http://www.le-commun.fr/uploads/File/Seminaire\\_Saint%20Denis\\_Fabriques\\_%20sociologie\\_2012.pdf](http://www.le-commun.fr/uploads/File/Seminaire_Saint%20Denis_Fabriques_%20sociologie_2012.pdf).
- Nicolas-Le Strat, Pascal, *Quand la sociologie entre dans l'action : La recherche en situation d'expérimentation sociale, artistique ou politique*, Sainte-Gemme, Presses Universitaires de Sainte-Gemme, 2013.
- Nicolas-Le Strat, Pascal, « Agir en commun/Agir le commun », texte publié sur le blog de l'auteur, 1<sup>er</sup> mai 2014 ; <http://blog.le-commun.fr/?p=738>.
- Pettit, Philip, *Républicanisme : Une théorie de la liberté et du gouvernement*, trad., Paris, Gallimard, 2004.
- Rancière, Jacques, *Le maître ignorant : Cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*, Paris, 10/18, 2004.
- Rancière, Jacques, *La méthode de l'égalité : Entretien avec Laurent Jeanpierre et Dork Zabunyan*, Paris, Bayard, 2012.
- Revue internationale de psychosociologie*, « La recherche-action : Perspectives internationales », vol. VII, n°16-17, 2001.
- Rosanvallon, Pierre, « Conjurer l'impuissance politique », *Le Monde*, 20 mai 2006.
- Sintomer, Yves, « Du savoir d'usage au métier de citoyen », *Raisons Politiques*, n°3, 2008, p. 115-133.
- Souchard, Nadine (coord.), Y. Bonny, A. Penven, J. Munoz, « La fabrique du social. Expérimentation et innovation sociale », rapport de recherche dans le cadre du programme ASOSC, région Bretagne, 2 tomes, 2013 ; [http : www.lafabriquedusocial.fr](http://www.lafabriquedusocial.fr).
- Souchard, Nadine, « Trajectoires d'alternatives et régimes d'innovations sociales. Des mobilisations citoyennes à la périphérie de l'État-providence ? », in Jean-Pascal Higelé et Vincent Lhuillier (dir.), *L'économie sociale et solidaire face aux défis de l'innovation sociale et du changement de société*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 2014.
- Souchard, Nadine (coord.), Banovich Eleonora, Les coopérations acteurs-chercheurs à l'épreuve de la gestion intégrée de l'eau, CCB-CERCOOP, étude pour la région Bretagne, Rennes, 2013.
- Souchard Nadine, Bonny Yves, « La recherche-action coopérative, une voie contributive aux productions de la société civile », in GIS Démocratie et Participation, *Actes du Colloque "Chercheur.e.s et acteur.e.s de la participation : Liaisons dangereuses et relations fructueuses"*, Saint-Denis, 29-30 janvier 2015, ISSN en cours, URL : <http://www.participation-et-democratie.fr/fr/node/1817>.

- Streicher, Frédérique, « Recherche et ingénierie sociale : produits transactionnels et pratiques hybrides », *Pensée plurielle*, n°30-31, 2012/2-3, p. 221-234.
- Thoenig, Jean-Claude, « Le bricolage des engagements », *Sociologie du travail*, vol. 41, p. 307-316.
- Uhalde, Marc, « L'instrumentalisation de la sociologie en situation d'intervention : analyse critique d'une notion ordinaire », *Sociologies pratiques*, 2008/1, n° 16, p. 95-113.
- Zask, Joëlle, « Le public chez Dewey : une union sociale plurielle », *Tracés*, n° 15, 2008, p. 169-189 ; <http://traces.revues.org/753>.

## **Annexes**

## ANNEXE 1

### **Forum culturel de l'association Tout Atout du 26 juin 2013**

Thème : « Quelle est la place des structures sociales dans les projets artistiques et culturels ? »

Intervention d'Yves Bonny en clôture du forum culturel de l'association Tout Atout.

Mon intervention sera structurée en trois temps :

1. le point de vue du chercheur comme perspective parmi d'autres ;
2. déconstruire le monde social de l'art ;
3. la place des structures sociales dans les projets artistiques et culturels et l'enjeu de l'évaluation.

#### **1) Le point de vue du chercheur comme perspective parmi d'autres**

Pour commencer, je voudrais souligner que je conçois mon intervention non comme une synthèse, mais comme un point de vue parmi les autres, au milieu des autres, même si c'est un point de vue spécifique. L'une des choses que j'essaie de travailler dans ma pratique de chercheur professionnel, et plus spécifiquement de « sociologue », c'est de casser avec toute une mythologie du savoir et de la science, qui pose le chercheur dans un savoir surplombant à l'égard des acteurs, considérés comme ses « objets d'étude » ou comme les destinataires d'un discours de vérité. Et de ce point de vue j'ai été frappé au cours de la journée par le parallèle que l'on peut établir avec une certaine mythologie de l'artiste et de l'art, avec la même asymétrie, ici entre un « créateur » et un « public ». Je vais y revenir. J'essaie avec d'autres d'expérimenter d'autres façons de faire, de partager mes réflexions et mes analyses, en particulier dans le cadre de mon compagnonnage avec Tout Atout depuis quelques années<sup>8</sup>. L'idée centrale est que nous sommes tous, même si c'est depuis des positions différentes, des acteurs-chercheurs, et que sur la base de cette identité partagée, nous pouvons à la fois agir et expérimenter en commun et réfléchir en commun sur le sens de ce que nous faisons, comme aujourd'hui.

#### **2) Déconstruire le monde social de l'art**

La journée a commencé par des ateliers autour de trois personnes identifiées comme « artistes », autour de questions que l'on souhaitait leur poser. Je mets des guillemets au mot artistes, non pas pour mettre en cause ce terme, mais pour marquer une distance, pour réfléchir à tout ce que cette identité véhicule, à la manière dont cela construit nos relations, au même titre que celle de « chercheur » ou de « sociologue ». Faire de la sociologie, pour moi, c'est notamment déconstruire ces constructions, les interroger, dans ce qu'elles produisent socialement et relationnellement. J'ai été extrêmement frappé à ce propos de voir dans les questions posées par les participants dans le cadre de ces ateliers revenir de façon récurrente la question de l'articulation entre le « processus de création », posé comme se situant du côté

---

<sup>8</sup> Ces réflexions ont débouché sur un programme de recherche-action en cours intitulé LASRAC (Laboratoire social de recherche-action dans la cité), piloté par le Collège coopératif en Bretagne, dont Tout Atout est également partie prenante. Voir <http://www.ccb-formation.fr/ccbinform/breves42b.htm>.

de l'artiste, et le « public », posé comme se situant du côté de la réception de ce processus. Voici quelques-unes de ces questions :

- quelle place pour les **publics** dans **votre** processus de création ?
- le rapport au public est-il présent dès le début du processus de création ?
- est-ce que l'artiste pense d'abord au public ou est-ce qu'il ne suit que **son idée** lorsqu'il crée ?
- à quel moment de la **création de l'œuvre** intervient la prise en compte du/des public(s) et l'orientation de l'œuvre en dépend-elle ?

On peut voir à travers ces questions l'influence d'une certaine manière de penser, qui considère l'artiste comme créateur d'une œuvre personnelle, son œuvre, destinée à être reçue par un ou des public(s). Bien sûr, cela correspond à la manière dont l'art se présente de façon dominante aujourd'hui. L'insistance sur les publics renvoie aussi aux identités professionnelles des participants, par exemple comme intervenant social ou comme médiateur culturel, qui les y rend particulièrement sensibles. Cela soulève une question centrale, qui pointerà à plusieurs reprises au fil de la journée : les « projets artistiques et culturels » dont il est question dans le forum culturel sont-ils à penser selon ce modèle ? dans quelle mesure ce modèle est-il pertinent ou au contraire problématique lorsque l'on s'interroge sur la place et le sens de ces projets pour les structures sociales, et réciproquement ?

Les artistes présents ont eux-mêmes apporté des éléments de réponse, en s'inscrivant pour partie dans ce modèle, mais en pointant aussi vers d'autres directions. Ainsi, le processus de création ne relève pas magiquement de « l'inspiration », c'est un travail, qui implique de « se poser pour réfléchir, questionner quelque chose ». Du point de vue de ce travail, les contraintes (budgétaires, de forme, etc.) ne sont pas nécessairement à penser négativement, en référence à une liberté de création totale, car elles donnent une orientation, elles « mettent sur un axe ». D'autre part, le processus de création peut être « quelque chose qui nous appartient à tous », « quelque chose qu'il va falloir laisser émerger », « qui va se manifester ». L'artiste est alors davantage un catalyseur de création collective qu'un génie créateur isolé (de même que le chercheur peut être un catalyseur de réflexion collective). Il peut se situer également dans la transmission (de manières de regarder et sentir, d'approfondir une idée et de la traduire en formes sensibles, de compétences), à travers des ateliers, des cours.

Les remarques qui précèdent peuvent être généralisées. Il y a un monde social de la recherche, de même qu'il y a un monde social de l'art. Il y a aussi un monde social du travail social et un monde social des institutions culturelles. Ces différents mondes constituent des identités, des manières de voir, des logiques d'action, qui ont leur spécificité et leur cohérence. Pour reprendre le titre du livre d'un grand sociologue du XIX<sup>e</sup> siècle, Simmel, *Le pont et la porte*, on peut les appréhender comme des portes, des cloisons (qui séparent) ou comme des ponts (qui relient). C'est autour des ponts qu'il nous faut travailler si nous voulons décloisonner ces différents mondes et penser le commun qui les relie.

### **3) La place des structures sociales dans les projets artistiques et culturels et l'enjeu de l'évaluation**

Le deuxième temps de la journée a permis d'approfondir ces réflexions, en abordant très directement le thème central de la journée, relatif à la place des structures sociales dans les projets artistiques et culturels. Il s'articulait autour de la présentation d'une expérience menée par Tout Atout avec le Centre médical et pédagogique de Rennes-Beaulieu, sous la forme

d'une résidence artistique. Trois points de vue ont été présentés, celui de Tout Atout, celui du CMP et celui de l'artiste. Cette présentation a montré tout l'intérêt d'une démarche de résidence, lorsque le projet artistique et culturel ne relève pas d'une offre extérieure, mais d'une élaboration partenariale inscrite dans le fonctionnement au quotidien de la structure sociale, permettant de toucher d'autres personnes, de proposer des projets sur mesure prenant en compte les spécificités de chaque structure, et de tisser idéalement des liens avec un ensemble d'intervenants, même si l'expérimentation présentée est à cet égard perfectible.

Le débat en plénière puis les ateliers en petits groupes ont amené à interroger à nouveau les modes d'inscription de l'artiste dans des processus de création à caractère collectif, qui plus est orientés vers des personnes en situation de vulnérabilité. Évitant de verser dans l'opposition caricaturale entre l'art pour l'art d'un côté et l'art-thérapie de l'autre, les discussions ont conduit à s'interroger sur ce que l'on pourrait appeler **une politique de l'art situé**, lorsque l'artiste s'inscrit dans un système d'action et d'acteurs à l'intérieur duquel la dynamique propre de création n'est pas un enjeu autonome et doit établir des ponts avec d'autres enjeux, tels que prendre en compte la logique et le fonctionnement internes de la structure sociale, embarquer des personnes très hétérogènes dans leur situation du moment, dans leurs attentes, dans leurs capacités, leur apporter des compétences. Certains participants ont estimé souhaitable que les artistes s'inscrivant dans ce type de configuration ne soient pas trop en questionnement quant à leur propre recherche, afin que l'expression artistique soit présente, mais qu'en même temps « on sache davantage où l'on va ». Autrement dit, « jusqu'où aller pour que ça ne flotte pas trop ? »

Les discussions ont par ailleurs mis en évidence la difficulté de dépasser le cercle des personnes directement impliquées par un projet pour « embarquer le reste de la structure », « impliquer l'ensemble des professionnels », alors que les priorités sont de plus souvent ailleurs que dans le domaine culturel. Des pistes ont été évoquées, autour de la communication interne, autour de la restitution et de la valorisation de ce qui a été élaboré. On retrouve ici la difficulté de restituer des processus plutôt que seulement des produits, alors que ce sont bien souvent ces processus qui constituent l'apport le plus durable d'un projet. Il conviendrait d'autre part d'approfondir ces réflexions, quelque peu classiques, notamment à partir d'une idée simple à exprimer mais difficile à mettre en œuvre et insuffisamment travaillée : pour « embarquer » un acteur, il faut se décentrer, se distancier de ses propres évidences et se mettre à sa place, tâcher de comprendre son monde, pour pouvoir l'associer à ce que l'on élabore. De ce point de vue, des expressions telles que « nous on ouvre des choses, après c'est aux soignants de s'en emparer » posent problème, car l'on en reste à une vision cloisonnée entre « nous » et « eux » et l'on imagine naïvement que la façon dont on évalue l'intérêt d'un projet ou les progrès réalisés sera automatiquement partagée.

Ces considérations ouvrent sur la question de l'évaluation, en tant qu'enjeu central pour établir de nouveaux ponts. Les démarches d'évaluation sont habituellement critiquées et dénoncées, à juste titre lorsqu'elles s'inscrivent dans des logiques de contrôle externe, sur la base d'indicateurs de « performance » éminemment réducteurs et appauvrissants. Mais l'on peut y voir aussi un processus essentiel de mise en valeur pour autrui de ce à quoi l'on croit et de regard critique partagé, obligeant à objectiver ce que l'on vise et ce que l'on fait pour en marquer tout à la fois la pertinence et les limites. Dans la mesure où les projets artistiques et culturels mis en œuvre en partenariat avec les structures sociales sont inévitablement questionnés par celles-ci au regard de ce qu'elles produisent du point de vue de leurs enjeux propres (guérir, former, insérer, etc.), élaborer collectivement une méthodologie de l'évaluation apparaît comme un élément essentiel pour susciter davantage de soutien.

Comment est-ce que l'on évalue le fait de développer de l'estime de soi ou de la confiance en soi, un réseau relationnel plus riche, des capacités et compétences nouvelles, des aspirations professionnelles ou en matière de formation, ces questions qui n'ont rien d'illégitime n'impliquent aucunement de considérer l'art et la culture uniquement sous l'angle de leur utilité, mais participent du mouvement de décentrement évoqué plus haut. Manière de dire que la question de la place des structures sociales dans les projets artistiques et culturels est tout autant celle de la place qu'on leur fait que celle de la place que l'on souhaiterait qu'elles prennent. Ou que les deux questions n'en font qu'une.

## ANNEXE 2

### Echange entre Thierry (MJC Antipode), Nadine (CCB) et Yves (Rennes 2) Octobre 2013

Nous avons souhaité faire le point sur nos cheminements respectifs pour envisager de la façon la plus pertinente possible l'activation de nos relations partenariales et coopératives dans le cadre du LASRAC.

Thierry revient sur la charge de travail qui a été la sienne et sur le caractère inhabituel de l'investissement qui a été celui de la MJC dans le cadre de la démarche Courrouze AA. S'il a trouvé l'exercice stimulant et intéressant, il constate en même temps les limites de l'exercice d'investissement dans le débat public et dans la construction de la ville sous cette forme. Jean-Michel Lucas, qui a été observateur de cette démarche, pointerait aussi un certain nombre de limites dans un écrit (que Thierry va nous transmettre). Il insisterait sur les enjeux de la politisation du débat. **Il faudra que l'on réfléchisse ensemble précisément à ce que cela peut vouloir signifier aujourd'hui lorsque l'on s'attelle à développer des espaces d'expérimentation dans le domaine du proche.**

Ce qui a été porté par Courrouze AA est à voir comme une première phase d'une dynamique à construire dorénavant avec les gens qui habitent là, en élargissant la base. La question de la poursuite mais aussi de l'évolution de la démarche engagée se trouve aujourd'hui posée. D'après Thierry, l'enjeu serait de réussir à créer les conditions d'une réelle interpellation politique dans le débat sur l'aménagement et sur la ville demain souvent réduit à « l'injonction participative » qui instrumentalise et réduit les personnes impliquées à une représentation catégorielle à travers la figure habitante.

Différents acteurs ont proposé des interventions sur ce quartier en voie d'aménagement pour interpellier et susciter de premières formes d'appropriations habitantes sur l'espace public dans le cadre de Courrouze AA : le théâtre de l'Aire Libre, la MJC Antipode et Benoît Gasnier qui souhaitait développer des pratiques artistiques entrant en résonance avec la vie des personnes (théâtre de la proximité), comme il a pu le faire sur Maurepas. Le Bureau cosmique est venu rejoindre dans un second temps les promoteurs de ces démarches. Il a investi l'ancienne cartoucherie avec des personnes volontaires pour proposer la création partagée d'une terrasse, d'une cantine, d'un barbecue mobile... l'idée étant de susciter des dynamiques collectives à partir d'usages partagés d'espaces. Aujourd'hui ces anciens étudiants de l'école d'architecture sont en train de réfléchir à une structuration d'un collectif d'architectes à l'échelle de la métropole, pour développer des expérimentations relatives aux usages des lieux. Sur la Courrouze, le relais serait passé à différentes entités (l'association Courrouz'if, qui réunit aujourd'hui une vingtaine de personnes, la MJC, etc.) pour une utilisation plus éphémère des lieux autour d'activités variées (soirée ciné, après-midi anniversaire, etc.) .

À l'initiative de Courrouze AA (L'Aire Libre, Antipode MJC Rennes), le Théâtre de chambre a été régulièrement présent à La Courrouze depuis 2011. De nombreuses rencontres avec des habitants ont eu lieu, sous forme d'*apéros camping*, de laboratoires et de résidences artistiques, afin de s'imprégner de l'histoire en construction de ce quartier, de suivre l'évolution des chantiers, de provoquer le dialogue, de collecter les histoires, de donner envie de s'impliquer dans la préparation d'une grande fête : celle du *Camping complet*, processus



artistique qui intègre, tout au long de la démarche de création, habitants, artistes, partenaires et relais (<http://www.lestombeedelanuit.com/camping-complet-2>).

Ces initiatives ont pris des formes différentes. Camping complet a proposé de petits rendez-vous, sur la base d'entretiens, puis d'un travail sur des textes. Cela touche à l'intime des personnes. De son côté, le Bureau cosmique a proposé un protocole d'entrée beaucoup plus facile, pouvant consister à planter des clous par exemple.

Thierry relève que ce type de démarche reste « accessoire dans la réflexion sur l'aménagement », comme si cela restait inaudible pour les élus et techniciens qui peuvent y voir simplement une « manifestation culturelle » dans le quotidien, valorisable du coup à peu de frais pour eux. C'est ce que peut suggérer d'une certaine façon son inscription dans le programme des Tombées de la nuit. La MJC réfléchit néanmoins à une forme de valorisation de ce qui a été fait, sous la forme d'une vidéo et d'une édition de textes comme trace ou d'un documentaire qui questionnerait des choses, car il y a des images et des textes qui ont été produits à cette occasion.

Thierry souhaiterait vraiment avancer et réfléchir sur cette question de l'animation et de l'appropriation d'espaces publics sur un quartier en cours de construction. Camping complet a engendré « une forme de connaissance et aussi de reconnaissance » mais est à considérer comme une première pierre de l'édifice, un premier élément de l'élaboration des possibles, sans quoi c'est simplement une animation sympa et bien à mettre en relief pour la Ville. Il souligne que Courrouze AA avait demandé à faire partie du comité de pilotage de Territoires et que 1% du budget de la ZAC lui soit attribué (autour de la notion de Haute Qualité Culturelle et Artistique, par analogie avec le label Haute Qualité Environnementale), et que la réponse a été clairement négative. On peut pourtant faire valoir que réserver dès maintenant 1% de la ZAC pour faire vivre le quartier permettrait d'éviter ensuite d'être dans une logique de réparation a posteriori via les crédits de la politique de la ville.

Thierry met ces initiatives, diversifiées dans leur forme, en regard avec le discours et les pratiques portés par l'IAUR qui anime sur la Courrouze la concertation. Pour lui, ce sont les mêmes schémas de pensée que l'on retrouverait à l'AUDIAR et à l'IAUR, par-delà les formes et le vocabulaire, le processus serait relativement fermé et ne permettrait pas l'émergence de véritables espaces de délibération et d'expérimentation, qu'ils aient un caractère territorial ou plus sensible. Yves souligne que l'IAUR est probablement plus diversifié dans ses sensibilités car il s'agit d'une réunion de labos différents. Thierry note que ce qui s'est passé cet été bouscule Territoires et l'IAUR mais les techniciens et élus éprouvent une réelle difficulté à sortir de formats et de modalités de catégorisation du débat public car en arrière-plan « ce qui est pipé c'est l'exercice même de la concertation ». Thierry estime que cette question est éminemment politique et renvoie à l'exercice de formes de pouvoir qui se pérennisent. Il note ainsi que la réflexion sur la concertation avec la ville de Rennes peine à s'installer. Il y a eu de premières réunions entre 2012 et 2013 qui se sont arrêtées car il y avait des remontées très négatives des habitants (malfaçons, dégradations, vols...). Avec Territoires, ils ont relancé la concertation au mois de juillet mais Thierry considère que, pour eux, cela reste accessoire. Ils restent prisonniers d'un modèle de la représentation (habitante) dans leurs propositions de participation, ainsi que d'une logique de prestation de services. En même temps, Courrouze AA les a un peu bousculés, a aussi armé les gens, qui refusent l'assignation à la catégorie « habitants » et revendiquent d'être considérés comme des personnes et des citoyens qui habitent là.

Il y a là possiblement un terrain de questionnement à travailler ensemble dans le cadre du LASRAC (LABoratoire Social de Recherche-Action dans la Cité). Nous revenons sur le partenariat établi avec la MJC dans ce cadre. Thierry souligne que cela s'est fait rapidement et par opportunité du fait de l'appel à projets de la Région, sans que l'on prenne le temps de clarifier ce que l'on pourrait faire ensemble. Les premières réunions n'ont pas permis de son point de vue de bien saisir la place des uns et des autres, ni l'objet précis autour duquel on travaillait. Pour lui, l'intérêt réside dans la confrontation entre réalité d'action et lieux de réflexion et de recherche.

Nadine et Yves soulignent que pour leur part ils visent à développer d'autres façons de faire de la recherche. Ils relatent leur tentative d'initier cette démarche cette année avec l'Université foraine (UFO). L'architecte et animatrice Sophie Ricard avait manifesté de l'intérêt pour les propositions du LASRAC et souhaité un rapprochement. Nous nous sommes donc investis dans le débat avec cette dernière et avons suivi plusieurs manifestations organisées par l'UFO. Nous avons également formalisé des propositions concrètes et suggéré des axes et des modalités de recherches coopératives. Mais le retard pris par la démarche (du fait des élections municipales et des enjeux politiques et symboliques d'un projet très médiatisé), et la volonté des membres du NAC (Notre Atelier Commun) de garder l'entière maîtrise du processus ne permettent pas, du moins pour l'instant, de développer un espace de pratiques réflexives partagées au sein de l'UFO. Comme pour d'autres projets qui souhaitent désormais proposer des alternatives mobilisatrices et productrices de sens pour les personnes, le collectif du NAC se réfère à la réflexion autour des Arts politiques de B. Latour, devenu avant tout bannière plutôt que réellement maître à penser d'un mouvement (non unifié, hétérogène...) qui tente d'expérimenter d'autres rapports entre science, politiques et arts. Mais pour ce qui est de l'UFO à Rennes, cela reste à ce jour avant tout de l'ordre du discours.

Thierry explicite ses réserves à l'égard de l'UFO, qui relève pour lui d'un gros projet d'expérimentation, sur la base du nom d'une personne, alors que Courrouze AA a plutôt cherché à porter une expérimentation par micro-projets avec tout le monde. Il est intéressant de comparer aussi la différence d'attitude de la Ville, avec la notoriété de Patrick Bouchain et un quasi chèque en blanc d'un côté et de l'autre une absence de soutien significatif.

Nous convenons du fait que la nouvelle phase qui s'ouvre autour de la Courrouze peut constituer un terrain à travailler ensemble, ceci étant à discuter avec l'ensemble des parties prenantes. Une première réunion a eu lieu récemment, il a été notamment question de reprendre les petits rendez-vous présentés dans le cadre de Camping complet entre les personnes impliquées, qui n'ont pas toutes pu voir ce que les autres ont élaboré. La question du rapport aux politiques publiques a seulement été évoquée. Pour sa part, Courrouz'if regroupe entre 20 et 25 adhérents, plus des personnes qui tournent autour. Il ne revendique pas le statut de comité de quartier, mais le fait d'être partie prenante des processus en cours, d'être impliqué, sans trop savoir comment s'y prendre.

Différentes initiatives sont envisagées pour poursuivre et soutenir la dynamique en cours. Pour avancer dans cette voie, deux espaces de réflexions vont être initiés. Le premier à l'échelle de la MJC, avec un groupe de travail salariés-élus à partir des écrits de Jean-Michel Lucas et ses compères, en lien en particulier avec le déménagement à venir de la MJC à la Courrouze.

Le second vise à relancer la dynamique d'échange et de discussion entre les acteurs impliqués dans Courrouze AA (il va y avoir probablement des recompositions), tout en associant

désormais étroitement Courrouz'if et peut-être d'autres entités. Il s'agit de définir un cadre pour les trois ans à venir (pistes de travail, expérimentations possibles). Cela se traduira par une nouvelle convention avec Territoires. Nous évoquons la possibilité que le LASRAC soit partie prenante de la démarche.

Une première réunion pourrait se tenir avec un groupe qui s'investirait sur la définition du projet d'action et un autre groupe qui s'investirait davantage sur la dimension politique (c'est-à-dire en quoi ces modes d'investissement qui travaillent à l'appropriation partagée d'un quartier peuvent structurer une réflexion politique de et dans la proximité). Les deux groupes sont à articuler, mais en même temps ne portent pas les mêmes enjeux et ne relèvent pas des mêmes temporalités. Se pose aussi la question d'une réunion publique.

La proposition du LASRAC de promouvoir et développer des pratiques de recherches coopératives pour accompagner et soutenir la réflexivité des acteurs engagés dans cette démarche pourrait être très pertinente dans ce contexte. Il ne s'agit pas dans ce type de démarche de se substituer à la pensée des acteurs, ni forcément d'imaginer d'autres lieux de mises en débat, mais de réfléchir avec eux sur des propositions d'action et d'expérimentation, de se mettre en recherche ensemble et non pas de faire de la recherche sur.

Thierry propose que nous fassions un retour écrit sur notre réunion et que sur cette base une proposition de rencontre soit lancée.

### ANNEXE 3

#### Rendre compte de la démarche Courrouze AA

##### Intervention du LASRAC du 2 avril 2014 Retour réflexif sur la réunion de l'atelier du 5 mars 2014

Dans un premier temps, nous rappelons le positionnement qui est celui du LASRAC (« Laboratoire social de recherche-action dans la cité » ; pour plus de détails, voir le texte relatif à la réunion de février). Nous proposons de rendre compte de notre vision des débats et discussions qui se développent dans le cadre des réunions initiées par Courrouze AA. Nos interventions orales et les textes associés ne prétendent aucunement constituer des comptes rendus des réunions. Ils visent plutôt à proposer un retour réflexif sur ces réunions et à problématiser des questions vives qui nous paraissent importantes du point de vue des dynamiques en jeu. Dans le même esprit, nous ne nous positionnons pas comme animateurs des réunions, mais nous participons à leur préparation.

#### 1) La composition, le statut et la philosophie du collectif qui se réunit

Parmi les questions qui sont revenues fréquemment au cours de cette réunion, il y a celle de la composition, du statut et de la philosophie du collectif qui a convenu de se réunir une fois par mois, à l'initiative de Courrouze AA. Plusieurs niveaux de questionnement sont en fait enchevêtrés.

**Qui compose le collectif qui se réunit ?** À cette question, il a été répondu que le collectif est composé de parties prenantes de quelque chose de commun qui les intéresse, qui peut faire culture partagée, et par rapport à quoi elles sont forces de propositions. Cette préoccupation commune a été nommée par les animateurs de Courrouze AA « quatrième dimension de l'aménagement urbain », recouvrant la dimension culturelle et artistique, la dimension du sensible et de l'imaginaire, la dimension du lien social, à articuler avec les trois dimensions associées à l'aménagement physique. Une assez longue discussion s'est développée autour du danger d'un entre-soi et d'une opposition expert / habitant ou usager, ou encore personnes éduquées et diplômées / milieux populaires. Il a été souligné que cette question de la mixité sociale pouvait justement faire préoccupation commune.

Extraits :

- *Il y a un enjeu de se re-reposer pour Courrouze AA. L'idée de ce groupe est moins en termes de programmation que de lignes directrices. Nous avons une préoccupation commune par rapport à la venue d'un nouveau quartier dans la ville, de nouveaux voisins, l'idée est de questionner ça ensemble.*
- *On y gagne quoi (à venir ici) ? R : La participation à une réflexion contributive au débat public. Ce n'est pas un jeu.*
- *Je suis arrivé en cours de route, je pensais qu'il s'agissait d'un espace commun à Courrouze AA et Courrouz'if, là j'apprends que non, j'aurais besoin d'un historique, d'où on vient, où on va et par où on est passé.*
- *Il y a quand même peu de gens qui habitent à La Courrouze qui sont présents, je ne sais pas moi-même pourquoi je suis invitée (réponse : en tant que membre de Courrouz'if), je ne suis pas représentative. Il n'y a pas d'un côté les gens qui pensent et de l'autre ceux qui habitent.*

- *Le projet n'est pas de faire pour les habitants. Après c'est de votre responsabilité de vous réunir pour vous déterminer.*

**Quel est le statut de ce collectif ?** Pour l'instant, il a un statut informel. Il a été mis sur pied à l'initiative de Courrouze AA, en tant que garant d'une certaine philosophie, n'implique aucun engagement formel, mais en même temps suppose pour pouvoir être pertinent une forme d'implication de chacun et une certaine stabilité des membres.

Extraits :

- *L'idée est de mettre en place des outils pour assurer un certain suivi. Cela suppose un engagement dans ce groupe et une certaine obligation de présence, pour s'inscrire dans une dynamique collective.*
- *Ce n'est pas quelque chose de fermé, d'autres acteurs viennent sur La Courrouze, les rencontrer.*
- *Il y a possiblement une contradiction par rapport à l'idée de régularité et de présence, si auberge espagnole.*
- *Il faut réfléchir ensemble par rapport à ça.*

**Quelle est la forme de participation des différentes personnes présentes aux réunions collectives ?** L'idée qui a été développée est celle d'un déplacement par rapport aux positions institutionnelles. La proposition est de se situer comme membre d'un collectif en recherche et initiateur d'actions, et même si chacun y est depuis l'institution ou l'association qu'il représente, ou encore depuis sa profession, l'objectif et l'enjeu sont d'engager des déplacements de position et de développer ainsi de nouvelles perspectives. Dans cet esprit, il a été souligné l'importance de dépasser les jargons spécifiques à telle ou telle institution ou profession, d'employer un langage accessible, de questionner certaines attitudes. Tout ça prend nécessairement du temps pour faire culture partagée.

Extraits :

- *On représente forcément quelque chose et quelqu'un. Nous on est les garants d'un projet validé.*
- *Il y a un vocabulaire parfois identique, mais qui ne fait pas culture commune, par exemple autour du terme « participation ». Chacun vient avec le vocabulaire qui fait sens pour lui, mais qui peut faire écran.*
- *Apprendre à se connaître, c'est du temps, et nous on n'a pas beaucoup de temps.*
- *La proposition qui est faite est de venir débattre et discuter pour élaborer un cadre commun.*

**Quelles actions va initier ce collectif et qui va les porter ?** Cette question demande à être approfondie, mais l'orientation qui semble se dégager est que sur la base des orientations et des thématiques partagées qui auront été retenues collectivement, chacune des parties prenantes pourra initier des actions spécifiques ou des actions communes avec d'autres.

Extrait :

- *On discute d'orientations larges ici, qui peuvent alimenter Courrouze AA en termes d'orientations artistiques, qui peuvent aussi alimenter Courrouz'if, etc.*

**Comment les personnes concernées par les actions initiées sur le quartier s'y inscrivent-elles ?** Cette question demande elle aussi à être approfondie. Le principe d'une inscription forte des personnes vivant sur le quartier a cependant clairement été posé. En effet, Courrouze

AA ne se positionne ni dans une perspective d'animation ni dans une perspective de programmation culturelle et artistique. L'accent est mis sur les processus et leur temporalité longue plus que sur des produits, sur l'imaginaire, sur les possibles, sur le rêve, ce qui suppose de se donner les moyens d'ouvrir les possibles. Par ailleurs, plusieurs personnes présentes ont souligné l'importance de ne pas faire de La Courrouze, qui suscite beaucoup d'investissements de la part d'acteurs variés, un lieu d'expérimentations sans articulation avec la vie du quartier.

Extraits :

- *La mixité sociale est une préoccupation centrale pour nous, qu'on essaie de développer à partir de notre positionnement institutionnel.*
- *Vous en tant qu'habitants, essayez de relayer...*
- *Ce n'est pas comme ça que je vois les choses. Et il n'y pas de raison que ça incombe seulement aux gens qui habitent La Courrouze.*
- *Mais justement, ce peut être une préoccupation commune.*
- *La Courrouze, c'est drôlement regardé, je n'ai pas envie de faire l'objet d'expérimentations. J'ai parfois l'impression d'être dans un bocal. Il y a plein de sollicitations, notamment de la part d'étudiants ou de journalistes.*
- *Même si le débat peut être très ouvert, il faut faire attention à ne pas créer d'illusions, aller rapidement sur un objet. [...] Un jour ou l'autre on va retomber sur le jeu de rôles où Rennes métropole dira non, ou pas ainsi. Ne pas créer d'illusions. Le projet est bien ficelé, les choses sont bien arrêtées, il y a différents verrous.*
- *En même temps, accent sur la quatrième dimension, pas d'obligations de résultats.*
- *Tu parles d'illusions, mais ce n'est pas une illusion que de se retrouver ensemble aujourd'hui. Il s'agit de voir comment ensemble on peut rêver quelque chose. Après, il y a des contraintes, etc., à prendre en compte.*
- *Ne pas s'affranchir des contraintes en soi. Il y a les professions des uns et des autres. L'illusion serait d'imaginer quelque chose qu'on n'arrive pas à contextualiser. Connaître les limites pour travailler autour.*
- *Mais comme chacun aura des limites différentes...*
- *Avant de mettre l'accent sur les contraintes et les limites, l'enjeu est de développer un esprit commun, permettant de dépasser aussi une certaine manière de raisonner et d'agir, par exemple pour Rennes métropole ou pour Territoires, en ne positionnant les autres que comme usager, habitant, etc. C'est peut-être là qu'est la première limite.*

## **2) Les mots pour dire le quartier**

Afin d'élaborer progressivement une culture commune autour du quartier, il a été proposé aux personnes présentes de travailler sur les mots pour dire le quartier. Dans un premier temps, chacun a inscrit cinq mots qu'évoque le quartier de La Courrouze sur des Post-it. Les Post-it ont ensuite été placés sur un tableau au mur et regroupés par les présents, en explicitant les logiques des regroupements effectués, ce qui a généré des discussions.

La configuration de la salle, qui ne permettait pas de se déplacer facilement autour du tableau, de même que le temps trop limité consacré à l'exercice, en ont réduit la portée. Son intérêt tient en effet en grande partie aux discussions qui se nouent à l'occasion des propositions de regroupements, ce qui suppose qu'ils soient effectués par un nombre important de personnes et fortement débattus. Malgré tout, l'on a pu observer des déplacements de position par rapport à la réunion précédente, où chacun avait tendance à se situer avant tout comme

professionnel ou comme représentant institutionnel ou associatif. Chacun s'est davantage autorisé à parler en son nom propre. De même, les regroupements effectués et les discussions engagées sont porteurs d'enjeux et méritent d'être approfondis.

Les quatre regroupements ont été les suivants :

**Commun, relations, liens, sensible, sentiment, humain.** C'est le regroupement le plus important, qui aurait pu faire l'objet de distinctions plus fines.

**Temporalités, dynamiques, processus.**

**Agir, Outils**

**Terrain, Espace**

Parmi les thèmes qui ont fait l'objet de discussions et qui n'ont pas déjà été restitués dans le cadre du point précédent, il y a eu celui des commerces, à partir d'une observation relative à l'absence de ce mot parmi ceux proposés. Cette absence a été rapportée à l'absence objective de commerces à l'heure actuelle sur le quartier, du fait d'un nombre d'habitant insuffisant. La discussion a porté sur différents points :

- Est-ce que ce sont les commerces qui rendent un quartier vivant ? Ou d'autres espaces en rez-de-chaussée ?
- Comment favoriser la diversité des commerces ?
- Faut-il disperser les commerces ou les concentrer ? Pérenniser le quartier de La Courrouze apparaît comme un enjeu, notamment face à un certain échec ressenti sur le quartier de La Morinais. Comment construire un cœur, une intensité ?

On trouvera ci-dessous l'ensemble des mots qui ont été proposés.

**Yves Bonny (ESO-Rennes2) et Nadine Souchard (CCB)**

---

## Les mots pour dire La Courrouze (réunion du 5 mars 2014)

Il était demandé à chacun de choisir cinq mots pour définir la Courrouze. Ils ont été inscrits sur des Post-it, puis mis sur un tableau au mur et regroupés après discussion. Cela a débouché sur les quatre regroupements suivants.

### Commun, relations, liens, sensible, sentiment, humain

Public/commun	Liens (humains et	Langage
Vivants	matériaux)	Banalité
Intensité	Friterie	Habiter
Avoir un quotidien	Pique-nique	Solidarité
Complice	Partages	Équilibré
Créer un lien avec la ville	Partage	Désir
déjà existante	Convivialité	Comprendre
Manger	Mixité	Politique
Manger	Ensemble	Jardin éveillé
Ouvrier	Ensemble	Conflits Débats
Âme	Égalité	Pas de juxtapositions
Avoir une vie de quartier	Hospitalité	Personnes
Liens	Sonorité	

### Temporalités, dynamiques, processus

L'image	Perdurer	Projection (s'y projeter)
Pérennité	Avenir	Projeter
Nouvelle histoire de quartier	Durée	Identité
	Esprit	

### Agir, Outils

Jeux	Construction	Le langage
Agir	Construction	Nouveauté
Contrainte	Construire	Exemplarité
Imaginer	Fabrique	Attractivité
Invention	Chantier	Lieu de réunion
Construction Travaux	Appropriation	

### Terrain, Espace

Toits	Patrimoine	Beauté
Paysage	Espace	Empreinte
Limite	Passage	Écologie
Territoire	Circulation	Esthétique
Frontière	Colonisation	Art